



## Compte à rebours au Liban

Déchiré, asservi et ruiné en treize ans d'une guerre sans merci, le Liban subira-t-il bientôt l'ultime affront d'être privé de président ? Ce sombre scénario n'est désormais plus à exclure. A dix jours de la date fatidique du 23 septembre, où le mandat de six ans du président Amine Gemayel touchera à son terme, le mécanisme de sa succession est totalement grippé. Au cours des dernières semaines, aucun élément nouveau n'a permis au Liban de sortir de l'impasse politique où l'ont tour à tour plongé la candidature du vieil édile pro-syrien Soleiman Frangieh, en guise de riposte, le boycottage, le 18 août, du Parlement par l'Est chrétien. Les deux Liban et leurs parrains - Damas pour les musulmans, Washington pour les chrétiens - campent solidement pour l'instant sur leurs positions.

A mesure qu'approche l'échéance, la classe politique libanaise se livre à une agitation inquiète, mais aussi stérile que fébrile. Car le sort du scrutin présidentiel est devenu l'enjeu d'une rude lutte d'influence entre deux « grands électeurs » étrangers, les Etats-Unis et la Syrie.

L'administration Reagan souhaite que le successeur de M. Gemayel ait l'appui du plus grand nombre de Libanais pour défendre, le jour venu, d'éventuelles réformes institutionnelles. En tentant d'imposer avec M. Frangieh un candidat à sa dévotion - et le plus grand « diviseur » du camp chrétien - la Syrie a pour sa part pris délibérément le risque de précipiter l'Etat libanais.

Dans l'immédiat, le danger est donc grand de voir une « vacance » s'installer à la tête du pays. Le président, fût-il le plus souvent politiquement impuissant, demeure malgré tout le dernier symbole des vestiges de l'Etat, et le seul garant de ce qui lui reste d'unité et d'indépendance. Sa « disparition » - même provisoire - serait évidemment la pire hypothèse pour un peuple déjà secoué d'épreuves et, pour l'Etat, le probable prélude à l'écroulement.

Mais comment surmonter la crise ? Le président syrien Assad est-il prêt à faire preuve de souplesse après avoir affirmé tant d'intransigeance ? Le comportement de ses alliés libanais permet-il d'en douter. Ainsi, la convocation lundi pour le 22 septembre - veille de l'échéance - du Parlement par son président, M. Hussein Husseini - un châtiment comme une provocation par le camp chrétien. Les députés ont été convoqués à se réunir non pas au palais Mansour, qui les accueille depuis 1976 et se trouve sur la ligne de démarcation entre les deux secteurs de Beyrouth, contrôlés par l'armée libanaise, mais à l'ancien siège du Parlement, au centre d'une ville dévastée où règne l'armée syrienne. Beaucoup, y compris chez les musulmans, y voient un indice de la mauvaise volonté de Damas.

Le président Assad semble d'autant plus résolu à ne pas lâcher prise que l'environnement régional lui est devenu en quelques mois singulièrement défavorable. Le forfait de son allié iranien dans la guerre du Golfe, la résurgence au Liban du frère ennemi irakien, le renforcement de la stature de M. Arafat, adversaire honni, la volonté commune de Washington et de Damas d'apaiser les conflits régionaux, incitent sans doute le chef de l'Etat syrien à défendre jusqu'au bout sa dernière carte, le Liban. Dans cet inquiétant contexte, l'annonce lundi d'un prochain séjour à Damas du sous-secrétaire d'Etat américain, M. Richard Murphy, est la seule lueur d'espoir.

(Lire nos informations page 4.)

M 0147 - 09140 - 4,50 F

3790147004500 09140

## Le plan emploi du gouvernement

### Le coût de la main-d'œuvre va être réduit pour les PME

Allègement des coûts de la main-d'œuvre et amélioration des conditions de financement des petites et moyennes entreprises (crédits et fiscalité) : véritable formation donnée aux personnes bénéficiant d'un emploi social (TUC et SIVP) : telles sont les grandes lignes du plan Emploi que MM. Rocard et Soisson présenteront mercredi 14 septembre au conseil des ministres.

Le plan emploi, préparé par l'hôtel Matignon et le ministère du travail, est tout entier bâti sur l'idée que le coût de la main-d'œuvre est trop élevé pour les employeurs, et qu'il faut l'alléger. Les mesures concernent d'abord et surtout les entrepreneurs individuels (artisans, commerçants...), qui hésitent à embaucher à cause de la lourdeur des charges sociales. Celles-ci seront réduites - voire supprimées - dans certaines conditions d'embauche précises. De plus, les cotisations employeurs seront déphlogées et les taux réduits (d'un point en 1989, et d'un point en 1990).

Ce plan d'un coût de 2,5 à 3 milliards de francs et qui a l'ambition d'apporter une réponse globale au problème de l'emploi, agit au niveau de la stratégie la baisse de l'impôt sur les sociétés (de 42 à 39 % quand les bénéfices sont réinvestis) pour les grandes entreprises et la réduction de 16,60 à 14,60 % des droits de mutation sur les fonds de commerce pour les petites entreprises. Les collectivités locales qui prélèvent une part de cet impôt (1,6 % pour les départements, 1,20 % pour les communes) seront invitées à faire, elles aussi, un effort. Dix-huit milliards de fonds CODEVI (Comptes pour le déve-

loppement industriel) seront prêtés à 9 % aux PME.

Enfin, le troisième volet du plan social portera sur l'amélioration de la formation - pour les TUC et les SIVP tout spécialement - et de la qualification.

(Lire l'article d'A. LEBEAUCHE, p. 29.)

## Remous politiques à la Fédération de la métallurgie

### M. Sainjon abandonne ses fonctions à la CGT

M. André Sainjon a démissionné de son poste de secrétaire général de la Fédération des travailleurs de la métallurgie CGT. Selon celle-ci, qui a annoncé la nouvelle le 13 septembre, M. Sainjon l'a fait « à la suite de critiques » au sujet de « sa conception du travail, sa pratique syndicale, sa capacité de direction et son décalage politique ». M. Jean Demaison pourrait lui succéder.

La démission de M. André Sainjon, qui était secrétaire général de la Fédération des travailleurs de la métallurgie (FTM-CGT) depuis novembre 1976, marque le point d'orgue de la crise de direction de cette fédération, considérée longtemps comme le symbole de la force militante de la CGT. Les difficultés pour M. Sainjon s'étaient accrues en juin dernier (le Monde du 28 juin). Minoritaire au sein du secrétariat de sa fédération, comme au sein du bureau fédéral, il avait alors perdu l'appui du secrétaire général de la confédération, M. Henri Krasucki, qui avait dû reconnaître qu'il n'était soutenu que par une minorité.

M. Krasucki avait pourtant volé au secours de M. Sainjon en novembre 1986 au congrès de sa fédération. Fait unique : le secrétaire général de la CGT avait répondu lui-même aux critiques formulées sur le rapport d'activité de... M. Sainjon. Celui-ci avait sauvé son poste en se faisant réélire pour la quatrième fois secrétaire général de la FTM, mais il avait dû accepter une mise en surveillance, avec l'entrée au sein du bureau fédéral d'un des « durs », M. Jean-Louis Fournier, du syndicat CGT-Renault. L'ancien « poulain » de M. Krasucki dirigeait de moins en moins sa « maison », la réalité du pouvoir étant détenue par MM. Jean Demaison, Jean-Louis Fournier et Francis Grégori.

MICHEL NOBLECOURT.

(Lire la suite page 20.)

## M. Dumas rencontrera M. Arafat



Le chef de l'OLP devait être reçu, mardi 13 septembre, à Strasbourg, par le groupe socialiste du Parlement européen. M. Roland Dumas, ministre des affaires étrangères, le rencontrera le lendemain.

(Lire nos informations page 4.)

## Le secrétaire général du PC soviétique en visite en Sibirie orientale

### La rentrée mouvementée de M. Gorbatchev

Après un grand mois de vacances, M. Gorbatchev a repris ses activités publiques. Il était lundi 12 septembre, à Krasnotarsk, où, à l'occasion d'un « bain de foule », il s'est fait vigoureusement interpellé sur les effets - ou le manque d'effets - de sa politique.

MOSCOU

de notre correspondant

M. Gorbatchev est rentré de vacances lundi. Il a aussitôt quitté Moscou pour la région de Krasnotarsk en Sibirie orientale, et le mardi 13 septembre, c'est déjà

comme s'il n'y avait pas eu d'été, pas la moindre pause dans la bataille politique qui secoue l'URSS. Car à travers ces premiers échanges - extrêmement animés - avec les foules massées sur son chemin, à travers critiques et louanges qu'on lui adresse, à travers les interviews et reportages auxquels donne lieu ce voyage, l'affrontement entre conservateurs et modernistes est si criant qu'on croit vivre une journée supplémentaire de la conférence du parti. Fin juin, c'était cartes sur table et ça l'est à nouveau quand M. Gorbatchev fait sa rentrée politique en déclarant : « Il est essentiel, cama-

rades, d'aller fermement de l'avant et tous ceux qui voudraient nous tirer en arrière par tous les moyens devraient être écartés. »

C'est évidemment dire là qu'aucune des réformes politiques qu'il avait fait adopter à l'arraché par la conférence ne deviendra réalité sans qu'un rapport de forces ne l'impose et que l'année sera donc mouvementée. On le savait, mais si le secrétaire général a choisi de le proclamer, c'est sans doute qu'il ne peut entretenir la moindre illusion à ce sujet tant le terrain est miné.

BERNARD GUETTA.

(Lire la suite page 6.)

## Onze mois après la mort de Thomas Sankara

### « Rectification » au Burkina-Faso

Depuis le coup d'Etat au cours duquel, il y a près d'un an, le capitaine Thomas Sankara avait trouvé la mort, son successeur à la tête du pays, Blaise Compaoré, a entrepris une politique de « rectification » tous azimuts.

OUAGADOUGOU

de notre envoyé spécial

Dans ce cimetière reculé de la banlieue de Ouagadougou, la simple tombe de ciment blanc est placée symboliquement - dernier hommage au chef - légèrement en avant de celles, toutes aussi simples et immaculées, de ses douze compagnons morts en même temps que lui. Quelques fleurs, une inscription maladroitement écrite sur un morceau de carton : « Tu resteras toujours

notre président », un chien familier, qui passe entre les tombes, et un adolescent - gardien ? Flic ? Fidèle ? - qui surveille d'un œil distrait.

C'est tout mais c'est important : Thomas Sankara l'ancien président du Burkina-Faso (ex-Haute-Volta), assassiné le 15 octobre dernier, a enfin une sépulture décente. Pendant quelques semaines, en effet, sa dépouille mortelle était restée enfouie sous quelques pellettes de terre. « Comme un chien », s'insurgeaient même certains de ses adversaires.

Cette « normalisation funéraire » est-elle un prélude à l'oubli ou l'amorce d'une réhabilitation du bouillant capitaine ? Personne, aujourd'hui, ne peut répondre. Onze mois, en effet, après sa mort, la majeure partie des Burki-

nabes semblent animés de sentiments bien contradictoires à son égard. S'ils sont fiers que « cet homme-là » - qui avait fait la une de nombreux journaux dans le monde - ait été un des leurs, ils ne sont pas mécontents non plus que sa politique ait cessé.

« Partout on connaît maintenant le Burkina, dit fièrement un étudiant, nous qui étions considérés, même en Afrique, comme des moins que rien parce que notre pays est un des plus pauvres de la planète - il - nous a redonné notre dignité. Malheureusement, vers la fin, il était devenu un peu fou. Il risquait même de finir comme Sékou Touré. Je vais peut-être vous choquer mais... c'est peut-être mieux qu'il soit mort avant. »

JOSÉ-ALAIN FRALON.

(Lire la suite page 3.)

## Le Monde

### SCIENCES ET MÉDECINE

■ Des médicaments détournés comme stupéfiants. ■ Les mitochondries au service des plantes. ■ Le difficile retour des espèces disparues.

Pages 18 et 19

## Un entretien avec M<sup>me</sup> Danielle Mitterrand

« Si je pouvais créer une chaîne humanitaire mondiale... »

Page 11

SERVICES

Abonnement	2
Publicité	24
Administration	25
Édition	26
Imprimerie	27
Diffusion	28
Autres	29

## Contrôle antidopage

Le contrôle antidopage est une tâche complexe qui nécessite une coopération internationale. Les athlètes sont soumis à des tests réguliers pour détecter l'utilisation de substances interdites. Les autorités sportives travaillent en étroite collaboration avec les services de police et les agences antidopage pour garantir l'équité des compétitions.

Les athlètes doivent être conscients des risques encourus en cas de détection d'une infraction. Les sanctions peuvent aller de l'annulation de la compétition à l'expulsion du sport. Il est donc essentiel de respecter les règles et de maintenir une saine concurrence.

## VM SCIENCE & TECHNIQUE

### 175

### ORDINATEUR AU BANC D'ESSAI

### 37

### CONSTRUCTEURS PASSÉS AU CR

RECHERCHES AU SOMMAIRE DES RECHERCHES DE SEPTEMBRE

Full Write, un traitement de texte exceptionnel

Le nouveau logiciel de gestion de la presse

Le nouveau logiciel de gestion de la presse

مكتبة من الأصل



# Débats

## SOCIALISTES

### Notre perspective : une société d'équilibre

« Il faut qu'un puissant mouvement se lève partout et s'empare de notre société pour le refus des injustices, le refus des exclusions. »  
François Mitterrand - Lyon - 15 avril 1988

1981-1988. Après la victoire flamboyante, le succès apaisé. Groggy l'espace d'une saison en 1981, la droite ressortait bientôt dopée de son désastre. C'est cette fois-ci qu'elle semble se défaire sous nos yeux ; et le téléfilm d'enthousiasme mécanique qu'a mimé Chirac à La Baule n'a trompé personne.

C'est que la droite, ayant vécu sa défaite de 1981 comme un accident de parcours, craint aujourd'hui de subir le tournant de cette fin de siècle. La « parenthèse », ce n'était pas 1981-1988, c'est 1986-1988. La « durée » a changé de camp.

« Le camp ! » Qu'on me pardonne cette horrible métaphore militaire : la force des (mauvaises) habitudes ! Les pasdaran du « consensus » vont me fouetter... du verbe. C'est qu'il est désormais entendu que ce qui, partout ailleurs dans les démocraties, s'appelle « alternance » est chez nous « guerre civile » (en leur grande indulgence, les pasdaran nous accordent qu'elle est « froide »). Observons pourtant que l'alternance n'est devenue la « guerre civile » que depuis qu'elle joue au bénéfice de la gauche ! Ce ne sera pas un des moindres mérites du président François Mitterrand que d'avoir, en ce pays, acclimaté l'« alternance douce ».

Donc, pour le moment, nous sommes là, nous, les socialistes, avec la gauche — que nous assumons désormais largement, — avec d'autres encore : ceux qui le veulent. Nous sommes là, et, semble-t-il, pour quelque temps.

Le temps, la durée : pour quelle perspective ?

« Aujourd'hui que nous gouvernons, est-ce le moment de s'interroger ? » Pour certains, on le sait, ce n'est jamais le moment. Faudrait-il comprendre que, quand on gouverne, on ne pense pas ?

Le gouvernement a sa fonction : il gère un moment de la longue marche. Et pour le moment présent, dont la Lettre aux Français du président de la République a fixé le sens, le gouvernement fait ce qu'il a à faire, et, d'un avis qui paraît largement répandu, il le fait plutôt bien. Sous la direction du premier ministre a prévalu, dans le cas, exemplaire, de la Nouvelle-Calédonie mais aussi à l'occasion de plusieurs conflits sociaux, le compromis par la concertation, le dialogue sur la proclamation. Réussite qui pourrait faire école.

#### Une formidable « notation »

Mais pour les tâches à venir, qui seront lourdes, le gouvernement aura besoin que les socialistes sachent donner à la gauche et à l'ensemble des forces de progrès un grand élan collectif. Et il n'est point d'élan collectif sans perspective. Ce qui veut dire d'abord : savoir où nous en sommes.

Depuis le temps qu'on nous répète que nous, socialistes, avons changé, que nous le répétons avec les autres, il serait peut-être temps de dire en quoi. Et nous ne sommes pas forcément les plus mal placés pour le faire.

Naturellement que nous avons changé. Et le monde, autour de nous, a changé. Et ceci surtout explique cela.

Nous sommes à un moment de ce qu'il est convenu aujourd'hui d'appeler « mutation » : en fait une nouvelle et formidable — la plus énorme jamais vécue — explosion des forces productives (production, échanges, communication).

La première caractéristique propre à cette mutation sans précédent est l'extraordinaire accélération des rythmes des progrès techniques, scientifiques, dans tous les domaines, bien en avant des institutions et de la conscience

collective. Les grandes crises des sociétés naissent toujours de ces écartements entre, d'une part, forces productives et structures sociales (rapports de production), superstructures institutionnelles, culturelles, politiques d'autre part. C'est bien ce que nous sommes en train de vivre.

Le raccourcissement fantastique — et qui va s'accroître — du temps de travail nécessaire à la production et l'entrée de centaines de millions de producteurs des pays dits du tiers-monde sur le marché du travail offrent aux détenteurs des moyens de production, de plus en plus satellisés autour du capital financier, un moyen de pression formidable sur les salariés. Par où l'on voit que le brusque élargissement économique du monde est de conséquence aussi considérable que fut son élargissement géographique aux quinzième et seizième siècles.

Depuis quinze ans que la crise a commencé d'être vécue, les conditions de la confrontation, globalement, dans les pays industrialisés avancés, sont devenues plus difficiles pour le monde du travail. Après une phase de montée pour le salariat, de hausse du niveau de vie, de progrès démocratiques et culturels, le rapport des forces sociales tend à s'inverser et à repousser le salariat sur la défensive.

#### Une société « triale »

La déchirure la plus douloureuse, la plus crûment ressentie, est la présente aggravation des inégalités à l'intérieur des sociétés occidentales, et entre ces sociétés et les pays qu'on dit « en voie de développement », dont la plupart vivent en fait une accentuation de leur sous-développement.

Ce qui est en marche, ce n'est pas le fantasme de la « machine égalitaire », c'est la machine inégalitaire !

« Loin de se réduire, les formidables inégalités qui structurent les sociétés et façonnent les rapports entre les États et les peuples s'accroissent inexorablement (1) ».

Nous allons, non vers une société dualiste, mais vers une société triale, où la masse centrale tend à glisser vers le bas, entre une zone de pauvreté qui s'élargit et une sphère dominante plus concentrée et plus forte : « 20 % de la population (des pays développés) disposent de la moitié des revenus et des patrimoines et 10 % s'en attribuent plus du tiers (2) ».

Pouvons-nous renverser la tendance, pouvons-nous desserrer la pression ? Et d'abord, le pouvons-nous en un seul pays ? Évidemment non !

Ce qui impose aux socialistes européens de se donner des structures de coopération plus étroites dès les prochaines années : car c'est au moment où l'internationalisation progresse dans tous les domaines que les liens entre socialistes paraissent les plus incertains et les moins organisés.

Mais la proximité de l'échéance européenne doit-elle nous dispenser de l'effort hexagonal immédiat ? Faudrait-il donc, ici, attendre et ne rien faire ? Sans doute, après ces déchirures que provoque chaque nouvelle percée des forces productives, le mouvement habituel de l'histoire est qu'un rééquilibrage s'amorce et qu'un nouveau tissu social se reconstitue : en l'occurrence, un nouvel essor économique devrait, à terme, offrir de nouvelles possibilités au salariat, lui-même transformé. Mais rien n'est inéluctable. Et, pour le moment, les effets de la crise dans le corps social s'alourdissent.

La logique de l'aggravation des tensions est de glisser jusqu'à des situations de rupture, d'affrontement brutal, à l'intérieur des nations ou entre les nations. Les groupes dominants de nos sociétés ne sont point aveugles devant ce risque : ils espèrent parfois le surmonter par les moyens de force. Mais les néo-saint-simoniens (3) qui inspirent aujourd'hui la caste

dominante préparent plutôt l'ère des organisateurs que le temps des colons.

L'américanisation de la vie politique en Occident (dont l'exceptionnelle poussée d'abstentionnisme aux récentes élections législatives en France aura été un révélateur), qui se caractérise notamment par le déclin de la conscience politique au bénéfice de la médiatisation de masse, est un puissant encouragement à ce courant idéologique qui, depuis plus de deux siècles, rêve d'une concentration des pouvoirs au bénéfice de ceux qui « savent ».

#### Anesthésie médiatique

Avant observé que plus on informe et moins on sait il calcule que, maîtrisant les consciences par l'irrésistible engourdissement de l'anesthésie médiatique, cette « élite » qu'il estime être au pouvoir, bien qu'il ne le soit pas, a la fois de prévenir les grandes secousses politiques et de se dégager des contraintes de la démocratie : ce serait le despotisme théâtral.

N'avons-nous le choix qu'entre l'engourdissement et la violence, la réinjection et le drame ? Ou peut-il y avoir une voie, une volonté une raison ? Hier, nous disions « stratégie de rupture ». Nous ne le disons plus. Mais quel ? N'y aurait-il rien entre la « rupture » et la saine gestion du jour qui passe ?

Nous, les socialistes, nous sommes pour le compromis : le « compromis social ». Nous sommes pour un nouvel équilibre, qui s'exprimerait prioritairement en nouveau partage du travail, et qui, au-delà, modèlerait la société à venir et la conscience collective en une nouvelle conception de la place du travail dans la société et dans la vie humaine.

L'enjeu des tensions actuelles, des épreuves que nous vivons, il est là : parvenir à une société d'équilibre par un plus juste partage des profits et des richesses — revenus et travail — qui implique et que conditionne un plus juste partage du pouvoir, du savoir. Au-delà, sur le plus long terme, il convient que cette société elle-même plus équilibrée puisse maîtriser les rapports du triomphe croissance-démographie-environnement.

C'est notre proposition, notre perspective, autour d'elle que s'organise notre action, celle qu'a tracée le président de la République dans sa Lettre, celle qu'a présentée au Parlement le premier ministre, celle qu'avait adoptée la convention nationale du Parti socialiste en janvier.

Alors, disons-le. Et que chacun prenne ses responsabilités : car ce serait un grand risque que certains, aujourd'hui, laissent passer (\*) Ministre des relations avec le Parlement.

la chance du compromis, refusant l'occasion du plus juste partage par la concertation. On ne joue pas impunément trop longtemps avec la cohésion sociale. Nous, socialistes, en tout cas offrons cette perspective au pays : le « nouvel équilibre », comme d'autres, ailleurs, en d'autres temps, avaient annoncé la « Nouvelle Frontière ».

Au lieu de génir, avec tout le choré des pleureuses hypocrites sur le « déclin de la politique », « l'apathie ou l'indifférence de l'opinion », donnons au « politique » sa vraie fonction : faire des idées, d'une idée centrale, une force motrice du mouvement social. C'est ça d'abord le rôle d'un parti comme le Parti socialiste. Haussons la politique à un autre niveau que celui des intrigues du jeu politique. Proposons cette direction en réponse politique aux problèmes de la société civile.

Cherchons dans cette direction la riposte de fond à l'escalade de l'horrible. Le Pen ne « dérape » pas : il a choisi de se tailler une base d'« opinion » par une stratégie de provocation contre l'ensemble des structures politiques, de la « société politique » existante. L'inquiétant — et pas seulement pour la droite — est que jusqu'ici il y réussisse. Il n'y a de chance de casser la mécanique qu'en ouvrant une perspective crédible qui rende espérance et confiance à ceux qui s'éloignent ces temps-ci de la démocratie.

#### Les habitudes du guesdisme

Et puis, au-delà, plus largement, rassemblements sans exclusive sur ce grand dessein des socialistes : la voie est ouverte à tous ceux qui veulent s'y engager, sans qu'il soit besoin d'imaginer des combinaisons politiciennes qui ne rappelleraient que les mares stagnantes d'un autre temps. Dès lors qu'il y a une force politique prépondérante, elle a vocation à initier un rassemblement le plus large possible.

Du coup, bien sûr, le Parti socialiste sera amené à adapter ses structures à sa fonction. Un parti de rassemblement, apte à assumer à travers toute la diversité du territoire — la diversité du mouvement social ne peut rester un parti de centralisme d'appareil.

Puisqu'on a dépouillé le guesdisme, faudrait-il n'en garder que les habitudes d'organisation ? Que ce parti d'aujourd'hui exprime un puissant mouvement de la société française vers le Nouvel Équilibre !

(1) Le Monde diplomatique, juillet 1988.  
(2) Idem.  
(3) Le courant s'exprime notamment au travail de la fondation Saint-Simon qui vient de publier la République du centre.

## Penser à l'autre Europe

par JOSEF NOVAK (\*)

L'ANNÉE 1992 marquera l'union économique des douze pays de la Communauté européenne. C'est une étape historique dans la mesure où cela renforcera politiquement le monde démocratique. On peut toutefois regretter que, simultanément, cette unification ne provoque une scission avec le reste de l'Europe. Certaines nations exclues de l'heureuse alliance s'en inquiètent.

Si les observateurs politiques marchent sur des œufs lorsqu'ils traitent de l'admission d'un pays d'Europe centrale tel que l'Autriche au sein de la CEE, ce n'est pas un hasard : l'Autriche était, avant la première guerre mondiale, le cœur de la Mitteleurope, une région qui a toujours défini ses limites dans l'espace et dans le temps, et qui a donc sans cesse été source de problèmes.

Alors qu'ils font tout pour obtenir des accords commerciaux préférentiels et pour établir des relations diplomatiques avec les pays de l'Est appartenant à la Mitteleurope, les diplomates d'Europe de l'Ouest évitent les épineux problèmes culturels, malgré les liens profonds qui unissent les peuples de ces pays à la culture occidentale.

Le terme germanique « Mitteleuropa » signifie Europe centrale. Si on le traduit par « Europe de l'Est », c'est par une habitude de langage peu scrupuleuse. En fait, la Mitteleurope résiste de manière tenace à toute définition géographique et politique.

Il s'agit plutôt d'un héritage culturel dont l'essence a été créée et partagée par des penseurs et des écrivains tels Bernard Bolzano, Edmund Husserl, Thomas Masaryk, Karel Čapek, Franz Kafka, Max Brod, Franz Werfel, ou d'autres encore. La Mitteleurope a été élaborée à la fois dans la région et dans la tradition de la monarchie austro-hongroise, du temps où Vienne était le cœur de l'Europe centrale, unifiant sous la domination impériale ce qui se faisait de mieux à Prague, Budapest, Cracovie et Trieste.

Les politiciens sont dans l'erreur lorsqu'ils croient qu'au fil des ans cet héritage a perdu de sa cohérence et qu'il n'existe plus. Ils se méprennent en assimilant la disparition des juifs de la Mitteleurope — les juifs ont plus que largement contribué à son développement culturel — à la chute du rayonnement de la région. Car, en fait, les intellectuels juifs ont marqué de leur empreinte les plus ardents avocats de la cause, en particulier ceux qui vivent sous domination soviétique ou qui ont tout fait pour y échapper. Cela, plus que toute autre chose, a fait de ces successeurs des « Mitteleuropéens » encore plus virulents, comme le dramaturge tchèque Václav Havel ou l'écrivain, exilé à Paris, Milan Kundera.

Bien sûr, l'idée d'une culture d'Europe centrale courrouce le camp soviétique dans la mesure où elle ne correspond pas à son hégémonie politique et militaire sur la Mitteleurope. La presse communiste dénonce violemment l'idée d'Europe centrale comme étant un complot occidental, « furtivement masqué, et désormais le plus dangereux ».

visant à affaiblir son unité idéologique. De manière subtile, ce courroux ravit les dissidents de l'autre côté du rideau de fer, car il cache, selon eux, une sensibilité à l'opinion mondiale.

Les dissidents « mitteleuropéens » sont désespérés de voir à quel point la colonisation soviétique dans le domaine culturel a été telle en Europe centrale que son art, ses institutions sociales, ses croyances, ses valeurs, ses traditions et sa morale ont disparu dans certains cas. Selon eux, cette catastrophe spirituelle a détruit l'harmonie entre culture et tradition. Mais ils estiment par ailleurs que toutes les brunes ne sont pas éteintes, et ils se tournent vers l'Ouest dont ils attendent de l'aide.

Ces incertitudes quant au futur de l'Europe centrale sont lassantes. Désormais, la question préoccupante est de savoir comment la prochaine unité politique et économique de la Communauté européenne peut coexister avec son ignorance obstinée des pays limitrophes d'Europe centrale. En fait, l'Europe de 1992 n'est-elle pas trop dangereuse pour l'ensemble de l'Europe, si l'on garde à l'esprit que le gouvernement soviétique a également l'intention de préserver son immense empire, lequel inclut la Mitteleurope ?

Je suis convaincu que la Communauté européenne a une part de responsabilité dans la reconstruction de l'unité culturelle européenne. Je ne peux pas analyser son indifférence et son détachement des problèmes culturels. Je crois que son attitude distante entravera la fin de l'Europe en tant que région ayant une tradition intellectuelle. Et que cela conduira probablement à un hare-kiri européen.

Quelles sont, cependant, les alternatives de la CEE ?

La création d'une Television Free Europe serait une réalisation majeure. Utilisant les technologies avancées, la télévision abstrait le mur de la censure en offrant un accès facile aux événements culturels et politiques, non seulement occidentaux, mais aussi « mitteleuropéens ». La Communauté européenne pourrait également soutenir financièrement des publications et des stations de radio telles que Radio Free Europe et Radio Liberty.

Quoi qu'il en soit, si la Communauté ne commence pas, dans un futur proche, à s'engager totalement, elle s'isole elle-même du reste du continent. C'est peut-être un de ses objectifs, mais il y aura peu de dupes derrière l'enchevêtrement des fils de fer barbelés. Les habitants d'Europe centrale ne peuvent s'empêcher de voir là un complot occidental qui mine l'intégrité historique de l'Europe. Et il est probable qu'ils aient raison : d'une tradition autrefois glorieuse, il ne restera plus qu'une ruine devant les responsabilités évanescentes de l'Europe en tant qu'un tout.

(\*) Écrivain tchèque vivant à Paris.

## Le Monde

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09

Tél : (1) 42-47-97-27

Téléx MONDPAR 650872 F

Téléscripteur : (1) 45-23-06-81

Édité par la SARL Le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Benne-Mary (1944-1969), Jacques Faivet (1969-1982), André Laurens (1982-1985)

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société : Société civile « Les Rédacteurs du Monde », Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde-Enquêtes, MM. André Fontaine, gérant, et Hubert Benne-Mary, fondateur.

Administrateur général : Bernard Wozniak

Rédacteur en chef : Daniel Vernot

Correspondant en chef : Claude Salas

ABONNEMENTS PAR MINITEL 36-15 - Tapez LEMONDE - code d'accès ABO

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437

ISSN : 0395-2037

Reinscriptions sur les microfilms et Index du Monde sur (1) 42-47-95-01

Le Monde

TÉLÉMATIQUE

Composés 36-15 - Tapez LEMONDE

Le Monde

PUBLICITE

5, rue de Montessuy, 75007 PARIS

Tél : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71

Téléx MONDPUB 206 136 F

ABONNEMENTS BP 507 09

75422 PARIS CEDEX 09

Tél : (1) 42-47-98-72

Tél : (1) 42-47-98-72

Tel FRANCE MONDIE SUISSE AUTRES PAYS

3 mois 354 F 399 F 504 F 617 F

6 mois 672 F 762 F 972 F 1 337 F

9 mois 954 F 1 089 F 1 404 F 1 932 F

1 an 1 200 F 1 380 F 1 800 F 2 530 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner RENOYER CE BULLETIN accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : vos abonnés sont invités à envoyer leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

## BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois ☐

6 mois ☐

9 mois ☐

1 an ☐

Nom : \_\_\_\_\_

Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Code postal : \_\_\_\_\_

Localité : \_\_\_\_\_

Pays : \_\_\_\_\_

Veuillez avoir l'obligeance d'envoyer les fonds propres en espèces à l'imprimerie.

Maurice CHARD

Le barrage fonctionner

Le barrage fonctionner

Le barrage fonctionner

Le barrage fonctionner

Le barrage fonctionner

Le barrage fonctionner

Le barrage fonctionner

Le barrage fonctionner



# Etranger

MOZAMBIQUE : la rencontre entre M. Chissano et M. Botha

## Le barrage de Cabora-Bassa pourrait fonctionner de nouveau au début de 1990

SONGO (nord du Mozambique)  
de notre envoyé spécial

La glace semble, de toute évidence, brisée. Les présidents Joaquim Chissano et Pieter Botha étaient tout sourire pour leur première rencontre, lundi 12 septembre à Songo, dans la province de Tete (nord-ouest du Mozambique). Un lieu, en fait, pratiquement neutre puisque les deux heures d'entretien se sont déroulées dans les locaux du complexe hydroélectrique de Cabora-Bassa, qui est, en majeure partie, contrôlé par le Portugal, l'ancienne puissance coloniale.

C'est un endroit symbolique, comme l'a souligné le chef de l'Etat mozambicain, et cela à double titre. Tout d'abord, parce que ce gigantesque barrage sur le Zambèze, le plus important d'Afrique, est synonyme, pour M. Chissano, de coopération et de développement pour le pays de la région. Ensuite, parce que cette réalisation — ce qu'il n'a pas précisé — est inscrite depuis plusieurs années. Les rebelles de la RENAMO (Résistance nationale du Mozambique) ont, en effet, saboté 524 pylônes des lignes à haute tension, rendant ainsi inopérante la centrale et privant d'électricité

le Mozambique, mais aussi l'Afrique du Sud, à qui presque les trois quarts de la production étaient destinés.

Il n'y avait donc pas de meilleur endroit pour marquer la reprise du dialogue entre les deux Etats et pour « réanimer l'esprit des accords de Nkomati » de mars 1984, qui se sont pourtant révélés bien vite être un chiffon de papier. Le fonctionnement de Cabora-Bassa est considéré par le président Chissano comme la preuve que Pretoria respecte à l'avenir sa parole et ne fournira plus d'aide matérielle à la RENAMO. Cela pourrait constituer la première étape concrète vers un processus de détente, qui est seulement en cours.

Le successeur de M. Samora Machel a donc longuement montré à son homologue le complexe hydroélectrique. Les deux hommes, en compagnie de M. « Fik », Botha, ministre des affaires étrangères, ont parcouru, sous les yeux inquiets des services de sécurité sud-africains, le barrage et la centrale en parfait état de marche (il en a coûté 8,5 millions de dollars en 1987 au Portugal). Il suffit donc de réparer les lignes pour que le courant passe à nouveau entre l'Afrique du Sud et le Mozambique, au sens propre comme au figuré.

Après la signature des accords de Lisbonne en juin dernier entre l'Afrique du Sud, le Portugal et le Mozambique, les travaux de reconstruction devraient en principe commencer dès octobre, selon M. Castro Fontes, président du conseil d'administration de la centrale. Un contrat a été signé, le vendredi 9 septembre,

à Lisbonne, avec une firme italienne, pour la remise en état, et une société sud-africaine, pour la fourniture de matériel.

Le financement sera assuré par un prêt de 100 millions de francs du gouvernement italien au gouvernement mozambicain et un autre, de 35 millions de rands, de banques sud-africaines, garanti par Pretoria. L'armée mozambicaine, assistée logistiquement par l'Afrique du Sud, en assurera la protection.

Si tout se déroule comme prévu, tout devrait être terminé à la fin de 1989, et les turbines pourraient fonctionner à nouveau à plein régime au début de 1990. Comment, ensuite, éviter les nouveaux sabotages ? Neuf cents kilomètres de lignes se trouvent en territoire mozambicain. Les protéger n'est pas une mince affaire. M. Chissano paraît confiant mais refuse de dévoiler de quelle manière il entend procéder.

### « Le deuxième pas »

Pour l'instant, il a obtenu la garantie de M. Botha qu'aucun aide ne sera fournie à la RENAMO. Cela semble lui suffire, même si, par le passé, les Sud-Africains n'ont pas respecté leur parole. Le climat est, cependant, plutôt à la confiance. On verra, avant d'aller aussi loin qu'il est possible, dans cette voie, selon la formule utilisée par M. Chissano.

M. Botha a surenchéri en parlant de « deuxième pas » après Nkomati et de « futur doré des relations ».

après la remise d'une pièce d'or en cadeau, un Krugerrand. Il a approuvé l'offre d'amitié du régime mozambicain aux rebelles et la cessation des violences. De son côté, M. Chissano a reconnu que d'« importantes réformes » avaient été accomplies en Afrique du Sud mais qu'il fallait qu'elles soient « accélérées ». « Si nous pouvons obtenir l'harmonie avec M. Botha, a-t-il ajouté, et s'il n'y a pas d'harmonie en Afrique du Sud, nous n'aurons abouti à rien. »

Les entretiens ont été, au dire de tous, courtois, amicaux et prometteurs pour l'avenir. Il semble qu'il y ait eu, de part et d'autre, une réelle volonté d'améliorer les relations bilatérales et de promouvoir les échanges économiques. L'amorce de la détente, entreprise en août 1987 par M. Jacinto Veloso, ministre mozambicain de la coopération, a été longue à se concrétiser. Il aura fallu un an pour qu'elle aboutisse. La mort accidentelle du président Machel en octobre 1986, dont Pretoria fut rendue responsable par Maputo, a été longue à pardonner par les dirigeants mozambicains.

Reste, désormais, à savoir si ce dégel aboutira à un modus vivendi solide et durable. Et surtout si les militaires sud-africains respecteront les engagements du pouvoir politique. Tout au long de cette rencontre, le général Magnus Malen, ministre de la défense sud-africain, se trouvait presque constamment à quelques longueurs derrière les deux présidents. Faut-il y voir un signe ?

MICHEL BOLE-RICHARD.

La visite du chef de l'Etat tunisien en France

## MM. Mitterrand et Ben Ali veulent développer la coopération entre le Maghreb et l'Europe

AN DEUXIEME JOUR de sa visite d'Etat en France, le président Ben Ali devait avoir, dans la matinée du mardi 13 septembre, un entretien avec M. Michel Rocard, avant une réception à l'Hôtel de Ville et un déjeuner au Sénat. Il a été, au programme officiel de la journée, une réception offerte à la colonie tunisienne dans un hôtel parisien, en présence de M. François Mitterrand.

Accueilli par le chef de l'Etat français à Orly lundi après-midi, M. Ben Ali a tout de suite exprimé son désir d'« enrichir les relations bilatérales et d'élargir la coopération franco-tunisienne ». Au cours du dîner offert à l'Elysée, s'exprimant en arabe, il s'est déclaré convaincu que « la sécurité et la prospérité de l'Europe ne peuvent s'accommoder indéfiniment de l'instabilité et du sous-développement de la Méditerranée en général et de sa rive sud en particulier ». Il a évoqué l'édification d'une communauté maghrébine qui « favorisera l'intégration d'une coopération globale et fructueuse avec la Communauté européenne ».

Sur le même registre, le président Mitterrand a dit : « La France assurera en 1989 la présidence des sept pays industrialisés et la présidence de l'Europe. Nous rappellerons à nos partenaires les principes qui doivent guider nos relations avec les pays en voie de développement. Faisant allusion à la réconciliation entre l'Algérie et le Maroc, il a poursuivi : « Des Etats qui ne se parlaient plus renouent le dialogue. C'est bon pour l'unité maghrébine. La France se sent, par l'histoire et par le cœur, proche des pays du Maghreb. »

A M. Ben Ali, qui a exprimé sa solidarité avec « le peuple palestinien, victime d'une impitoyable répression dans les territoires arabes occupés », M. Mitterrand a répondu en évoquant « le droit des peuples à choisir leur destin ». Alors que la question de la rencontre entre MM. Dumas et Arafat à Strasbourg occupait bien des esprits, le chef de l'Etat a poursuivi : « Il faut que les rancunes et les craintes soient vaincues pour faire repartir le dialogue. Après ce qui s'est passé dans les territoires occupés, il n'y a plus de temps à perdre. Le peuple israélien et le peuple palestinien doivent prendre leurs responsabilités. »

S'agissant du Sahara occidental, le président français a déclaré que la France « suit l'évolution actuelle et attache beaucoup d'importance au droit à l'autodétermination ». Il a également exprimé sa préoccupation quant à l'avenir du Liban. « Il faut que les Libanais puissent exercer leurs droits dans le cadre constitutionnel qu'ils se sont donné », a-t-il dit.

Enfin, revenant à la Tunisie, M. Mitterrand a exhorté les patrons français à visiter « les vastes chantiers en Tunisie, pour la bonne santé de leurs entreprises mais aussi pour aider ce pays ami de la France ». Dans les milieux du patronat, où cette visite sera l'occasion de contacts à haut niveau, on souligne le rôle que les PME et les PMI françaises peuvent jouer, par leurs investissements, dans une Tunisie où l'horizon politique s'est éclairci depuis le règlement de la succession de M. Bourguiba.

## « Rectification » au Burkina-Faso

(Suite de la première page.)

Comme si à fin tragique, celle d'un grand frère aîné, qui aurait continué à rouler trop vite sur sa moto en dépit des conseils de prudence, avait été l'aboutissement fatal d'une trajectoire trop rapide.

Et les Burkinabés, eux, semblaient de moins en moins enthousiastes à suivre un rythme aussi fou et aussi incohérent. D'où la satisfaction évidente qui a accueilli dans tout le pays les premières décisions prises par le nouveau président. Ce compagnon d'armes de Sankara, ce « presque-frère » a été au centre des affrontements d'octobre. « C'était Sankara ou nous », disent aujourd'hui les nouveaux dirigeants. Ceux-ci ont donc abrogé rapidement toute une série de mesures décidées par l'ancien président.

Finalement, l'obligation de porter le « Faso Dan Fani », le costume local, oublié, le « sport de masse » obligatoire — dans certaines administrations les fonctionnaires étaient notés tant sur leur aptitude au volley-ball ou à la course à pied que sur leur ponctualité, les restrictions à l'importation de certains fruits et légumes — il fallait « consumer Burkina ! » — qui avaient profondément mécontentés les habitants et irrité les pays voisins.

Enterrée, l'augmentation drastique du prix de la bière... La « rectification » — nom donné ici au « recentrage » — va plus loin et semble destinée à toucher tous les secteurs de la vie économique, politique et sociale.

« L'économie doit s'adapter aux règles internationales », dit le ministre du commerce, M. Frédéric Forgas. « Les fermes d'Etat, enfin celles qui jouaient ce rôle, seront progressivement abandonnées », annonce le responsable de l'agriculture, M. Albert Guigana. « Nous avons maintenu la confiance des opérateurs financiers internationaux », affirme le ministre de l'Etat, M. Alfred Nombre. « Nous sommes dans un contexte d'économie capitaliste. Le rôle du secteur privé doit être important », ajoute le ministre du commerce. Quant au nouveau chef de la diplomatie, M. Jean-Marc Falissier, il insiste sur la politique de son voyage : « tous actifs » menés par le gouvernement.

Il est vrai que les fondations du capitalisme, si elles séduisent certains, « Avec lui on s'amusait bien quand même », reconnaît un diplomate en poste à Ouagadougou, « avaient fini par exaspérer dans de nombreuses capitales, notamment africaines. Symbole de ce changement de cap : la présence du général Eyadéma, le président du Togo voisin et l'un des adversaires irréductibles de Sankara, lors des cérémonies du mois d'août pour l'anniversaire de la révolution. Les relations avec la France sont aussi normalisées. Certes, Paris, notamment depuis la visite de François Mitterrand à Ouagadougou, en novembre 1986, avait approuvé la politique de Sankara, mais ne s'était pas formalisé des déclarations intempestives de l'ancien président.

### Dérèglements et exactions

Il n'empêche, Jacques Chirac s'était violemment fâché — et envisageait même la suspension de l'aide de la France — lorsqu'il avait constaté que le Burkina avait parrainé à l'ONU la motion condamnant la politique française en Nouvelle-Calédonie. Lors des dernières sessions consacrées à ce dossier, le Burkina s'est abstenu. Quant aux anciens amis de Thomas Sankara ils ont, semble-t-il, fait contre mauvaise fortune bon cœur.

Ainsi, le capitaine Rawlings, du Ghana, qui avait décrété une semaine de deuil national à la mort de l'ancien président, entretient maintenant des relations « confidentielles » avec le nouveau régime. Même chose pour le colonel Kadhafi. Les liens trop étroits que Sankara entretenait avec la Libye auraient pourtant été un des motifs de dissension entre lui et Blaise Compaoré.

Pour les Burkinabés, la mesure la plus importante et la plus exemplaire prise par le nouveau gouver-

nement est sans conteste la dissolution des Comités de défense de la révolution (CDR) créés par Sankara pour être les fers de lance de cette révolution. S'ils avaient permis d'obtenir certains succès dans des campagnes de mobilisation populaire, la vaccination contre le déboisement, ils avaient rapidement « dérapé » et irrité profondément la population par leurs exactions.

« Des voyous qui se croyaient tout permis parce qu'ils étaient

homme. Sankara — qui pourrait le nier ? — avait été l'un des dirigeants africains les plus nets et les plus convaincus dans ce domaine en luttant notamment contre l'excès de la nomination systématique de femmes à des postes de responsabilité.

« La encore, souligne Alice Tiedreboog, aujourd'hui secrétaire d'Etat à l'action sociale et ancienne responsable d'un mouvement de femmes, Sankara avait agi trop rapidement et de manière



désordonnée. Il faut du temps pour changer les mentalités et ne pas heurter les gens trop radicalement. Si vous interdisez l'excision, cela n'empêchera pas les gens de faire exciser quand même leur fille. Mais voilà : s'il y a un accident, ils n'empêcheront pas celle-ci de l'hôpital de peur d'être condamnés. »

### « Il reste la révolution »

Les nouveaux dirigeants ont ainsi entrepris de se concilier les bonnes grâces des chefferies traditionnelles, des syndicats, de l'Eglise.

Après onze mois de « rectification », une question essentielle se pose : mais que reste-t-il donc de

l'œuvre de Sankara ? « Ce qu'il reste ? Mais, Monsieur, il reste la révolution », s'insurge un enseignant. Il reste, à tout le moins, les mots de la révolution. Dès la sortie de l'aéroport, le voyageur constatera que les slogans sont toujours aussi nombreux et n'ont pas été, eux, « rectifiés ».

« Cette terre de liberté appartient à tous les hommes libres », « Le Burkina-Faso n'est pas à vendre », « Honte à l'impérialisme », la presse — mais où est-ce que les temps pas si lointains, où ce pays était un des rares d'Afrique à avoir des journaux indépendants ? — continue à utiliser une langue de bois, oubliée ailleurs. Et si un souffle — un murmure — de liberté passe aujourd'hui sur Ouagadougou, ce n'est sûrement pas le fait des médias officiels, aptitude de grâce à l'extraordinaire aptitude de ce peuple à la discussion et à la remise en cause permanente. Et pourquoi avoir expulsé, il y a quelques semaines, — fait rare ici depuis longtemps — un journaliste de Radio France Internationale ?

Blaise Compaoré sait qu'il doit absolument laisser le peuple s'exprimer, notait un expert européen. Alors, il le laisse s'exprimer dans des structures qu'il pourrait contrôler. Lui, il écoute. Et, sans réserve et équivoque, que son prédécesseur était extrême et volatile, il attend. »

Continuera-t-il une « rectification » qui, conduite jusqu'à son terme, pourrait mener à une véritable « libéralisation » du régime ? Retrouvera-t-il une nouvelle pureté révolutionnaire ? Peut-être, de toute manière, qu'il devra compter avec les forces dispersées qui composent son Front populaire.

D'une part, une cohorte de petits groupements d'extrême gauche, des « albanais » aux « chinois » en passant par des prosopéiques qui trouvent pourtant que « les Russes exagèrent un peu en ce moment dans leurs critiques contre Staline ». Sans influence réelle dans le pays, ils sont, en revanche, écoutés par les cadres de l'Etat et les cadres de Ouagadougou. Et, dans certains cas, ils se sont bien approprié l'appareil d'Etat.

D'autre part, une armée, puissante, souvent très proche de la population, qui pourrait être, elle aussi, partagée entre plusieurs tendances. Pour le moment, Blaise Compaoré qui, d'ailleurs, encore que Sankara, jouit d'un très grand prestige chez les militaires, paraît « tenir » l'armée. Mais il n'est pas à l'abri des ambitions de l'un ou de l'autre de ses proches, notamment ceux qui ont « organisé » les affrontements d'octobre.

En attendant, le nouveau président peut, au moins, se réjouir d'avoir la météo avec lui. Il a beaucoup plus cette année et la récolte pourrait être exceptionnelle. Pour l'instant, la majorité des Burkinabés, c'est sans doute la seule nouvelle véritablement importante.

JOSE-ALAIN FRALON.

Maurice ACHARD



La poudre aux yeux

Roman

Flammarion

مكتبة من الأصل



## TUNISIE

# LE TOURISME EST NOTRE PASSION.

D'un rivage à l'autre, la Méditerranée nous unit. Nous partageons une mer, une langue, un héritage. Tout nous rapproche: un passé commun, l'échange des idées, le mouvement des hommes et le français que nous parlons. Nos contacts ont le goût de l'amitié.

Vous Français, nous Tunisiens, sommes de longue date des peuples de connaissance. Poursuivons ce dialogue, développons notre voisinage.

Notre pays a la passion du tourisme. C'est l'un de ses atouts-maitres, l'une de ses meilleures chances. A son service, nous avons la mer — somptueuse — le soleil — généreux — et la qualité de notre accueil. Trois secrets tout simples de notre réussite.

En Tunisie, le sourire est un art de vivre, l'hospitalité une vocation, la tolérance une règle d'or.

Terre pétrie d'Histoire depuis la splendeur de Carthage, la Tunisie n'a jamais été si jeune qu'aujourd'hui. Jeunesse des hommes, ardeur des ambitions, dynamisme de l'économie. Pivots d'un Maghreb en quête d'unité, elle est la partenaire attentive d'une Europe dont elle se sent proche. Sa bonne image de marque touristique est une richesse sans pareille.

Oui, le tourisme est notre passion. Partageons-la. La Tunisie vous attend.

*Hosni Djemali*

HOSNI DJEMALI,  
PRÉSIDENT FONDATEUR  
DE TUNISIE CONTACT.

TUNISIE CONTACT

30, rue de Richelieu 75001 Paris. Tél. 42.96.02.25. Lic. A 661

## Proche-Orient

La libération de Rudolf Cordes

### Le dernier otage allemand au Liban a été remis à Damas à l'ambassadeur de la RFA

Le dernier otage ouest-allemand au Liban, Rudolf Cordes, cinquante-cinq ans, cadre commercial du géant de la chimie Hoechst, a été libéré le lundi 12 septembre par ses ravisseurs dans les rues de Beyrouth. Conduit immédiatement par des officiers de l'armée syrienne à Damas, il devait y être remis dans la matinée de mardi à l'ambassadeur de RFA au Liban,

M. Wolfgang Göttemann, et être rapatrié en Allemagne à bord d'un avion de la Luftwaffe. La RFA est le deuxième pays occidental après la France à avoir pu régler le problème de ses otages détenus au Liban. Quinze otages restent encore entre les mains de leurs ravisseurs au Liban, dont neuf Américains et deux Britanniques.

BONN  
de notre correspondant

M. Rudolf Cordes, en voyage d'affaires au Liban, avait été enlevé le 17 janvier 1987. Trois jours plus tard, un autre citoyen ouest-allemand, Alfred Schmidt, ingénieur chez Siemens, tombait également aux mains des milices chiites de Beyrouth-Ouest. L'objectif des ravisseurs était clair: faire pression sur le gouvernement de Bonn pour obtenir la libération de deux Libanais arrêtés à la même époque, les frères Hamadé, Mohamed et Ali. Il s'agit surtout d'éviter l'extradition vers les Etats-Unis de Mohamed Hamadé, accusé d'avoir participé au détournement d'un avion de la TWA en juin 1985, au cours duquel un passager américain, Robert Stethem, avait été assassiné par les pirates de l'air. Ali Hamadé a été condamné le 19 avril 1988 à treize ans de prison par la cour d'assises de Düsseldorf, et le procès de Mohamed se déroule actuellement devant la cour d'assises des mineurs de Francfort. Alfred Schmidt avait été libéré le 7 septembre 1987. On avait parlé à l'époque d'un rançon de 5 millions de deutschemarks (environ 17 millions de francs) versés par Siemens aux ravisseurs, une information qui n'a jamais été confirmée officiellement.

Dans la journée de lundi, une grande agitation avait régné dans la

capitale fédérale, provoquée par la publication, dans le journal libanais *An-Nahar*, du fac-similé d'une lettre manuscrite de Rudolf Cordes: « Au gouvernement de la République fédérale d'Allemagne. Je dois être libéré lundi (12-9-88). Informez s'il vous plaît, ma famille, mais je vous en prie faites quelque chose pour Mohamed. Les preneurs d'otages attendent quelque chose, particulièrement maintenant qu'ils me libèrent. Signé: Rudolf Cordes. »

Une fois la nouvelle de la libération confirmée, le ministre ouest-allemand des affaires étrangères a adressé des remerciements aux gouvernements syrien et iranien. « Mes remerciements s'adressent particulièrement au président Hafez el Assad, au président de l'Assemblée nationale iranienne Rafsanjani, et au ministre des affaires étrangères de la République islamique d'Iran, M. Ali Akbar Velayati », écrit M. Genscher.

#### « Garanties »

Dans une interview à la radio, le ministre ouest-allemand des affaires étrangères a affirmé, mardi, qu'aucun rançon n'avait été payée, et qu'« aucune condition d'aucune sorte n'a été acceptée ». Il a précisé qu'il avait été en contact avec les dirigeants iraniens pendant plusieurs mois et qu'il connaissait la date de la libération depuis quelque

temps, grâce à des « indications du gouvernement iranien ».

Pendant tout le temps de la détention des otages ouest-allemands, le black-out le plus total avait été maintenu à Bonn, en accord avec la presse, sur les négociations avec les ravisseurs. On ignore encore pour le moment quels ont été les termes de cette négociation. Dans le communiqué distribué lundi après-midi par les Moudjahidines de la libération pour annoncer la libération de M. Cordes, les ravisseurs évoquent les « garanties » du président Hafez el Assad et du gouvernement iranien « pour une solution du problème des frères Hamadé ».

Au procès de Mohamed Hamadé à Francfort, les charges continuent cependant de s'accumuler contre l'accusé. Le pilote de l'appareil de la TWA détourné sur Beyrouth en 1985, M. John Testrake, aujourd'hui retraité, a reconnu, lundi, en Mohamed Hamadé l'assassin du plongeur de la marine américaine Robert Stethem. Mohamed Hamadé avait fini par reconnaître, peu avant l'interruption de son procès au mois d'août dernier, qu'il avait participé au détournement, mais avait affirmé n'avoir joué qu'un rôle subalterne. Selon M. Testrake, c'est Hamadé qui aurait remis Robert Stethem sur ses jambes pour le porter hors de la vue de l'équipage près de la porte avant de l'appareil, où il a été jeté d'un coup de pistolet avant d'être jeté sur la piste.

LUC ROSENZWEIG.

L'utilisation d'armes chimiques contre les Kurdes

### Les Etats-Unis, la Grande-Bretagne, le Japon et la RFA demandent à l'ONU d'enquêter en Irak

Les Etats-Unis, la Grande-Bretagne, l'Allemagne fédérale et le Japon ont demandé, lundi 12 septembre, aux Nations unies d'envoyer une équipe d'experts enquêter sur l'éventuelle utilisation d'armes chimiques par l'Irak contre sa minorité kurde. Répondant à une démarche des quatre pays, exprimée par les représentants américain et britannique, le secrétaire général de l'ONU, M. Javier Perez de Cuellar, a déclaré qu'il étudierait cette possibilité.

Le Conseil de sécurité avait adopté à l'unanimité le mois dernier une motion prévoyant la création d'une commission d'enquête après toute nouvelle plainte concernant l'utilisation d'armes chimiques.

Lundi, le gouvernement britannique avait jugé « convaincantes » les preuves qu'il a reçues de l'utilisation par l'Irak d'armes chimiques contre la population kurde du nord de l'Irak. « Nous considérons que les preuves de l'utilisation d'armes chimiques sont convaincantes. C'est bien sûr un motif de grave inquiétude », a déclaré un porte-parole du Foreign Office, qui n'a pas donné de détails sur les preuves reçues par Londres ni leur origine.

Depuis plusieurs jours, de nombreuses voix, y compris parmi les conservateurs, s'élevaient à Londres pour demander au gouvernement britannique de condamner le recours à l'arme chimique par Bagdad. Le très conservateur *Daily Telegraph* parlait lundi de « silence coupable » et demandait au gouvernement « de faire connaître clairement sa position en condamnant fermement l'Irak ». — (Reuters, AFP.)

## IRAN

### M. Moussavi obtient la confiance du Parlement

Mettant fin à une crise gouvernementale qui durait depuis près de quatre mois, le Parlement iranien (Majlis) a accordé, lundi 12 septembre, sa confiance à dix-huit ministres sur les vingt et un présentés par le premier ministre, Mir Hossein Mousavi. Parmi les trois ministres qui ont été mis en minorité figure M. Mohsen Rafiq Doust, ministre des Gardiens de la révolution (Pasdaran). La composition du nouveau cabinet, amputé de six membres — trois autres ministres avaient démissionné en juillet dernier, — demeure inchangée.

Dimanche matin, prenant la parole à l'ouverture des débats, M. Moussavi avait averti les parlementaires que tout refus d'un ministre risquait de « laisser son ministère sans portefeuille durant un an », et avait demandé aux députés de faire preuve de « souplesse » et de « flexibilité » « pour la sauvegarde des intérêts du pays » en cette « période cruciale ». Les ministères vacants seront donc gérés par le premier ministre vraisemblablement jusqu'à l'élection présidentielle prévue pour octobre 1989.

Le fait que le problème des ministres controversés n'a pu être réglé indique que les divergences de fond qui divisent le clergé au pouvoir demeurent. C'est donc au gouvernement, marqué par l'immobilisme, qui sera appelé à gouverner

sous la haute autorité de la direction collégiale constituée en janvier et qui réunit les principaux responsables des pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire du pays.

Le vote de lundi permet cependant de donner quelques indications sur les grandes orientations de la nouvelle équipe. Tout d'abord, l'élimination de M. Rafiq Doust, connu pour son extrémisme et ses relations étroites avec les Hezbollah auteurs des prises d'otages, semble marquer la fin de la politique de l'exportation de la révolution vers l'étranger et confirme l'ouverture du régime à l'Occident. Elle annonce également la suppression prochaine du ministère des Gardiens de la Révolution qui doit être englobé dans un nouveau ministère plus large de la défense et des armements.

Autre fait notable: les deux ministres qui ont obtenu le plus de voix lors de leur investiture au Parlement sont M. Ali Akbar Velayati, ministre des affaires étrangères, et M. Hassan Habibi, tous les deux connus pour leur modération. Ils se trouvent actuellement à Genève où ils participent aux négociations de paix avec l'Irak. Le vote de lundi constitue donc un blanc-seing accordé à la politique de la poursuite des entretiens de Genève qui semble constituer aujourd'hui le souci principal du pouvoir à Téhéran.

JEAN GUEYRAS.

## LE MARCHÉ DE L'ART SUR MINTEL

Evaluez  
votre patrimoine artistique

36.15 LEMONDE

Code ARTLINE

## TAPIS PERSANS

FAITS MAIN  
exceptionnellement  
soldés à

30% 50%

et à  
MAISON DE L'IRAN

65, Champs-Élysées (8°)

exemples :  
GRON 150 x 100  
20.000 F - 20.000 F  
MAIN 150 x 100  
150 x 115  
20.000 F - 10.000 F  
HAMEDAN 150 x 115  
200 x 125  
5.000 F - 3.000 F  
CHIRAZ 150 x 100  
12.000 F - 12.000 F

C. T.



# 6 200 000 TRANSACTIONS JOURNÉE NORMALE

DIVISION  
COMMUNICATION ET INFORMATIQUE

16 h 10, les 95 caisses régionales du Crédit Agricole transmettent toutes les opérations de la journée. Sur le réseau, le flux normal passe soudain à 110 transactions/seconde. 20 minutes plus tard, le calme revient. L'opérateur range tranquillement les bandes magnétiques sur l'étagère. Le réseau CSEE s'est bien comporté. 17 h 00, contrôle de véhicules sur une route d'Auvergne. A bord d'une voiture de la Gendarmerie Nationale, un gradé consulte le fichier central de Rosny. Quelques secondes plus tard la réponse s'affiche sur son terminal SAPHIR. Une réalisation CSEE. 19 h 00, dans les débits de tabac, les joueurs de Loto font valider les tout derniers bulletins de la journée sur les terminaux de prise de jeux de la CSEE. Le même jour, à Londres, les hommes de la Division Communication et Informatique de la CSEE obtiennent l'agrément britannique pour les autocommutateurs SIGPHONE CB. Pour eux aussi, la journée a été normale. Dans les domaines de la Défense, des Transports, des Communications et de l'informatique, par la maîtrise des technologies de pointe, la CSEE fait de la SÉCURITÉ un métier.



**CSEE**

Ensemble créons un avenir plus sûr.

D.I.A.D.E. TTB - photo Jy Rousseau

مكذبا من الأصل



## Europe

**PAYS-BAS : la coalition gouvernementale menacée ?**

### Zizanie pour un passeport infalsifiable

LA HAYE  
de notre correspondant

Dans beaucoup de pays l'affaire serait impensable. Aux Pays-Bas, l'affaire de l'introduction du nouveau passeport infalsifiable, qui a pris du retard (le Monde du 8 septembre), pourrait menacer la coalition chrétienne-démocrate libérale (CDA-VVD) de M. Lubbers, au pouvoir depuis 1982.

Le scandale a fait bouillir de rage le 29 août dernier avec la publication d'un rapport d'enquête parlementaire. Accusé d'avoir négligé la supervision des fonctionnaires chargés du nouveau passeport, le ministre de la défense, M. Van Eekelen (VVD), a démissionné le premier, le 6 septembre. Le secrétaire d'Etat chargé des questions européennes au ministère des affaires étrangères, M. Van der Linden (CDA), a dû à son tour abandonner son poste le 9 septembre pour avoir « mal informé » le Parlement, royaume essentiel du système constitutionnel néerlandais.

Un deuxième ministre écarté par la commission d'enquête est aujourd'hui sur la sellette. Il s'agit du chef de la diplomatie, M. Van den Broek, hiérarchiquement en troisième position au sein du cabinet. Sa démission entraînerait sans aucun doute la chute de M. Lubbers.

Même si une telle extrémité est encore tenue pour peu vraisemblable à La Haye, M. Lubbers se serait passé d'avoir à replacer les deux ailes de sa coalition à la veille de la principale échéance politique néerlandaise, le discours du trône au Parlement et la présentation annuelle du budget, le 20 septembre prochain.

Test-crit de morale politique avant de devenir une épreuve de Dantès pour la coalition, c'est l'affaire du pas-

seport - a pour origine la résolution adoptée en 1981 par le conseil des ministres de la CEE invitant les pays membres à introduire un passeport de couverture uniforme (couleur bordeaux et en-tête « Communautés européennes ») au 1<sup>er</sup> janvier 1985. Les Pays-Bas, où le passeport est une pièce essentielle en l'absence de carte d'identité, décidèrent de saisir l'occasion, en 1983, pour changer le système de fabrication. Treize mille passeports perdus chaque année en métropole et dans les Antilles néerlandaises font, en effet, l'objet d'une fraude massive. Mais une querelle de compétences interminable entre les ministères de l'intérieur et des affaires étrangères va faire perdre plusieurs années.

L'entreprise est finalement placée sous la responsabilité de M. Van Eekelen, secrétaire d'Etat aux affaires européennes dans le premier cabinet Lubbers (1982-1986), puis sous celle de son successeur à ce poste, M. Van der Linden, après les législatives de mai 1986. L'appel d'offres revient à un modeste imprimeur privé, la KEP, préféré à l'imprimerie d'Etat rendue responsable des déboires essuyés avec l'ancien passeport. Mais la KEP se révèle incapable d'honorer le cahier des charges, faute de capital et de technologie. L'échéance fixée le 1<sup>er</sup> janvier 1988 n'est pas respectée, et les premiers spécimens se révèlent falsifiables.

S'émouvant de ces irrégularités de gestion, la Chambre des députés avait décidé, en mai dernier, de créer une commission d'enquête. « Elle a fait d'une mouche un éléphant », a déclaré le week-end dernier, M. Van der Linden. Personne aujourd'hui ne prendrait néanmoins de pari sur la production en série du passeport européen prévue en principe pour le 1<sup>er</sup> janvier prochain.

(Interim.)

● **HONGRIE :** manifestation contre la construction d'un barrage sur le Danube. - Quelque dix mille personnes ont manifesté lundi soir 12 septembre devant le parlement de Budapest pour réclamer l'arrêt immédiat des travaux de construction de la centrale hydro-électrique et du barrage de Nagymaros sur le Danube (à 50 kilomètres

au nord de Budapest). Le chef de l'Etat hongrois, M. Bruno Straub, qui a reçu une délégation de manifestants au Parlement, a été lui par la foule lorsqu'il s'est prononcé pour la construction de la centrale. Le Parlement doit prendre position le 5 octobre sur cette question, qui a suscité un vif débat politique en Hongrie. - (AFP.)

### Le copain qui nous a réunis, c'est ION



Et pourtant ce n'est pas un copain, c'est mieux que ça, Ion, c'est la possibilité de partir à la découverte de l'autre avec la certitude d'un choix illimité et des partenaires dont le caractère, l'affectivité et même la sexualité seront complémentaires des vôtres.

Pour rencontrer votre copain, téléphonez ou écrivez. "Consultez-nous sur 36-15 code ION".

**Ion International**

Institut de Psychologie Appliquée fondé en 1930

Veuillez m'envoyer gratuitement et sans engagement, sous pli neutre et cacheté, votre livre d'information en couleurs.

M. Mme, Mlle \_\_\_\_\_

Prénoms \_\_\_\_\_ Age \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_

■ PARIS (75009) 94, rue Saint-Lazare. Tél. : (1) 45.24.70.85.

■ TOULOUSE (31300) 16, rue Nungesser-et-Coli. Tél. : 61.59.48.58.

■ BRUXELLES (1050) rue du Marché-aux-Herbes, 103, BP 21. Tél. : 511.74.30.

■ GENEVE (1206) 4, route de Florissant. Tél. : (022) 46.84.68.

(Suite de la première page.)

A peine descendu d'avion à Krasnojarsk, M. Gorbatchev en a d'ailleurs lui-même fait l'expérience, puisque, au beau milieu d'un long développement sur le poids excessif des investissements industriels et la nécessité de penser aussi à l'amélioration des conditions de vie, il a soudain été coupé par un retentissant : « Nous n'avons pas de l'eau chaude ! ». Cela devient plus gênant, même pour un secrétaire général qui est précisément venu dire qu'il était « inadmissible que le développement des infrastructures sociales soient partout à la traîne ».

M. Gorbatchev demande qu'on ne lui coupe pas la parole, poursuit en soulignant la nécessité de mener à bien les réformes économiques, et, de nouveau, un homme l'interrompt : « Cela n'arrivera pas ! ». Ce citoyen doute de ce que le secrétaire général est en train d'exposer et, tranquillement, il rajoute : « Et je ne suis pas le seul à le penser ». Légèrement décontenancé, M. Gorbatchev tente de reprendre le fil de son propos, mais quand on a commencé de donner la parole à un peuple muselé depuis dix ans, il n'est pas aisé d'en contenir l'explosion. « Nous verrons cela à la télévision ? », demande un Sibérien. M. Gorbatchev : « Bien sûr, mais ce n'est pas moi qui y donne les ordres ». Théoriquement en tout cas, c'est en effet M. Ligatchev, n° 2 du parti, et chef de file des conserva-



teurs. Et le soir tout cela sera montré au journal télévisé.

Le secrétaire général en ressortait comme un homme auquel on peut parler franc des problèmes que chacun a en tête, mais comme un homme aussi auquel on n'arrive pas encore à croire, et auquel on peut en vouloir précisément parce qu'il dénonce des maux réels qu'il n'est pas à même de résoudre rapidement. Et puis, plus grave, l'opposition, la vraie, celle des conservateurs patentés, s'est directement exprimée elle aussi lorsqu'un homme a pris le contrepied d'un plaidoyer de M. Gorbatchev en faveur de la « glasnost ».

« La « perestroïka » n'est pas une promenade »

« Il est très bien, lui a lancé un contradicteur, que nos journaux [ceux de Sibirie] suivent l'exemple de Moscou et parlent honnête-

ment des problèmes. Mais qu'en est-il des rédacteurs en chef, qui publient parfois des histoires fondées sur des faits vérifiés ? »

La, c'était l'angle d'attaque favori des conservateurs durant la conférence, le défi évident. M. Gorbatchev - comme pendant la conférence - a répondu que la transparence était indispensable, mais qu'il ne fallait pas bien entendre qu'elle se transforme en droit de porter de fausses accusations.

D'autres voix plus nombreuses avaient aussi crié : « Nous appuyons la restructuration ! ». Et le reportage que la Pravda publie mardi matin montre au demeurant qu'elle se porte plutôt bien en Sibirie, à en croire les déclarations faites à l'organe du comité central par un responsable local. Les élections en cours dans le parti y auraient en effet sérieusement changé les choses. Quarante pour cent des élus n'avaient jusqu'à présent occupé aucune

responsabilité dans l'appareil, et un cinquième des membres du comité régional du parti ont été renvoyés à la base. Les effectifs de direction ont été significativement réduits, et 62 % enfin de l'ensemble des élus l'ont été parmi deux candidats ou plus.

Normalement, cette multiplicité des candidatures aurait dû être la règle absolue, puisque la conférence en avait décidé ainsi, mais la proportion n'est néanmoins pas mauvaise. Elle signifie que les partisans du changement, dans cette région du moins et pour l'instant en tout cas, tendent à l'emporter au sein même du parti, que les militants « relèvent la barre de leurs exigences », comme le déclare le responsable interviewé par la Pravda, et que « l'atmosphère a changé », comme le souligne un médecin en se félicitant de la transformation en hôpitaux et centres de diagnostic des établissements réservés à la « nomenklatura ».

L'atmosphère a tellement changé en effet que la presse sibérienne, télévision y compris, parle aujourd'hui abondamment des prisonniers envoyés mourir sur les grands chantiers forcés de la région et que la mairie de Norilsk-tient de décider de leur ériger un monument.

Ce bouge. Mais M. Gorbatchev a rappelé lundi soir aux Sibériens que la « perestroïka » était une « route inexplorée », certainement pas une « promenade », et qu'il fallait faire confiance à la direction « qui se constitue actuellement ».

Autrement dit, pas à celle qui est aujourd'hui en place, et qu'il s'agit de changer, n'a cessé de répéter le secrétaire général.

BERNARD GUETTA.

## A TRAVERS LE MONDE

### Corée du Sud Séoul et Budapest vont échanger des missions permanentes

La Corée du Sud et la Hongrie ont décidé d'échanger des missions permanentes au niveau des ambassadeurs et d'ouvrir prochainement des discussions sur l'établissement de relations diplomatiques. Le ministre sud-coréen des affaires étrangères a précisé, mardi 13 septembre, que les deux pays avaient reconnu « la nécessité de normaliser » leurs relations. Ces missions, selon M. Choi Kwang-soo, aideront au développement des relations économiques, commerciales, financières, culturelles, sportives, scientifiques, technologiques et autres. L'accord a été conclu entre M. Etre Sando, ambassadeur itinérant hongrois actuellement à Séoul à l'occasion des Jeux olympiques, et M. Min Hying-ki, directeur d'Europe au ministère sud-coréen des affaires étrangères.

Jusqu'à présent la Corée du Sud, où le Parti communiste demeure hors-le-loi, n'avait aucune relation officielle avec les pays du camp communiste qui, tous, reconnaissent la Corée du Nord. Des « missions olympiques » ont cependant été ouvertes à Séoul par certains pays, dont la Hongrie, à l'occasion des JO. La préparation de l'accord entre Séoul et Budapest a été l'œuvre d'un conseiller spécial du président Roh Tae-woo, qui a rencontré en secret, le mois dernier, le « numéro un » hongrois, M. Karoly Grosz, à Budapest. Interrogé à Pékin sur la normalisation hongro-sud-coréenne, un diplomate nord-coréen a déclaré mardi qu'à titre personnel il n'était « pas content ». « Je dois vous dire que cela ne me fait pas plaisir », a-t-il indiqué. - (AFP, Reuters.)

### Etats-Unis

#### M. Brzezinski soutient M. Bush

M. George Bush a reçu, lundi 12 septembre, le soutien inattendu du conseiller pour les affaires de sécurité de l'ancien président démocrate Jimmy Carter, M. Zbigniew Brzezinski, en mettant son pied sur un conseil de sécurité de trois membres chargé d'épauler sa campagne sur les questions de défense. M. Brzezinski, qui siège dans ce conseil aux côtés de républicains comme les anciens secrétaires d'Etat Henry Kissinger et Alexander Haig et les secrétaires à la défense, Melvin Laird et Donald Rumsfeld, a déclaré que, à ses yeux, « des deux candidats actuels à la présidence, M. Bush était le plus capable d'élaborer une politique étrangère « bi-parti » et efficace ».

Cinq collaborateurs du candidat républicain ont d'autre part démissionné, lundi, à la suite d'accusations d'antisémitisme. La veille, M. Frederick Malek, vice-président du comité qui a organisé la campagne de M. Bush, avait abandonné son poste (le Monde du 13 septembre), après que le Washington Post ait publié un article révélant qu'il avait, en 1971, recensé pour le président Nixon le nombre de juifs travaillant dans son entourage. - (AFP, Reuters.)

### Irlande du Nord

#### Nouvel attentat dans le centre commercial de Belfast

Huit personnes, dont deux policiers, ont été blessées lors d'un attentat à la voiture piégée perpétré, lundi soir 12 septembre, dans le centre de Belfast. Deux des victimes ont été grièvement blessées. La bombe, placée dans un taxi, a explosé alors que la police, alertée par un coup de téléphone anonyme, tentait de faire évacuer le quartier de l'hôtel de ville. Il y a deux semaines, l'explosion d'une voiture piégée dans le même quartier avait été interprétée comme une reprise de la « guerre commerciale » à laquelle l'IRA s'était livrée dans les années 70.

L'IRA a également revendiqué l'attentat à la bombe auquel a échappé, lundi matin, le chef de l'administration britannique en Ulster, Sir Kenneth Bloomfield, dont la maison a été en partie soufflée par l'explosion de deux engins. Là encore, le message de l'IRA est clair : « Les fonctionnaires britanniques au service de l'armée ou de l'administration devront démissionner de leur poste ou assumer les conséquences ». - (AFP, AP, Reuters.)

● **PARAGUAY :** apparition publique du général Stroessner. - Les rumeurs les plus diverses qui circulaient à Asunción sur l'absence du président du Paraguay, le général Alfredo Stroessner, ont pris fin le dimanche 11 septembre avec la première apparition en public du général depuis onze jours. Le président Stroessner avait été hospitalisé le 31 août dernier pour une opération de la prostate (le Monde daté 11-12 septembre). - (AFP.)

● **PRÉCISION.** - Une erreur s'est glissée dans l'article sur les Indiens du Canada (le Monde du 8 septembre) : le valeur des cigarettes saisies par la GRC chez les Mohawks est de 450 000 dollars canadiens (environ 2 millions de francs) et non de 450 millions de dollars canadiens.

### GRANDE-BRETAGNE : après un mystérieux incident à Londres

#### L'ambassadeur et l'attaché commercial de Cuba sont expulsés sur-le-champ

LONDRES  
de notre correspondant

L'ambassadeur et l'attaché commercial de Cuba ont été invités, lundi 12 septembre, à quitter la Grande-Bretagne avant mardi minuit. Cette expulsion fait suite à un mystérieux incident au cours duquel l'attaché commercial, M. Carlos Manuel Medina Perez, a ouvert le feu à cinq reprises, lundi après-midi, sur quatre personnes non identifiées devant son domicile, dans le quartier de Bayswater, proche de Hyde Park. L'une d'entre elles a été blessée.

M. Medina Perez rentrerait chez lui quand trois hommes et une jeune femme se sont approchés. Il a affirmé à la police qu'il pensait avoir affaire à un commando de tueurs. Selon les témoins, le diplomate s'est lancé à la poursuite de ses agresseurs supposés qui sont montés rapidement dans une voiture qui les attendait et ont disparu. L'un d'entre eux se tenait le front avec un mouchoir plein de sang. Les passagers d'un autobus qui se trouvait là ont échappé de justesse aux coups de feu en se couchant sur le plancher du véhicule.

Les policiers ont cerné l'appartement du diplomate qui n'a accepté de leur ouvrir qu'après de longues palabres. Il leur a remis son arme et les a suivis au commissariat mais a

été aussitôt relâché après vérification de son immunité diplomatique.

L'ambassadeur, M. Oscar Fernandez Mell, a été convoqué lundi soir au Foreign Office et informé de la double mesure d'expulsion. Les délais sont particulièrement brefs. « C'est un très grave incident. Nous ne sommes pas prêts à laisser des diplomates se conduire ainsi dans les rues de Londres. Ce n'est pas à la légation un ambassadeur sous prétexte de vingt-quatre heures. Cela indique à quel point nous sommes préoccupés », a déclaré M. Timothy Eggar, sous-secrétaire d'Etat au Foreign Office, qui a notifié l'expulsion en l'absence de Sir Geoffrey Howe.

Scotland Yard n'a révélé ni l'identité ni la nationalité des quatre personnes sur lesquelles l'attaché commercial cubain a ouvert le feu. Il pourrait s'agir d'agents des services secrets sud-africains, voire... britanniques. Ces derniers exercent, en effet, une surveillance étroite sur les diplomates des pays communistes, en particulier de Cuba.

La réaction du Foreign Office a été d'autant plus vive qu'un incident comparable a eu lieu tout récemment. M. Khan Than Nham, troisième secrétaire à l'ambassade du Vietnam, avait brandi un revolver pour menacer des opposants qui manifestaient la semaine dernière devant son ambassade. Il a été expulsé dimanche.

DOMINIQUE D'HOMBRES.

(Publicité)  
**CLASSES PREPA**  
d'octobre à juin  
**SCIENCES-PO et MÉDECINE**  
La première depuis 1967. Documentation contre 3 timbres  
57, rue Charles-Lafitte, 92200 Nanterre  
47.45.08.19 ou 47.22.54.94

**ISTH** INSTITUT PRIVÉ DES SCIENCES ET TECHNIQUES HUMAINES DEPUIS 1954

**SCIENCES PO**

- Méthodologie de la dissertation
- Mises à niveau en langues vivantes
- Compléments pédagogiques en sciences politiques et en sciences économiques

**Entrée en AP**

- Année complète - octobre à juin
- Séances trimestrielles - février à juin
- Séance intensive juillet-août

Toutes options assurées  
Nouveau programme 82

TOLBIAC : 83, avenue d'Italie, 75013 Paris - Tél. : 45.55.58.35 +  
AUTEUIL : 6, avenue Léon-Henry, 75016 Paris - Tél. : 42.24.10.72 +



# COUP DE VENT FORCE 9 APPONTAGE RÉUSSI

DIVISION  
DEFENSE

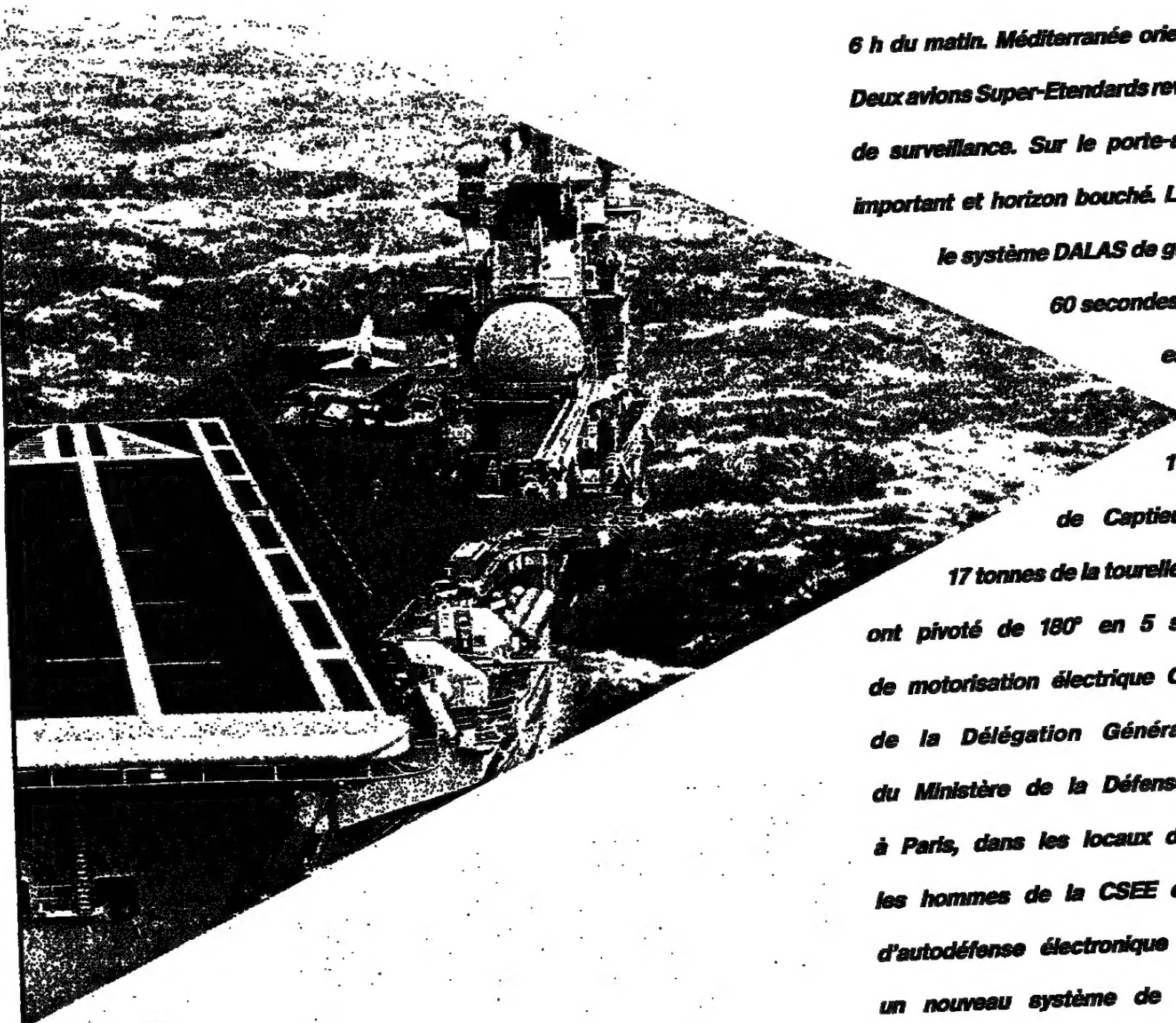
6 h du matin. Méditerranée orientale. Météo critique. Deux avions Super-Etendards reviennent d'une mission de surveillance. Sur le porte-avions Foch, tangage important et horizon bouché. L'officier de pont arme le système DALAS de guidage par rayon laser.

60 secondes plus tard, l'appontage est réussi. Le même jour, en France, il est 11 h 45 au centre d'essais

de Captieux. Top chrono. Les 17 tonnes de la tourelle du char AMX LECLERC ont pivoté de 180° en 5 secondes. Le système de motorisation électrique CSEE reçoit l'agrément de la Délégation Générale pour l'Armement du Ministère de la Défense. Pendant ce temps, à Paris, dans les locaux de la Division Défense, les hommes de la CSEE étudient les prototypes d'autodéfense électronique navale et développent un nouveau système de brouillage anti-missiles à guidage infrarouge. Pour eux aussi, une nouvelle mission s'accomplit. Dans les domaines de la Défense, des Transports, des Communications et de l'informatique, par la maîtrise des technologies de pointe, la CSEE fait de la SÉCURITÉ un métier.



Ensemble créons un avenir plus sûr.



D. A. B. E. BYGMA - photo Alain Fédor

مَكْزَا مِنْ الْأَصْلِ

PC en Sibérie orientale  
M. Gorbatchev

**PC en Sibérie orientale**  
**M. Gorbatchev**  
L'Union soviétique a lancé une offensive pour reprendre le contrôle de la Sibérie orientale. Le président Gorbatchev a déclaré que l'Union soviétique était prête à défendre ses frontières. Les troupes soviétiques ont commencé à se déplacer vers la frontière chinoise. Les Chinois ont réagi en envoyant des troupes vers la frontière russe. La situation est tendue.

**ETAGNE**  
**L'ambassadeur**  
**commerciaux de G**  
**expulsés sur-le-champ**

Les ambassadeurs des pays occidentaux ont été expulsés de l'Union soviétique. Les Soviétiques ont accusé ces pays de soutien à la rébellion. Les pays occidentaux ont déclaré que les expulsions étaient une violation du droit international. La situation est très tendue.

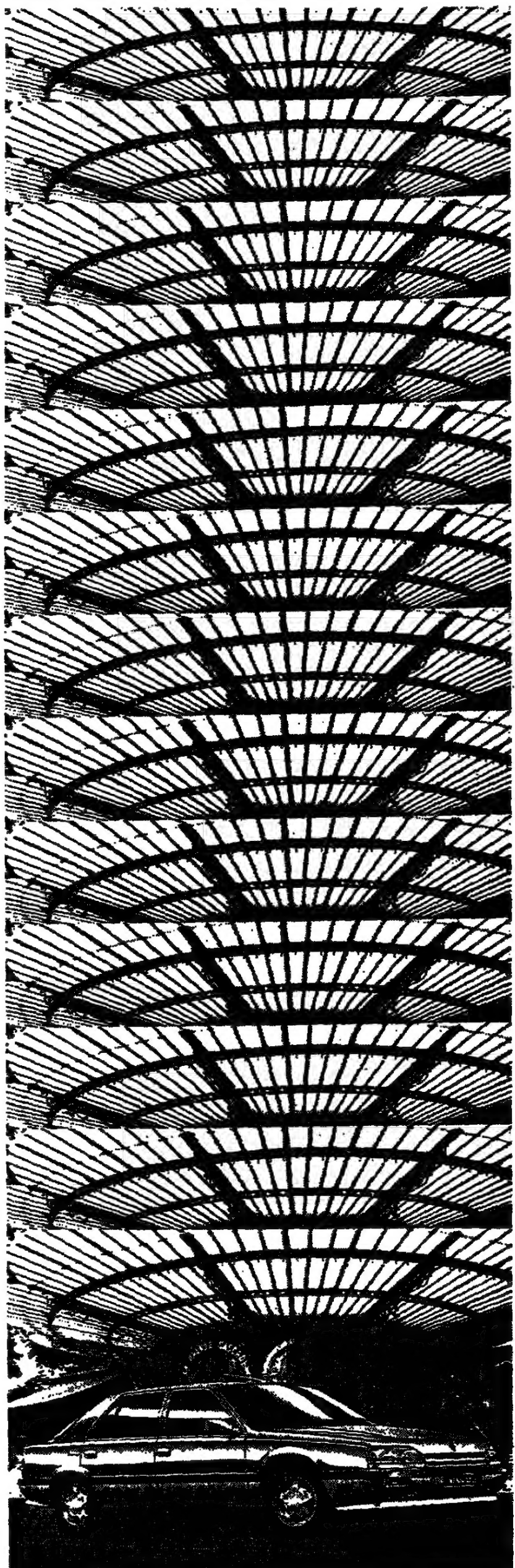
**CLASSES PREP**  
**SCIENCES-PO et MEDEC**  
**CEPES**

**SCIENCES PO**  
Entrée en 1989  
Les inscriptions sont ouvertes pour la rentrée 1989. Les candidats doivent avoir obtenu leur baccalauréat. Les frais de scolarité sont réduits pour les étudiants étrangers.



# RENAULT 25

## ESSAIS EN CASCADE



DU 13 AU 19 SEPTEMBRE À LA GRANDE CASCADE DU BOIS DE BOULOGNE, DE 10 H À 19 H, VENEZ DÉCOUVRIR ET ESSAYER LES 13 VERSIONS DE LA NOUVELLE RENAULT 25.

SI VOUS SOUHAITEZ PRENDRE RENDEZ-VOUS POUR UN ESSAI, TÉLÉPHONEZ AU NUMÉRO VERT : 05 25 19 89.

**RENAULT**  
DES VOITURES  
À VIVRE

هكذا من الأصل

## Asie

**BIRMANIE : dans l'attente d'élections législatives**

### L'opposition s'unit pour réclamer la formation d'un gouvernement intérimaire

BANGKOK  
de notre envoyé spécial

Manifestant avec éloquence leur défiance à l'égard du pouvoir, des centaines de milliers de gens ont de nouveau défilé dans les grandes villes de Birmanie, lundi 12 septembre, cette fois pour rejeter les élections que le gouvernement de M. Maung Maung a organisé dans un délai de trois mois. La garantie que l'armée observerait une stricte neutralité — prononcée, le soir même, par le ministre de la défense, M. Saw Maung, qu'on dit proche du général Ne Win — ne devrait pas entamer cette détermination. Toute aussi significative parait être la lettre ouverte, adressée le jour même au président Maung Maung par trois personnalités de l'opposition pour lui demander la formation d'un gouvernement intérimaire. Car cette initiative souligne les sérieux efforts entrepris depuis peu pour unifier la direction du mouvement populaire.

Les trois signataires, qui passaient pour ne pas entretenir des relations étroites, sont l'ancien général Aung Gyi, M<sup>re</sup> Aung San Suu Kyi et un autre officier en retraite, le général Tin U. Le premier a joué un rôle clé au début du soulèvement en adressant plusieurs lettres au général Ne Win, l'adjuvant d'opérer une série de réformes et dénonçant notamment la brutale répression des premières manifestations, en mars. Agé de soixante-dix ans, un des fondateurs de l'armée birmane, M. Aung Gyi, avait rompu avec le général Ne Win un an après le coup d'Etat de 1962. Il a, par la suite, vécu cinq ans en résidence surveillée avant de se retirer à Rangoun. L'an dernier, pour la première fois, il avait été autorisé à se rendre à l'étranger, en Australie.

La forte popularité de M. Aung Gyi, qui a passé trois semaines en prison fin juillet et début août, pendant l'éphémère inter règne du général Sein Lwin, ne fait aucun doute. Tel est également le cas de M<sup>re</sup> Suu Kyi, fille d'Aung San, le dirigeant nationaliste assassiné à la veille de l'indépendance. Universitaire, âgée de quarante-trois ans et mariée à un Britannique, elle réside en Grande-Bretagne et rendait visite à sa mère quand elle a été prise dans la tourmente des événements. Ceux qui la

connaissent bien la jugent intelligente et ferme. Les étudiants, en particulier, en ont fait leur porte-drapeau.

Quant à l'ex-général Tin U, un ancien ministre de la défense limogé en 1976 parce que M. Ne Win l'avait soupçonné d'avoir trépidé dans un complot, il passe pour être l'un des cerveaux de l'opposition. Vendredi dernier, il a refusé le poste de ministre de la défense que U Nu, l'ancien premier ministre renversé en 1962 et aujourd'hui âgé de quatre-vingt-deux ans, lui avait attribué, sans apparemment l'en avertir, dans son « gouvernement provisoire », une initiative qui a fait long feu. Le vieil homme d'Etat y a renoncé lundi.

#### Une partie ardue

Après un quart de siècle d'incertitude et de dictature militaire, une démocratisation sans compensation, en septembre 1987, avait provoqué l'explosion de colère, qui n'a cessé de s'amplifier depuis en dépit de plusieurs sanglantes répressions qui ont, sans doute, fait plusieurs milliers de victimes. Mais ce mouvement spontané a été davantage encouragé que coordonné par des opposants longtemps surveillés de près par l'efficace police secrète du général Ne Win. Seul, dans un premier temps, l'ex-général Aung Gyi avait jeté de l'huile sur le feu en apostrophant le général Ne Win dans des missives qui ont largement circulé sous le manteau en Birmanie et ont été publiées à l'étranger.

Depuis la levée de la loi martiale, le 24 août, le mouvement a commencé à s'organiser, surtout pour remplir le vide laissé par une administration peuplée d'anciens militaires, qui ont déserté leurs bureaux. Les étudiants, animés par M. Min Ko Naing, le fils de l'un des héros de la guerre d'indépendance, ont reformé leur Union (ABSU). Les jeunes bonzes, très actifs, ont créé la leur. Des syndicats — fonctionnaires, dockers, etc. — ont suivi. Dans les villes, des comités de gestion se sont mis en place. Il faut compter aussi avec la Ligue pour la paix et la démocratie d'U Nu, qui regroupe d'anciens militaires et politiciens. En outre, la diaspora bir-

mane commence à jouer un rôle intéressant : elle regroupe une dizaine de milliers d'exilés, dont un bon nombre de personnes hautement qualifiées.

Si les bonnes volontés ne manquent pas, la partie n'en est pas moins ardue face à un pouvoir qui, après avoir brutalement réprimé, tente aujourd'hui toutes les manœuvres pour décourager les manifestants. Malgré les démentis du pouvoir, des témoignages indépendants maintiennent que des agents provocateurs se sont mêlés aux foules de manifestants. L'essence, le riz et d'autres produits de première nécessité manquent cruellement, ce qui explique le pillage d'entrepôts. Assurer l'ordre, dans de telles circonstances, n'est pas facile, même quand la volonté, dans l'opposition, d'éviter des dérapages semble réelle.

Alors que les militaires contrôlent les routes, l'aéroport de Rangoun est pratiquement paralysé depuis plusieurs jours, faute de personnel. Seuls deux avions venus de Bangkok ont pu y atterrir, vides, pour évacuer des étrangers. La compagnie aérienne birmane ne fonctionne plus. La plupart des trains et des autobus ne roulent plus non plus. Le pays est donc compartimenté en zones quasi étanches, un obstacle supplémentaire pour l'opposition. Les mouvements, en province, avouent s'en remettre souvent aux informations diffusées par des radios étrangères pour savoir exactement et rapidement ce qui se passe à Rangoun, d'où l'on peut encore communiquer, par télex et téléphone, avec l'étranger.

Alors que la détermination des manifestants paraît intacte — ainsi qu'en témoignent les défilés de lundi à Rangoun, auxquels ont participé, en bon ordre, des écoliers, — l'initiative conjointe de M<sup>re</sup> Aung San Suu Kyi et des deux anciens généraux laisse prévoir une meilleure coordination à la tête du mouvement. Tous trois semblent d'accord pour blâmer son l'armée dans son ensemble mais certains — généraux et surtout le BSPP, le parti unique du régime Ne Win. Ils calculent sans doute que, faute d'un ralliement à la cause populaire de factions plus importantes de l'armée, l'impasse actuelle peut durer, avec les risques qu'une telle situation comporte.

JEAN-CLAUDE POMONTI

## CORÉE DU NORD

### Rencontre avec un ancien terroriste japonais réfugié à Pyongyang

PYONGYANG  
de notre envoyé spécial

« Je suis désemparé, j'ai oublié mes cartes de visite. » D'un formalisme tout japonais, portant complet et cravate, M. Moriyaki Wakabayashi, aujourd'hui âgé de quarante et un ans, pourrait passer pour le cadre d'une grande entreprise nipponne en visite d'affaires à Pyongyang. En fait, son arrivée fut pour le moins peu commune : il était l'un des neuf membres du commando du groupe terroriste japonais Armée rouge qui détournèrent, en 1970, un avion de la Japan Airlines sur la Corée du Nord.

C'était la première action d'une organisation qui allait faire tragiquement repartir d'alle, deux ans plus tard, avec le massacre de l'aéroport de Lod à Tel-Aviv. Elle fut par la suite responsable de plusieurs actions terroristes.

M. Wakabayashi affirme que ses compagnons et lui-même n'ont plus aucun lien avec le groupe Armée rouge qui s'est replié, au début des années 70, au Proche-Orient, sous le commandement de M<sup>re</sup> Fusako Shigenobu, et qui compterait une quinzaine de membres. « Nos idéaux et notre ligne politique sont désormais différents, nous dit-il. Le terrorisme est la méthode de ceux qui n'ont pas confiance dans le pouvoir du peuple, et il isole des masses. Nous avons été extrémistes, mais ne le sommes plus. »

« Tokyo va lever ses sanctions diplomatiques envers Pyongyang. — Le Japon a annoncé, mardi 13 septembre, qu'il leverait ses sanctions diplomatiques contre la Corée du Nord à la veille de la cérémonie d'ouverture des Jeux olympiques de Séoul. Le 17 septembre, afin de réduire « le plus possible » la tension dans la péninsule. Ces sanctions avaient été imposées le 26 janvier dernier en représailles de l'attentat nord-coréen contre un avion sud-coréen au cours duquel cent quinze personnes avaient trouvé la mort. — (AFP.)

M. Wakabayashi, qui nous dit répondre pour la première fois à un journaliste non japonais, affirme que tous ses camarades se trouvent à Pyongyang, contrairement aux rumeurs qui ont circulé au Japon à la suite de l'arrestation, en mai à Tokyo, de M. Yasuhiro Shibata, le benjamin du groupe (il avait seize ans au moment du détournement), qui avait regagné clandestinement l'archipel. Depuis sa capture, la police nipponne pense que d'autres membres du groupe de Pyongyang sont aussi entrés au Japon et elle se demande dans quel but.

Il ne veut pas dire quand son camarade a quitté Pyongyang ni de quelle manière. Il reconnaît que pour sortir de la Corée du Nord, il lui a fallu une autorisation des autorités. « Nous sommes ici avec le statut de réfugiés politiques. C'est notre souhait à tous de retourner au Japon, et Shibata a voulu tester cette possibilité. Il a eu tort. »

#### Des excuses aux mort de Lod

A Pyongyang, M. Wakabayashi vit avec six compagnons (l'un d'eux est mort de maladie en 1985). Cet ancien étudiant de l'université de Kyoto, qui se souvient d'un peu du français qu'il apprenait à l'époque, est le rédacteur du chef d'une revue (Nihonwo Kangaeu : Penser le Japon). Il souhaite avoir des contacts avec les autorités japonaises, afin de « négocier un retour ». En 1986, il avait envoyé une lettre au premier ministre Nakasone, restée sans réponse.

Se considère-t-il encore membre d'une organisation ? « Non. — Les sept extrémistes japonais disposent néanmoins d'un « bureau de liaison » dans l'un des hôtels de Pyongyang. M. Shibata, récemment arrêté à Tokyo, faisait « du commerce avec le Japon » quand il vivait à Pyongyang.

Si ses ex-camarades du Proche-Orient commettaient un attentat lors des Jeux olympiques de Séoul, M. Wakabayashi le condamnerait.

Il ? « Nous n'approuverions pas cette action, mais nous ne la condamnons pas non plus. Nous ne voulons pas intervenir. Nous condamnons nos ennemis, mais nous ne sommes pas une organisation ou une personne qui œuvre, ne serait-ce qu'un peu, pour le bien du peuple. »

Qu'a-t-il ressenti à la suite de l'attentat de Lod ? « Ce fut un événement très regrettable. Pour notre part, nous présentons nos excuses aux passagers et à l'équipage de l'avion que nous avons détourné, mais pas aux autorités japonaises. » M. Wakabayashi a renoncé au terrorisme, mais non à la révolution. A l'aéroport de Tokyo, sa photographie figure parmi celles des terroristes recherchés affichées dans tous les bureaux de l'immigration.

PHILIPPE PONS.

## BANGLADESH

### La France accorde une aide de 30 millions de francs

A la suite des inondations catastrophiques qui frappent le Bangladesh, la France a décidé d'envoyer dans ce pays une aide alimentaire d'un montant de 30 millions de francs, a annoncé, lundi 12 septembre, le secrétariat d'Etat chargé de l'action humanitaire. D'autre part, le bilan du sinistre ne cesse de s'alourdir, dépassant désormais le millier de morts, tandis que le nombre des victimes d'épidémies causées par la pénurie d'eau potable augmente de vingt-cinq mille par jour. Le général Ershad a donné, lundi, l'assurance que la famine ne succéderait pas aux inondations : « Je peux vous assurer », a déclaré le président du Bangladesh, que la famine ne touchera pas le pays. Nous avons suffisamment de céréales pour tenir trois ou quatre mois. — Il a nié l'existence d'une épidémie de choléra, mais reconnu que plus de deux cent mille personnes étaient tombées malades après avoir bu de l'eau polluée. — (AFP.)



# Assemblée d'élections législatives pour réclamer gouvernement intérimaire

Le 13 septembre, une assemblée d'élections législatives a eu lieu à Hanoï. Elle a réuni des représentants de divers groupes politiques et sociaux. L'objectif principal de cette réunion était de réclamer la formation d'un gouvernement intérimaire. Les participants ont souligné l'urgence de cette mesure, compte tenu de la situation politique et économique du pays. Ils ont également discuté des réformes nécessaires pour améliorer la gouvernance et la transparence.

## Corée

Une nouvelle tentative de dialogue a été lancée entre la Corée du Nord et la Corée du Sud. Les deux parties ont convenu de se réunir à nouveau pour discuter de la paix et de la coopération régionale. Cette initiative est vue avec optimisme par les observateurs internationaux, car elle pourrait ouvrir la voie à une résolution pacifique des tensions existantes. Les discussions porteront notamment sur les questions de sécurité et de développement économique.

## Le Japon

# Un terroriste japonais à Pyongyang

Un terroriste japonais a été arrêté à Pyongyang. Les autorités nord-coréennes ont annoncé que l'individu, soupçonné d'être impliqué dans une série d'attentats, a été capturé lors d'une opération de surveillance. Le Japon a exprimé sa satisfaction quant à cette capture et a demandé la coopération des autorités nord-coréennes pour mener à bien les procédures judiciaires. L'incident rappelle les tensions persistantes entre les deux pays.

## Le Japon

Le Japon a annoncé de nouvelles mesures de sécurité pour renforcer la protection des infrastructures critiques. Ces mesures visent à prévenir toute tentative d'attaque terroriste ou d'espionnage. Le gouvernement a également lancé une campagne de sensibilisation du public sur les risques potentiels et les comportements à adopter en cas d'urgence. Ces actions s'inscrivent dans une stratégie globale de défense civile.

# VISIBILITÉ 3 MÈTRES SÉCURITÉ MAXIMUM

DIVISION  
TRANSPORT

Vendredi 1<sup>er</sup> juillet, 21 h 15. Un violent orage éclate dans le Morvan. La visibilité est réduite. Le TGV Paris-Nice est lancé à 270 km/h avec 700 passagers à bord. Dans la cabine de pilotage le système de transmission

voie-machine de la CSEE indique au conducteur que la voie est dégagée.

Il maintient la vitesse en toute sécurité. Dix kilomètres plus loin, les détecteurs de boîtes

chaudes de la CSEE enregistrent, en temps réel, les températures de chaque essieu du TGV. Tout est normal. Au même instant, sur l'autoroute Estérel Côte d'Azur, le système de péage automatique de la CSEE installé à Antibes, enregistre le passage du 50000<sup>e</sup> véhicule de la journée dans une fluidité totale de circulation. Le même jour, à Paris, dans les locaux de la Division Transport, les hommes de la CSEE ont travaillé au projet de réalisation des métros du Caire et de Caracas, et au projet d'équipement du TGV Nord qui reliera Paris à Londres, Bruxelles, Amsterdam, Cologne, dans une sécurité maximum. Dans les domaines de la Défense, des Transports, des Communications et de l'Informatique, par la maîtrise des technologies de pointe, la CSEE fait de la SÉCURITÉ un métier.



**CSEE**

Ensemble créons un avenir plus sûr.

مَكْزَا مِنْ الْأَصْلِ



# Politique

## La préparation des élections cantonales

Les élections cantonales, dont le premier tour est fixé au dimanche 25 septembre et le second au dimanche 2 octobre, concernent les sièges appartenant à la série renouvelée en mars 1982, soit 1 904 en métropole et 79 outre-mer. S'y ajoutent, en métropole, 31 sièges appartenant à la série normalement renouvelable en 1991, mais qui sont vacants soit pour cause de démission, soit pour cause de décès de leur titulaire. En outre, depuis le dernier renouvellement de mars 1985, neuf cantons ont été créés : un en métropole et huit à la Réunion, qui seront pourvus pour la première fois à l'occasion du prochain scrutin.

Ce sont, au total, 2 034 conseillers généraux qui sont à élire : 1 936 en métropole et 98 outre-mer (y compris les 11 élus à la proportionnelle de Saint-Pierre-et-Miquelon).

Ce scrutin concerne environ la moitié des électeurs inscrits dans chaque département, à l'exception de Paris, qui, en raison de son statut de ville-département, élut tous les six ans des conseillers de Paris qui assument la double fonction de conseiller municipal et de conseiller général.

Dans l'entretien que nous publions ci-dessous, M. Pierre Salvi (UDF-CDS), président de l'assemblée des présidents des conseils généraux et président du conseil général du Val-d'Oise, trace un bilan globalement positif de la décentralisation. Départementaliste convaincu, il voit dans la définition d'un statut de l'élu local et dans la suppression du renouvellement triennal les moyens d'assurer pleinement et dans la durée les compétences désormais dévolues aux conseillers généraux.



### Un entretien avec M. Pierre Salvi

### Vive la décentralisation !

« Quelles conclusions les conseils généraux tirent-ils de l'exercice de six ans de décentralisation ? »

« Il y a d'abord un changement complet de la conception de notre rôle avec une prise en main de responsabilités directes. Nous avons démontré la décentralisation avec des succès financiers énormes. Ce stade, qui a été celui de l'inquiétude et de la protestation de la part des élus, est maintenant dépassé. Nous faisons face à nos responsabilités en recherchant des ressources financières en dehors de celles distribuées par l'Etat, non seulement du côté des activités économiques développées dans nos départements, mais également vers le mécénat, la collaboration directe avec les entreprises... »

« Estimez-vous avoir pleinement les moyens d'exercer les compétences qui sont désormais les vôtres pour l'action sanitaire et sociale ou l'entretien des collèges ? »

« Le travail sur le terrain a permis une meilleure maîtrise des crédits et des dépenses et une remise en ordre que l'Etat n'aurait pas pu faire. Avec les ressources qui étaient les nôtres, nous avons plus que fait face et la maîtrise des budgets d'aide sociale est un des grands succès de la décentralisation. »

« Il y a eu aussi un bouleversement important de tendance dans la composition des budgets des départements qui privilégient désormais l'investissement au détriment du fonctionnement. »

« Qu'est-ce qui différencie une gestion départementale de droite d'une gestion départementale de gauche ? »

« Souvent, pas grand-chose. La caractéristique essentielle des départements est désormais d'être confrontés aux problèmes quotidiens du citoyen. Il n'y a pas trente-six réponses pour régler ces problèmes. Sur les sujets fondamentaux, tels que les collèges ou l'aide sociale, il y a indiscutablement une attitude commune. En revanche, dans le domaine de la culture, par exemple, on peut très bien avoir des options différentes ou adopter des politiques plus nuancées en matière économique. »

« Le départ du conseil général d'élus touchés par la loi limitant le cumul des mandats ne risque-t-il pas d'affaiblir l'instance départementale ? »

« On a longtemps déploré que certains élus aient trop de mandats. Le texte relatif au non-cumul me paraît être un bon texte. La politique, dans ce pays, ne se fait pas qu'avec les grands témoins. »

« Trois échelons de décisions (région, département, commune), n'est-ce pas trop ? »

« Etant donné la surface de notre territoire et le chiffre de notre population, nous avons beaucoup d'échelons de décisions et certainement un de trop. Mais il me paraît difficile de revenir là-dessus. Nous pouvons vivre dans ce système à condition que la région ne déroge pas par rapport à sa mission, qui est de coordonner les grands équipements. Il reste que les échelons traditionnels que les citoyens connaissent, c'est-à-dire la commune et le département, demeurent le lieu privilégié du dialogue et de l'action. »

« Pourtant, dans la perspective de 1993, nos partenaires s'intéressent plus aux régions ? »

« Nos régions sont des régions artificielles, alors que les régions allemandes, italiennes ou espagnoles sont des régions naturelles, historiques. Si la Bretagne et l'Alsace sont également des régions naturelles, beaucoup d'autres ne sont que des rassemblements de départements. Si la France des régions veut aller à la rencontre de l'Europe, il faut qu'elle refasse une carte de régions naturelles. »

« Êtes-vous favorable à l'introduction d'une dose de proportionnelle dans le mode d'élection des conseillers généraux ? »

« La loi de 1871 relative à l'élection des conseillers généraux précise que l'instance départementale représente le territoire et la population. Avec la proportionnelle, il n'y aura plus de représentation du territoire. Je reste partisan de la division cantonale du moment que le réajustement des cantons urbains par rapport aux cantons ruraux se poursuit. La proportionnelle politiserait l'élection et risquerait d'entraver le fonctionnement de nos assemblées par absence de majorité franche. »

« Quelle réforme améliorerait le fonctionnement du conseil général ? »

« Je suis d'abord partisan d'abandonner le renouvellement triennal de l'instance départementale. Il faut du temps pour mettre en place une politique et la conduire à son terme. Six ans me paraissent être le bon échelon. »

« En second lieu, il faudrait donner aux maires des grandes villes, aux conseillers généraux, la possibilité de remplir efficacement leur mandat, en adoptant un statut de l'élu local. Aujourd'hui, on aborde mal ce serpent de mer parce qu'on veut régler le problème d'une manière globale et brutale. Il faut procéder par touches successives, à commencer par les maires de commune de vingt mille, voire de dix mille habitants et les conseillers généraux... La France n'est pas mûre pour attribuer aux citoyens la charge financière de leurs élus, d'autant qu'elle a sur sa classe politique des appréciations diverses. Il faut être pragmatique. Le monde de l'entreprise devrait changer de comportement et d'appréhension à l'égard du monde politique et comprendre qu'un conseiller général qui consacre une part de son temps à développer son département apporte également quelque chose à l'entreprise. »

Propos recueillis par VALÉRIE DEVILLECHABROLLE.

## Les départements livrés à leurs présidents

Le gouvernement Rocard entend, après la pause imposée par le mouvement Chirac, reprendre « la marche de la décentralisation », ce qui signifie une accélération de la réflexion sur les rôles respectifs du département et de la région, sur l'action économique des collectivités territoriales, mais aussi le règlement de certains dossiers plus techniques comme ceux de la fonction publique territoriale. Dans la perspective de 1993, une étude du coût de fonctionnement de la Maison France, plus élevée que chez nos voisins, s'impose également. Pour l'heure, le département et son « patron », le président du conseil général, sortent grands vainqueurs de la décentralisation.

La campagne électorale pour les cantonales est occultée, avant même de commencer, par les préparatifs de la consultation référendaire du 6 novembre et c'est un comble ! — par un autre scrutin local, les municipales de mars 1989.

Les raisons de cette discrétion sont diverses et contradictoires. Après une période d'activité intense, une trêve s'est imposée, tant pour les responsables politiques que pour l'opinion. Repoussé à septembre pour éviter le téléscopage des campagnes présidentielles et cantonales, le renouvellement des conseillers généraux avait été assez largement préparé avant l'été, ce que les législatives de juin avaient à leur tour masqué. A ces explications qui relèvent du calendrier s'ajoutent les effets de la décentralisation. Les compétences dévolues aux conseillers généraux par la loi de 1982 et les innombrables textes qui l'ont suivie ont renforcé les sentiments d'autonomie locale. La formule « être maître chez soi » est devenue un refrain opposé avec constance et fermeté aux états-majors parisiens. La référence nationale s'estompe : le conseiller général, ou celui qui aspire à le devenir, est pour ou contre la majorité départementale.

On est « monoryste » ou « antimonoryste » dans la Vienne, « médociniste » ou « antimédociniste » dans la Gironde.

« poncetiste » ou « antiponcetiste » dans le Lot-et-Garonne... Soutenir cette personnalisation s'est substituée au sillage gauche-droite serait cependant abusif. Le mode de scrutin uninominal majoritaire à deux tours favorise la figure classique, dans le paysage électoral français, des duels gauche-droite ou majorité-opposition.

Les leçons des précédentes consultations montrent à l'envi que les formations politiques n'ont pas abîmé leurs prérogatives dans l'utilisation des résultats. Pour locales qu'elles soient, les cantonales, globalement, constituent des tests hautement significatifs de l'état de l'opinion. La montée de la gauche avant 1981 s'est manifestée spectaculairement aux renouvellements de 1976 et 1979, tandis que les revers qu'elle a enregistrés une fois au pouvoir, en 1982 et 1985, annonçaient les succès de la droite aux européennes de 1984 et aux législatives de 1986.

Signe de politisation du scrutin également, les taux d'abstention : traditionnellement élevés, légèrement supérieurs à 40 % depuis 1949 (avec le record de 46,6 % en 1973) ils s'abaissent dès que l'enjeu laisse apparaître un « plus » national. Ce fut le cas en 1958 (32,6 %) et lors des quatre dernières consultations (34,6 % en 1976 et en 1979, 31,8 % en 1982 et 33,4 % en 1985) qui ont été autant d'occasions pour l'électeur d'exprimer son mécontentement à l'égard de la majorité au pouvoir, qu'elle soit de droite ou qu'elle soit de gauche.

Dans quel sens joue la décentralisation de 1982 ? La droite a compris assez vite tout l'intérêt qu'elle pouvait en tirer : écartée du pouvoir d'Etat, il lui restait les pouvoirs locaux, à commencer par les assemblées départementales où la surreprésentation des ruraux lui assure un avantage. Depuis mars 1985, 71 départements sont dirigés par la droite (avec suprématie de l'UDF) et 30 par la gauche (dont 2 communistes). A l'évidence, ce rapport de force ne correspond guère à la physionomie

politique où les derniers scrutins — faut-il le rappeler ? — ont donné 54 % de voix à M. François Mitterrand et une majorité relative au PS à l'Assemblée nationale. Ce décalage justifierait une réforme du mode de scrutin, comprenant la suppression du principe de renouvellement triennal pour lui préférer celui de renouvellement complet.

L'accroissement des responsabilités dévolues à partir de 1982 aux départements concerne, au premier chef, le président du conseil général. Véritable patron du département, il exerce une fonction à plein temps. Dans la hiérarchie des mandats et des titres, celui-ci bénéficie d'un prestige certain.

### Les « vedettes »

desertent les régions

L'application de la loi limitant le cumul des mandats, après les législatives de juin dernier, en apporte les preuves. Cent trente-sept députés étaient concernés. Au total, ils ont abandonné cent quarante-cinq mandats ou fonctions. La répartition de ces abandons est éclairante : soixante-quatre mandats de conseiller régional, cinquante-neuf de conseiller général, huit fonctions d'adjoint au maire d'une ville de plus de cent mille habitants, trois mandats de parlementaires européens et un de maire de commune de plus de vingt mille habitants.

Qu'au hit-parade de la popularité, le poste de maire occupe la première place n'est pas étonnant : c'est la base à partir de laquelle l'homme politique construit sa carrière. Que celui de conseiller régional soit le moins attractif n'est guère surprenant, l'institution régionale étant la plus jeune. Reste que quatre régions se retrouvent dépeuplées : Aquitaine (M. Jean Tavernier a remplacé M. Jacques Chaban-Delmas), Midi-Pyrénées (M. Marc Censi a remplacé M. Dominique Baudis), Champagne-Ardenne (M. Jean Kaltenbach a remplacé M. Bernard Stasi) et Ile-de-France. Dans cette dernière région, c'est M. Michel Girard (R) qui devait succéder à M. Pierre-Charles Krieger, qui, bien que régionaliste convaincu, abandonne ce mandat à compter du 1<sup>er</sup> octobre.

D'autres régions sont désertées par quelques-unes de leurs « vedettes » : la Bretagne, par exemple, où le maire de Rennes,

M. Edmond Hervé (PS), les présidents des conseils généraux d'Ile-et-Vilaine et du Morbihan, respectivement M. Pierre Méhaignerie (CDS) et Raymond Marcellin (PR), ont quitté le conseil régional, ou encore le Languedoc-Roussillon où M. Georges Frêche (PS), maire de Montpellier, et Gérard Saumade (PS), président du conseil général de l'Hérault, ont fait de même.

En revanche, un seul député a renoncé à une présidence de conseil général : M. Robert Poujade dans la Côte-d'Or, alors qu'Alain Carignon a annoncé que, s'il est réélu président du conseil général de l'Isère, il abandonnera son mandat de député.

Un tel choix illustre le poids pris désormais par les peurs du département. Que pour l'administration locale et la gestion, par une déconcentration des pouvoirs et des moyens de l'Etat et par une meilleure distribution des rôles, la décentralisation ait été et soit positive, nul ne le conteste plus. Restent certains effets pervers : le fonctionnement des conseils généraux pêche par insuffisance de démocratie, ne serait-ce que parce que certains bureaux ne font aucune place aux minorités politiques. Excès aussi financiers : tel ou tel conseil général aura dépensé de grosses sommes pour se construire un « hôtel du département », vitrine qu'il aura voulu brillante de ses activités, mais qui au bout du compte aura plutôt irrité les populations. De même les « voyages d'études du conseil général » agacent le citoyen, qui y voit surtout prétexte à tourisme lointain.

Face à des départements de plus en plus armés et organisés pour faire face à leurs tâches, l'Etat se doit de s'interroger sur sa capacité et sa vocation à harmoniser les politiques locales. L'un des sujets de la rentrée concerne justement ce point : le projet de loi instaurant le revenu minimum d'insertion inquiète, pour ne pas dire pousse, les présidents de conseils généraux qui se refusent à leur laisser des compétences remises en cause par les actions d'insertion financées par les fonds départementaux, au profit des préfets.

Face aux politiques comme face à l'Etat, s'est instauré un patriotisme départemental dont les conseils généraux se veulent les garants, soucieux de leurs prérogatives : ils s'interrogent aussi, en 1989, un bicentenaire, celui de leur institution.

ANNE CHAUSSEBOURG.

### Les convents maçonniques

## M. Christian Pozzo di Borgo succède à M. Ragache à la tête du Grand Orient de France

La principale obédience maçonnique française (662 loges, 32 000 membres), le Grand Orient de France (GODF) s'est donné, le samedi 10 septembre, un nouveau grand maître en la personne du chef du service d'anesthésie et de réanimation du centre régional de lutte contre le cancer de Reims, M. Christian Pozzo di Borgo, qui succède ainsi à M. Robert Ragache. M. Pozzo di Borgo a été élu par vingt voix, contre deux à l'autre candidat, M. Roger-Xavier Lanter, cinquante-huit ans, journaliste.

Au cours de sa première conférence de presse, le lundi 12 septembre, le nouveau grand maître du GODF a présenté les conclusions des réflexions des loges sur le pouvoir de l'information. « Tout en dénonçant toute atteinte à la liberté d'expression, y compris sous la forme de l'autocensure, les franc-maçons sont attachés à une éthique professionnelle, a-t-il notamment déclaré. Ils proposent que la France se dote d'un organisme indépendant à la fois des pouvoirs politiques et des puissances financières, échappant aux aléas des alternances politiques et trouvant ses sources et ses prérogatives dans la Constitution de la République. Dans certains secteurs, privés dans l'audiovisuel, ils s'inquiètent de

l'utilisation abusive des moyens audiovisuels qui tend à écarter les émissions à faible écoute et comporte le risque d'un appauvrissement culturel. »

M. Pozzo di Borgo a également souligné que « l'attachement des franc-maçons du Grand Orient de France à la liberté de conscience, au droit à l'échange et à la relation à l'autre les amènent à protester

contre l'ingérence des Eglises dans l'organisation scolaire et contre l'exclusion d'enfants étrangers sous prétexte de quotas. Des manifestations récentes de ces infractions aux principes de séparation des Eglises et de l'Etat et des manquements à la vocation d'accueil de l'école de la République imposent notre vive réaction et une réaffirmation de notre vigilance », a-t-il dit.

Evocation la situation au Chili, le grand maître du GODF a annoncé l'organisation, le 1<sup>er</sup> octobre, d'un colloque sur la démocratie avec le concours du Grand Orient du Chili en exil, pour soutenir les partisans du « non » au plébiscite qui doit avoir lieu dans ce pays le 5 octobre.

M. Pozzo di Borgo a, d'ailleurs, d'autre part, que chacune des loges du GODF avait été invitée à contribuer à la célébration du bicentenaire de la Révolution française, en 1989, en rédigeant un « Collier des libertés » qui devra exprimer « le champ des libertés et des droits de l'homme, des femmes et des enfants pour un humanisme du vingt et unième siècle ». Le GODF souhaite organiser, en outre, une grande fête de la liberté autour du moulin de Valmy, en collaboration avec ses frères allemands et belges.

### La lucidité par la médecine

De petite taille, les cheveux gris, M. Christian Pozzo di Borgo, né le 20 août 1944 à Renier (Algérie), marié, père de trois enfants, a connu une rapide ascension maçonnique.

Reçu franc-maçon en 1975, à la loge la Sincérité de Reims, il est devenu dès 1980 membre du conseil de l'ordre du Grand Orient de France puis grand orateur en 1987. Son accession à la grande maîtrise constitue la consécration logique d'un homme qui « cherche quelque chose, dit-il, et ne l'a jamais encore trouvé ».

Il insiste, aujourd'hui, sur l'essence qu'il a retenue de son engagement maçonnique : « En médecine, le fait d'être franc-maçon m'a aidé à davantage res-

pecter l'autre et surtout à avoir la réelle volonté de ne pas exercer un pouvoir sur celui qui pourrait dépendre de moi. Je n'ai pas de problèmes moraux à être catholique et franc-maçon », ajoute le nouveau grand maître du GODF, qui a été élevé dans la religion catholique. « Lorsque je suis entré au Grand Orient de France il n'y a pas eu en moi de déchirure métaphysique. »

Ce que M. Pozzo di Borgo craint, ce ne sont pas les religions, pour lesquelles il éprouve « un grand respect quelles que soient leurs formes d'expression », mais « le pouvoir des religions et son implication dans les affaires de la société civile », qu'il juge « totalement condamnable ».

Créateur, en tant que médecin, d'une consultation de lutte contre la douleur, le nouveau grand maître souhaite faire partager ses idées professionnelles à ses frères maçonniques. Parmi les sujets de réflexion proposés par le GODF à ses loges pour les mois prochains figure d'ailleurs « La liberté du soignant et du soigné face aux traitements de la souffrance, l'acharnement thérapeutique et l'euthanasie ». En médecine, conclut M. Pozzo di Borgo, on découvre les hommes. En franc-maçonnerie, on apprend à se connaître soi-même, on apprend la lucidité. Et de citer le poète René Char : « La lucidité est la blessure la plus proche du soleil... »

« Pour une Europe maçonnique des cœurs », son grand maître rappelant au passage que François Christophe Kellermann, l'un des principaux acteurs de la bataille de Valmy, en 1792, était franc-maçon.

En réponse à plusieurs questions, le nouveau grand maître s'est déclaré très fier de son obédience ait contribué, par l'intermédiaire de l'un de ses prédécesseurs, M. Roger Leroy, à la restauration du dialogue en Nouvelle-Calédonie et souligné, à propos de la part faite, à la « société civile », par M.M. François Mitterrand et Michel Rocard dans l'exercice du pouvoir, qu'il fallait y voir « le symbole du futur rôle de la franc-maçonnerie ».

Interrogé sur les réactions provoquées par la dernière « affaire Le Pen », M. Pozzo di Borgo, qui a précisé n'appartenir à aucune formation politique, a confirmé la condamnation du Front national par son obédience en déclarant : « Pour notre démocratie toute dérive reste absolument insupportable. »

Si je pouvais



## Politique

Les journées parlementaires du Parti socialiste

### M. Pierre Bérégovoy veut concilier rigueur économique et avancées sociales

VIENNE (Isère)  
de notre envoyé spécial

« Nous avons la possibilité de disposer de la durée pour mener à bien notre politique ! » C'est ce qu'avait insisté M. Jean Poperen, ministre des relations avec le Parlement, et Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie et des finances, ont répété aux élus socialistes, comme si ces derniers n'avaient pas encore pleinement assimilé les succès de mi et de juin. Sentant également une certaine impatience à la base, notamment en matière d'avancées sociales, chacun à sa manière, ont voulu faire œuvre pédagogique, en expliquant que 1988 n'était pas 1981. La durée a remplacé le sentiment confus de précarité, qui avait prévalu il y a sept ans.

Ils ont donc renvoyé la balle dans le camp d'une droite scélérates : la stabilité, c'est nous ! Et c'est à dessein que M. Bérégovoy a parlé de « gouvernement transitoire de M. Chirac » des deux dernières années et M. Poperen, de « la parenthèse 1986-1988 ». Les grandes promesses et les grandes envolées ont donc été bannies de cette première journée parlementaire au profit d'une réflexion de fond sur les enjeux économiques et sur l'art et la manière de gouverner quand on a cinq ans devant soi.

Toujours soucieux de raviver le débat idéologique, M. Poperen a invité l'assistance à ne pas s'écarter sur le mot d'ordre du « parti de la droite ». « Ce désordre des états-majors de droite ne doit pas être compris par nous comme la démolition, la destruction de la droite profonde », a-t-il insisté en rappelant les scores du premier tour des deux législatives, partielles de dimanche dernier, favorables à la droite.

En abordant dans l'après-midi le loi de finances pour 1989, le président de la commission des finances de l'Assemblée, M. Dominique Strauss-Kahn, a mis en garde ceux qui se laisseraient emporter par le bon climat économique de l'année 1988. La température pourrait se rafraîchir en 1989 et en 1990, a-t-il précisé.

Par ailleurs, compte-tenu des contraintes économiques nationales et internationales, le gouvernement a défini pour le budget trois priorités, a-t-il rappelé : l'éducation

M. Mermaz, président du groupe à l'Assemblée nationale, a ouvert, lundi 12 septembre, à Vienne (Isère), les premières journées parlementaires socialistes depuis le retour de la gauche au pouvoir. La tendance était à l'affirmation sans complexe de l'identité socialiste. L'ouverture est reléguée pour cause de campagne électorale, même si la porte de la discussion n'est pas totalement fermée.

La première de ces deux journées a été essentiellement consacrée à la prochaine loi de finances et au projet d'impôt sur la fortune (ISF). M. Michel Rocard devait intervenir mardi 13 septembre en fin de matinée (lire page 48). M. Bérégovoy a déclaré qu'il fallait concilier rigueur économique et avancées sociales.

Le rapporteur général du budget, M. Alain Richard, a été d'accord avec lui pour expliquer que la durée 1989 du budget était bonne, bien qu'elle ait été vendagée un peu tard, compte tenu du changement de majorité.

Le gouvernement cependant n'a pas eu droit qu'à des compliments. M. Michel Dreyfus-Schmidt, sénateur, s'est fait le porte-parole des élus socialistes qui ont le sentiment que le gouvernement cache parfois son socialisme derrière son petit doigt. « Pourquoi avoir voulu rebaptiser l'impôt sur les grandes fortunes ? », a-t-il demandé, en regrettant que l'ISF n'aille pas plus loin que l'IGF.

Il a également souhaité qu'un effort particulier soit fait pour le savoir d'achat. Un député socialiste expliquait dans les couloirs que, pour l'instant, M. Michel Rocard était protégé par son état de grâce, mais que cela ne saurait durer.

M. Gentile, directeur de cabinet de M. Jean Poperen

M. Jean Poperen, ministre chargé des relations avec le Parlement, a fait connaître la composition de son cabinet. Ont été nommés : M. Jean-Louis Gentile, directeur de cabinet ; Jean-Pierre Dubois et Jacques Piette, chargés de mission ; M. Christine Chassade, chef de cabinet ; M. Arielle Texier et M. Anne-Marie Colmon, conseillers techniques, et M. Nathalie

Pour répondre aux maximalistes de PS, M. Bérégovoy a voulu les convaincre de la volonté inébranlable du gouvernement de tenir les deux bouts de la chaîne : d'une part, la rigueur économique, sans laquelle il n'y a pas de bonne gestion ; d'autre part, les avancées sociales, sans lesquelles la rigueur deviendrait injuste. A entendre les applaudissements qui ont salué son exposé et ses réponses, le ministre de l'économie a convaincu son auditoire. « Il ne faut pas confondre rigueur économique et rigueur sociale », a-t-il rappelé.

« Un geste de solidarité »

A propos du revenu minimum d'insertion (RMI), le ministre a voulu mettre l'opposition face à ses responsabilités : « J'espère que ceux qui nous rappellent la situation des nouveaux pauvres en 1984 et 1985, pour pouvoir désormais mettre en accord leurs paroles et leurs actes... S'agissant de l'impôt de solidarité sur la fortune, il a expliqué que ce serait « une erreur psychologique » que de faire entrer l'outil de travail dans l'assiette de l'impôt : « Il faut savoir raison garder », a-t-il dit.

Valcourt-Poperen, attachée de presse.

(Né le 28 septembre 1938 à Cognac (Charente), M. Gentile, diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris et docteur en histoire, est administrateur à l'Assemblée nationale depuis 1966. Affilié au service des commissions jusqu'en décembre 1984, il est ensuite mis à la disposition de M. Louis Mermaz, président de l'Assemblée nationale, avant de retourner, en 1986, au service des commissions.)

En revanche, la discussion sur le relèvement des taux ou la création d'une tranche supérieure reste ouverte. « Soyons nous-mêmes et demandons aux autres de se dédier », a poursuivi M. Bérégovoy. Il y a aujourd'hui des lamentations qui m'exasperent un peu. L'ISF est un geste de solidarité demandé à ceux qui le peuvent. a-t-il insisté. Nous défendons avec audace un impôt de justice sociale, très largement approuvé par l'opinion publique aujourd'hui.

En réponse aux questions posées sur le pouvoir d'achat, M. Bérégovoy a reconnu qu'il y a une forte demande d'amélioration mais que, malgré les bons résultats économiques qui se dessinent, il fallait absolument éviter tout « dérapage ». « La baisse de la TVA, c'est aussi un moyen d'améliorer le pouvoir d'achat », a-t-il rappelé. Il s'est également montré partisan du développement des rencontres avec les syndicats qui ont été, selon lui, privés pendant deux ans de contacts avec l'ancien pouvoir.

M. Jacques Delors a également abordé la question des taux de TVA en expliquant qu'il fallait chercher au niveau européen leur rapprochement et non leur harmonisation. Il s'est également insurgé contre l'idée selon laquelle la France camperait sur les mêmes positions que la Commission des communautés européennes estimée en effet que la politique fiscale ne devait pas être seulement commandée par le marché mais qu'elle était en elle-même un instrument volontariste d'une politique économique.

M. Delors s'est également attaché à remettre en mémoire l'indispensable dimension sociale contenue dans l'Acte unique européen. Avec la foi européenne qui le caractérise, il a expliqué, sous les applaudissements, que le but était de construire une « véritable » communauté européenne et non « une simple zone de libre-échange fétide. De cela, nous n'avons pas besoin ».

Pour travailler à cette communauté sociale, une déclaration des droits sociaux, sorte de socle minimum à respecter par tous les pays, devrait être prochainement mise au point, a-t-il insisté.

PIERRE SERVET.  
(Lire en page 2 le « point de vue » de M. Jean Poperen : « Notre perspective : une société d'équilibre ».)

Alliances électorales avec le FN

### Le RPR sanctionne deux secrétaires de circonscription

Le secrétaire général du RPR, M. Alain Juppé, vient de donner une première application de la décision prise par le bureau politique du mouvement d'exclusion de ses rangs ceux de ses membres qui concluraient des alliances électorales avec le Front national.

Deux secrétaires de circonscription ont ainsi relevés de leurs responsabilités en l'attente de la réunion de la commission des conflits, seule habilitée à proposer au comité central une mesure d'exclusion.

Il s'agit de M. Jean-Marie Cousin, secrétaire de la 4<sup>e</sup> circonscription du Pas-de-Calais, qui, à Berck, envisageait un accord avec le Front national pour les élections municipales.

Est également sanctionné M. Raymond Lécuyer, secrétaire de la 12<sup>e</sup> circonscription des Bouches-du-Rhône, qui avait conclu un accord avec le Front national à Vitrolles, en vue des élections municipales, et qui bénéficiait de son soutien pour les

élections cantonales. M. Lécuyer, conseiller général RPR depuis 1983, avait publiquement « remercié », dimanche 11 septembre, M. Stirbois, secrétaire général du Front national, de lui permettre de diriger une liste d'union aux prochaines élections municipales. M. Lécuyer a jugé tout à fait « normale et logique » la sanction prise à son encontre en disant : « J'accepte cette décision et je continuerai à travailler pour le RPR. Je reste un militant mais chacun, au RPR, est libre d'avoir ses opinions. J'ai fait part publiquement de mon opinion, mais c'est la dernière fois. Il n'est pas question d'exprimer publiquement un quelconque soutien à un candidat du Front national entre les deux tours des cantonales. Je ne suis pas la pour maître de l'huile sur le feu. Je continuerai donc mon travail de militant et d'élu mais avec plus de respect vis-à-vis des instances du RPR ».

Selon la SOFRES

### 84% pour le « oui » au référendum sur la Nouvelle-Calédonie

Le Figaro du 13 septembre a publié un sondage de la SOFRES, réalisé du 6 au 8 septembre auprès d'un échantillon national de mille personnes, sur l'attitude des électeurs à l'égard du référendum du 6 novembre relatif à l'avenir de la Nouvelle-Calédonie.

Selon cette enquête, 59 % des personnes interrogées souhaitent l'indépendance de la Nouvelle-Calédonie, 40 % d'entre elles pensent que de toute façon la Nouvelle-Calédonie sera indépendante dans dix ans ; 28 % sont d'un avis contraire.

40 % des personnes interrogées approuvent d'autre part, les accords signés les 26 juin et 20 août à l'hôtel Matignon et la loi Oudinot (9 % seulement les désapprouvent) et 49 % d'entre elles estiment que ces accords sont « de nature à assurer la paix civile sur le territoire dans les dix prochaines années ».

48 % des sondés affirment également qu'ils se détermineront, au moment de leur vote, « uniquement sur le projet de statut » prévu par ces accords. Enfin, si 47 % des personnes interrogées souhaitent que la Nouvelle-Calédonie demeure au sein de la République française (contre 33 % de partisans de l'indépendance), 40 % d'entre elles pensent que de toute façon la Nouvelle-Calédonie sera indépendante dans dix ans ; 28 % sont d'un avis contraire.

● M. Kouchner à Nouméa. — Le secrétaire d'Etat chargé de l'action humanitaire, M. Bernard Kouchner, effectuera une visite d'un semaine en Nouvelle-Calédonie, à partir du vendredi 16 septembre. Cette visite sur le territoire avait été annoncée en août par le premier ministre, M. Michel Rocard, qui avait alors précisé que M. Kouchner serait chargé notamment de dresser un bilan de l'état sanitaire des populations calédoniennes.

Le voyage de M<sup>me</sup> Mitterrand de l'Inde au Japon

### « Si je pouvais créer une chaîne humanitaire mondiale... »

M<sup>me</sup> Danielle Mitterrand a, entrepris, en qualité de présidente de la Fondation France-Libertés, un voyage humanitaire en Asie, qui doit la conduire, jusqu'au jeudi 22 septembre, de l'Inde au Japon, en passant par le Bangladesh, la Thaïlande et les Philippines. Dans l'entretien qu'elle nous a accordé avant son départ, l'épouse du chef de l'Etat fait le point des actions menées par sa fondation dans cette partie du monde et des projets qu'elle espère réaliser.

« Le Bangladesh est actuellement victime d'inondations catastrophiques. Votre séjour dans ce pays est-il motivé ? »

— Oui, bien sûr, malgré les conditions d'accès. Au Bangladesh, un programme de construction de huit orphelinats. Les deux premiers sont en chantier à Dacca et à Chittagong. A l'heure où je vous parle, je n'ai pas encore réussi à avoir des nouvelles de celui de Dacca et je suis très inquiet.

Pour ce qui concerne l'aide d'urgence, la Fondation va envoyer, avec le concours du ministère de la Défense, quatre tonnes de médicaments et schématiser des vivres à partir du Sri-Lanka.

— Qui finance la construction de ces orphelinats ?

— Un médecin français, qui ne tient pas à être cité par souci de discrétion, finance la construction des deux premiers établissements. Je cherche actuellement des moyens de financement pour les six autres orphelinats.

— Comment s'est déroulée votre voyage en Asie ?

— A partir du Bangladesh, précisément. A la Fondation, nous réagissons surtout sur la base de témoignages, que nous vérifions en envoyant une mission sur place. Début 1986, un moine bouddhiste nous a alertés sur la situation dramatique de milliers d'orphelins de ce pays. Une mission a donc été dépêchée et, sur ses conclusions, nous avons décidé ce programme de construction.

« Aujourd'hui, je veux faire le point sur place, d'autant que nous avons entrepris, au Bangladesh,

d'autres actions, en collaboration. Un des grands principes de la Fondation, qui a une vocation internationale, est en effet de travailler conjointement avec d'autres associations de ce que l'on appelle des « collectifs ». Avec Mass Education, une grande association britannique qui œuvre beaucoup au Bangladesh et en Inde, nous participons à la construction de quatre-vingt écoles rurales pour cent mille enfants. La Fondation en a déjà pris en charge huit mille, mais c'est dire le travail qu'il reste à faire.

Mon voyage, qui a été différé à plusieurs reprises pour des raisons matérielles, c'est mon plus long séjour en Asie. Et rien ne vaut le jeu des rencontres pour déceler les priorités, les urgences, pour convaincre, aussi. Dans quatre des cinq pays où je me rends, Inde, Bangladesh, Thaïlande et Philippines, je ne vais pas simplement constater. Je veux voir si je puis faire encore mieux. Au Japon, je vais m'efforcer de convaincre.

— Votre Fondation, comme son nom France-Libertés l'indique, se préoccupe aussi de la défense des droits de l'homme et de la liberté. A New-Delhi, vous rencontrerez le premier ministre indien, M. Rajiv Gandhi, qui vient de tenter de restreindre la liberté de la presse. Allez-vous en parler ?

— Je vais en Inde pour rencontrer Mère Teresa. Simplement, il était normal que, me trouvant dans son pays, je rende une visite de courtoisie à M. Rajiv Gandhi. Peut-être évoquerai-je la célébration, cette année, du quarantième anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme. Peut-être.

— Quelles actions commencent à se mettre en œuvre avec Mère Teresa ?

— Je connais son œuvre depuis très longtemps. Vous savez sans doute que Mère Teresa a un programme français de lutte contre la pauvreté : en particulier, elle recueille tous les plateaux-repas qui n'ont pas été consommés dans les wagons-restaurants, pour les distribuer aux plus démunis. Nous l'avons aidée à la gare de Lyon, après que la SNCF nous eut expliqué, en long et en large, qu'il lui était impossible de mettre à sa disposition un ou deux wagons désaffectés. En Inde, je vais aller voir le travail qu'elle accompli, à une cinquantaine de kilomètres de Calcutta, en faveur des enfants les plus démunis. Je vais voir comment elle peut l'aider là-bas.

A Bangkok, vous devez vous entretenir avec des organisations non gouvernementales (ONG) des conditions d'accueil des réfugiés cambodgiens. A ce propos, on dit que, pour des considérations de politique étrangère française, vous avez dû renoncer à des projets à Phnom-Penh même. Est-ce vrai ?

— Pas du tout. Nous avons deux projets à Phnom-Penh. Le premier est en voie de réalisation, après la visite au président de l'université de médecine, discipline qui est enseignée en français au Cambodge : par l'intermédiaire de la Fondation, une tonne de livres de médecine et d'autres disciplines sera expédiée en octobre à Phnom-Penh, dans le cadre d'un développement de la francophonie et d'une restructuration de l'enseignement au Cambodge. Le second projet concerne l'agriculture traditionnelle.

— Etes-vous en relation avec l'Enfance et développement, l'Association animée par M<sup>me</sup> Cheysson qui s'occupe des enfants cambodgiens ?

— Au Japon, dernière étape de votre voyage, ce sont donc des moyens de financement que vous allez tenter de trouver, y compris pour votre campagne contre le SIDA en Afrique ?

— La Japon s'ouvre de plus en plus à l'action humanitaire internationale. A Tokyo, je présenterai la Fondation à divers responsables politiques et économiques, j'exposerai les objectifs, j'essaierai de convaincre. Aux Etats-Unis, France-Libertés est déjà implantée. Pourquoi pas une association ? Les Amis de la Fondation au Japon ?

— N'est-il pas surprenant qu'une fondation « privée française sollicite une aide financière à l'étranger ? »

— Dieu sait si je suis chauvine et si, partout où je vais, je mets la France en avant. Mais, si je parvenais à créer une chaîne de solidarité dans le monde entier, je serais plus fier encore, et c'est pourquoi je n'ai pas de scrupules à demander de l'aide aux pays qui peuvent en donner. Quand je pense la tête d'un enfant, qu'il soit français, philippin ou malien, je pense d'abord à la grande communauté des hommes et femmes du vingt et unième siècle. Et quand je parle de la santé et de l'éducation des enfants, de tous les enfants, qui pourraient ne pas m'écouter ?

— Oui. Cette association se préoccupe aussi, maintenant, des enfants philippins et nous avons l'intention de mener aux Philippines deux actions communes. L'une contre la malnutrition, l'autre pour lutter contre la délinquance et la prostitution des enfants des rues.

— Ce sont des problèmes que vous abordez avec M<sup>me</sup> Cory Aquino ?

— Je vais à Manille pour l'écouter. Elle vit une expérience extraordinaire et très courageuse. Oui, je vais l'écouter.

Je rencontrerai aussi le Père Triz, un prêtre lorrain, qui fait un travail admirable pour préscolariser les enfants les plus pauvres, afin qu'ils entrent à l'école. Au même niveau que les autres. Ils sont 300 000 à Manille même. Le Père Triz et son association Erda ont, en construisant de petites écoles, préscolarisé 15 000 enfants dont 3 000 aidés par la Fondation. Vous voyez, là encore, le travail qu'il reste à faire.

— Au Japon, dernière étape de votre voyage, ce sont donc des moyens de financement que vous allez tenter de trouver, y compris pour votre campagne contre le SIDA en Afrique ?

— La Japon s'ouvre de plus en plus à l'action humanitaire internationale. A Tokyo, je présenterai la Fondation à divers responsables politiques et économiques, j'exposerai les objectifs, j'essaierai de convaincre. Aux Etats-Unis, France-Libertés est déjà implantée. Pourquoi pas une association ? Les Amis de la Fondation au Japon ?

— N'est-il pas surprenant qu'une fondation « privée française sollicite une aide financière à l'étranger ? »

— Dieu sait si je suis chauvine et si, partout où je vais, je mets la France en avant. Mais, si je parvenais à créer une chaîne de solidarité dans le monde entier, je serais plus fier encore, et c'est pourquoi je n'ai pas de scrupules à demander de l'aide aux pays qui peuvent en donner. Quand je pense la tête d'un enfant, qu'il soit français, philippin ou malien, je pense d'abord à la grande communauté des hommes et femmes du vingt et unième siècle. Et quand je parle de la santé et de l'éducation des enfants, de tous les enfants, qui pourraient ne pas m'écouter ?

Propos recueillis par MICHEL CASTAING.

### Au chevet des morts-vivants de Calcutta

CALCUTTA  
de notre envoyé spécial

Environ cent vingt Petites Soeurs de la charité sont prosternées vers le sol. La chapelle est une grande pièce rectangulaire aux murs blancs, ornée d'un Christ hyperréaliste et d'une statue de la Vierge blanc et bleu clair. Le prêtre prie presque les paroles liturgiques pour dominer le brouhaha de la rue. Ce bruit est comme un symbole : le foyer de Mère Teresa est au cœur de Calcutta, et la ville morte, grouillante, rentre ici, sans filtre, avec ses horreurs et aussi une singulière beauté.

La « Mère » est, là, lundi 12 septembre, au fond de la chapelle, petite silhouette voûtée, le visage parcheminé, presque irréaliste, priant. A ses côtés, assise sur un banc, M<sup>me</sup> Danielle Mitterrand, immobile, la regarde, parfois intensément, impressionnée par cette ferveur.

Après la messe matinale de 8 heures, la « Mère » guidera M<sup>me</sup> Mitterrand dans les différentes maisons qu'occupent des missionnaires de la charité à Calcutta. A grand renfort de signes et de

motards, le cortège s'ouvrira tant bien que mal un passage dans la ville tentaculaire et fera plusieurs haltes : le dispensaire, où les handicapés mentaux mènent une existence grégaire ; l'orphelinat, où échoient des enfants abandonnés sur les trottoirs de la ville ; le « mouvoir », enfin, cet endroit que l'on voit, selon son propre regard, comme la forme la plus extrême du dévouement ou comme l'antichambre de la mort ; ainsi qu'on le dit, pour les camps de concentration : tous les hommes-squelettes se ressemblent.

Bidonville et orphelinat

Là, dans cette ancienne dépendance du temple mitoyen dédié à la déesse Kali, M<sup>me</sup> Mitterrand ira de lit en lit, avec Mère Teresa, et toutes deux, à l'aide de caresses et de sourires, tenteront d'apporter un peu d'espoir à ceux qui ne peuvent plus en avoir.

Entre la militante socialiste « incrédule » et la petite « bonne femme » presque sanctifiée de son vivant, et aux pieds de laquelle se

prosternent les sœurs, les bénéficiaires et les malades, il y avait un courant, une entente... Du mourir ou d'officialiser, avec un visage grave, de jeunes bénévoles de nationalité polonaise à l'orphelinat avec ses nouveaux-nés « qui ne sourient jamais », d'une brève intrusion dans le bidonville voisin à cette école rudimentaire où des enfants avaient préparé un chant de bienvenue, les images fortes se sont succédées.

Heureusement, au cours d'un petit déjeuner pris rapidement, Mère Teresa raconte avec une drôlerie comment, invitée un jour par le premier ministre indien Rajiv Gandhi pour un déjeuner trop somptueux, elle emporta l'essentiel du repas pour le distribuer dans un mouvoir de New-Delhi. Puis, revenant à des préoccupations immédiates, la « Mère » demanda à M<sup>me</sup> Mitterrand d'intervenir pour que les Soeurs de la charité puissent obtenir des autorités municipales un local plus vaste que celui dont elles disposent près de la gare Saint-Charles pour accueillir les pauvres de... Marseille.

Présidente de France-Libertés, M<sup>me</sup> Mitterrand n'avait pas oublié ses propres « outils » : La veille, au

cours d'un épuisant marathon dans la fournée des campagnes de Bengale, elle s'était rendue à Kharsara, un village situé à une cinquantaine de kilomètres de Calcutta, où la Fondation Danielle Mitterrand a financé depuis deux ans des maisons éducatives pour orphelins. L'épouse du président français a posé la première pierre d'un hôpital. Elle se fait même pierre d'un hôpital. Elle se fait même pierre d'un hôpital.

Sur la route du retour, le cortège sera retardé par une manifestation qui grossissait vers Calcutta. Drapeaux rouges ornés de la faucille et du marteau en tête, les marcheurs criaient « longue vie au CPI-M », le parti communiste au pouvoir dans l'Etat du Bengale. Les symboles, décidément, ne manquent pas au cours de cette première étape d'une tournée humanitaire qui doit conduire M<sup>me</sup> Mitterrand au Bangladesh, en Thaïlande, aux Philippines et au Japon. En embrassant Mère Teresa, elle repart en souvenir un chapelet...

LAURENT ZECCHINI.

هكذا من الأصل



# Société

## SPORTS



PYONGYANG  
de notre envoyé spécial

Les athlètes sud-coréens qui participent aux Jeux olympiques de Séoul bénéficient d'ores et déjà d'encouragements qu'ils ignorent sans doute, et qui sont pour le moins inattendus : ceux de leurs homologues du Nord.

Dans le gymnase de Pyongyang, où ils s'entraînent, Kwang Dje Kil, le colosse champion de judo, Hye Bong, l'athlète qui a établi un record au jéu (185 kilos) lors du championnat asiatique de Canton en juin dernier, et Pak Kwang Bok, la jeune championne de gymnastique rythmique et sportive, médaille d'argent aux championnats des Jeunes socialistes en 1984, nous disent avec un bel ensemble : « Nous sommes d'abord Coréens et, au fond de notre cœur, nous encourageons nos compatriotes du Sud ».

« S'ils gagnent une médaille, nous en serons fiers », affirme, pour sa part, Lee Hye Bong, Kwang Dje Kil ajoute qu'il compte bien féliciter les athlètes sud-coréens qui auront brillé à Séoul à l'occasion des prochaines compétitions qui les réuniront. A New-Delhi, en 1987, aux championnats du monde de badminton, les deux équipes du Nord et du Sud s'étaient d'ailleurs mutuellement applaudies.

Les trois champions avaient été qualifiés pour participer aux XXIV<sup>e</sup> Olympiades. Ils avaient de sérieuses chances d'y faire bonne figure. Déçus de ne pas participer

● **Madagascar boycotte Séoul.** — L'île de Madagascar ne sera pas représentée aux Jeux olympiques de Séoul, qui débutent le 17 septembre. Ce boycott est une protestation contre le refus de la Corée du Sud de permettre à la Corée du Nord d'organiser certaines épreuves. Après Cuba, le Nicaragua, les Seychelles, l'Éthiopie, et la Corée du Nord, Madagascar est le septième pays à ne pas se rendre à Séoul, où cent cinquante-huit nations prendront part aux Jeux.

## Les Jeux olympiques de Séoul

« Si les Coréens du Sud gagnent une médaille, nous en serons fiers »  
affirment les sportifs de Pyongyang

aux Jeux ? « Étais, bien sûr, heureuse de prendre part à une olympiade, dit Pak Kwang Bok, mais je ne suis pas déçue : il y aura d'autres compétitions internationales ». Ces champions nord-coréens se sentent-ils victimes de la politique ? « Certainement pas, affirment-ils. Nous sommes des sportifs, mais aucun parmi nous ne ferait passer le sport avant la question de la réunification de notre pays ».

Kwang Dje Kil, le puissant judoka (mesurant 2 mètres et pesant 143 kilos, il a battu les Japonais à plusieurs reprises) dit qu'il n'éprouve le sentiment de faire face à un « ennemi » que lorsqu'il a pour adversaire un Américain. Dans son cas, la non-participation aux JO est une « grande occasion ratée », admet-il. A trente ans, il est au faîte de sa carrière. Les Jeux de Moscou, au cours desquels il avait été classé quatrième, lui avaient donné de grandes espoirs, mais il n'avait pu participer à ceux de Los Angeles, boycottés par la Corée du Nord. Aujourd'hui, il « rate » ceux de Séoul. Pour ses victoires, il est vrai qu'il a reçu une compensation de son gouvernement : une Mercedes. Ce qui n'est pas rien dans une ville comme Pyongyang qui compte trente mille voitures pour 1,5 million d'habitants.

### Une couverture sélective

Les Coréens du Nord se préparent-ils vraiment aux JO ? Les installations sportives, aujourd'hui presque achevées, et les grands travaux d'urbanisme entrepris ces deux dernières années dans la capitale (dont le coût est évalué à 4 milliards de dollars) tendent à l'attester. Pourtant, excepté dans l'une des salles du gymnase où se trouvait le seul emblème olympique que nous ayons vu dans la ville, Pyongyang ne présente aucun des signes qui ornent généralement les villes olympiques. Nos trois athlètes disent, en outre, que ces derniers mois, ils ne se sont pas entraînés plus

intensivement que d'habitude. Lorsque nous avons demandé à M. Chang Ung, secrétaire du Comité olympique nord-coréen, quel était le nombre des athlètes que son pays aurait compté envoyer aux JO si ce dernier avait participé, il nous a été répondu que la composition de l'équipe nationale n'était pas encore établie de manière définitive au moment où les pourparlers avec le Sud reprenaient à la fin du mois d'août.

Le 17 septembre, les habitants de Pyongyang seront-ils les seuls à ne pas suivre, à la télévision, les cérémonies d'ouverture des Jeux de Séoul ? Il semble que les autorités n'aient pas encore arrêté leur politique. « Nous pensons qu'il y aura des articles sur les Jeux olympiques

dans notre journal », nous dit Cha Kyun Cha, chef du service étranger du Minju Chosen (le Journal de la Corée démocratique), sans visiblement souhaiter s'étendre sur ce sujet.

Les journaux ont jusqu'à présent publié de nombreux articles sur l'accueil en commun des JO par les deux Corées. S'il y a une couverture des Jeux de Séoul par les médias de Pyongyang, on peut penser qu'elle sera sélective, même si les athlètes nord-coréens se sentent « de tout cœur » avec leurs homologues du Sud. La fierté nationale ignore apparemment la séparation entre le Nord et le Sud, mais la politique n'est tout de même jamais bien loin.

Ph. P.

## Le barrage diabolique

TOKYO  
de notre correspondant

Submerger Séoul au moment des Jeux olympiques sous « 28 milliards de tonnes d'eau » : tel aurait été, selon les autorités sud-coréennes, le projet dénommé de Pyongyang.

La construction d'un énorme barrage, à Kungang, à quelques kilomètres au nord de la zone démilitarisée qui sépare les deux Corées, avait été, il y a deux ans, la préface au Sud d'une gigantesque campagne antinord-coréenne. Les gouvernements étrangers furent alertés pour empêcher Pyongyang de poursuivre ces sombres desseins, et des manifestations furent organisées à travers la Corée du Sud pour protester. On composa même une chanson contre le « barrage diabolique », et des poètes furent mobilisés pour composer des poèmes dénonçant le crime en préparation.

Cette campagne s'était surtout traduite par la construction d'un autre barrage, de protection

celui-ci, au sud de la zone démilitarisée, grâce en partie aux fonds (70 millions de dollars) collectés plus ou moins autoritairement par le gouvernement. Aujourd'hui, dans une vallée voisine du mont Taebok se dresse le « barrage de la paix » auquel ont travaillé mille six cents ouvriers.

Mais le « barrage à eau » nord-coréen ne fait plus partie de l'arsenal des menaces qui pèsent sur les Jeux de Séoul. D'autant moins qu'il a fallu se rendre à l'évidence que le barrage diabolique est loin d'être encore une réalité. Des travaux pour un projet de centrale hydraulique avaient effectivement commencé, mais aucun barrage n'a été construit. A Séoul, on affirme que le barrage de la paix a dissuadé le Nord de poursuivre son projet. On connaît le prix de cette dissuasion (250 millions de dollars), mais on ignore toujours si la menace a jamais vraiment existé, même sous forme de projet.

Ph. P.

## SCIENCES

### L'incident au cours de la mission soviétique vers Mars

### Phobos-1 vagabonde et ne répond plus

La sonde soviétique Phobos-1, lancée le 7 juillet vers Mars, est-elle perdue corps et biens ? Les lois de la mécanique céleste sont impitoyables, elle suit la trajectoire qui lui a été assignée et arrive certainement, en janvier prochain, au voisinage de la planète rouge. Mais le contact est perdu avec elle et les espoirs de le rétablir s'effondrent.

Dans la nuit du 29 au 30 août, un contrôleur au sol avait envoyé un ordre à la sonde et, semble-t-il, une fausse de frappe. La sonde avait reçu un ordre sans signification. On ne sait pas comment elle l'a interprété. On a seulement constaté qu'elle ne répondait plus. La sonde a chargé d'altitude et ses antennes ne sont plus orientées vers la Terre. Est-elle stabilisée dans une mauvaise position ? Tourne-t-elle sur elle-même ? C'est ce que cherchent à savoir les Soviétiques et tous les chercheurs dont les expériences ont été embaumées sur Phobos-1. Un diagnostic précis de la panne est indispensable pour espérer reprendre le contrôle mais à condition que la sonde ait survécu. Si ses panneaux solaires ne sont plus correctement orientés, les batteries de bord peuvent s'être déjà déchargées, auquel cas c'est une ferraille morte qui se dirigerait vers Mars. Et si le « miracle » a lieu, il est encore possible que certains équipements expérimentaux aient été irrémédiablement dégradés par une température excessive.

Phobos-1 n'était pas seule. Une deuxième sonde, Phobos-2, a été lancée cinq jours plus tard et suit presque la même trajectoire. Sans incident. Or les deux sondes emportent à peu près les mêmes expériences. La mission n'est donc pas définitivement compromise, mais toute défaillance d'un appareil sur Phobos-2 deviendrait très médiocre.

Toutes les expériences n'étaient cependant pas doublées. La mission des sondes Phobos est quadruple : étude de Mars, de son satellite Phobos, du Soleil, de l'environnement interplanétaire. Deux modules devaient se

séparer des sondes au cours de leur survol de Phobos — un lent passage à 30 mètres d'altitude. — L'un pour s'ancrer dans le sol, l'autre pour sauter de place en place. Le premier était présent sur les deux sondes, le second n'a pu être mis que sur une seule. Par chance, il s'agit de Phobos-2.

La plupart des expériences internationales, en particulier celles de la participation française, sont présentes sur les deux sondes. La perte du seul Phobos-1 ne devrait entraîner qu'une réduction du volume des résultats.

MAURICE ARVONNY.

## ÉDUCATION

### M. Jospin remplace les « maîtres-directeurs » par des « directeurs d'école »

Le ministre de l'Éducation nationale a rendu public, mardi 13 septembre, un projet de décret abrogeant et remplaçant le texte de M. Monory qui avait suscité la colère des instituteurs en 1987. Aux « maîtres-directeurs », créés par l'ancien ministre, sont substitués des « directeurs d'école », dont le rôle est redéfini dans le sens d'un fonctionnement collégial de l'école et de son ouverture sur l'extérieur, tandis que sont gommées les formulations jugées autoritaires ou attentatoires au droit de grève par les syndicats.

Les instituteurs candidats à la direction d'école seront sélectionnés après avis de leur inspecteur et « entrent en fonction » avec une commission départementale (et non plus académique) où ne siègera plus ni le recteur ni aucun directeur d'école. Les promoteurs bénéficieront d'une formation avant et non après leurs prises de fonction.

Quant aux directeurs déjà en place, ils pourront être promus après une simple inspection favorable et seront dispensés de l'entretien. Depuis la rentrée 1987, quelque vingt mille maîtres-directeurs ont été nommés sur un total de 49 000 écoles de plus d'une classe. Le SNI se félicite de la disparition de « l'une des dispositions les plus injustes que la profession ait connue » et le SGEN saluait un « acquis important ».

## Licencié par son entreprise à Villefranche-sur-Saône

### Un diabétique se laisse mourir en se privant d'insuline

LYON  
de notre bureau régional

Il ne s'est pas jeté d'un pont, n'a pas ouvert le gaz, n'a même pas laissé un mot pour expliquer son geste. Il a simplement « oublié » à plusieurs reprises de se faire la piqûre bi-quotidienne qui lui était vitale. Plutôt que de se donner la mort, il l'a laissée venir.

Pourtant, pour tous ses collègues de travail des laboratoires Larochette à Villefranche-sur-Saône (Rhône), le décès de Christian Guigon, quarante-deux ans — survenu vendredi 9 septembre à l'hôpital local au terme d'un coma diabétique — n'est rien d'autre qu'un suicide, et sa cause essentielle est, pour eux, tout aussi évidente : la perte d'emploi. « Il a volontairement lâché la rampe au moment où tous s'efforçaient sous lui. L'annonce de son licenciement a été beaucoup plus que la fameuse goutte d'eau... », résume un de ses camarades.

Le cas de Christian Guigon est banal. Terriblement banal. Employé de bureau au laboratoire de contrôle de la société Larochette — ancienne filiale à 100 % du groupe Colgate-Palmolive rachetée début juillet par un industriel, M. René Costivy, — il faisait partie de la « charrette » des soixante-seize salariés dont le licenciement devait intervenir le 23 septembre. Restructuration et concurrence obligent, l'entreprise, une fabrique pour toute la France, des couches-culottes Caline et Tendre avait dû procéder à des opérations successives de compression de personnel. De 730 salariés début 1987, ses effectifs devraient fondre jusqu'à 500 d'ici à l'été 1989. Son poste était supprimé. M. Guigon redoutait le pire en partant en congés. Et, à son retour le lundi 29 août, une lettre recommandée le confirmait dans ses craintes. Le jeudi 1<sup>er</sup> septembre au soir, il craquait et se voyait octroyer un arrêt maladie.

### Personne protégée

Dans un petit logement HLM du quartier de Bédigny à Villefranche-sur-Saône où il vivait seul, Christian Guigon s'est alors laissé glisser vers la destruction, le désespoir. Au point de négliger la seringue qui, chaque matin à 7 heures et chaque soir à 19 h 30, lui permettait d'endiguer son diabète. Une semaine plus tard, lorsqu'à la demande de son fils une

ambulance de sapeurs-pompiers vint le chercher pour le transporter à l'hôpital de Villefranche dans un demi-délire comateux, il évoquait encore ce travail qu'il était perdu.

Militant syndical à la CGT depuis une dizaine d'années, Christian Guigon était élu depuis 1983 au comité d'entreprise et au comité d'hygiène et de sécurité des laboratoires Larochette. A ce titre, il faisait partie des « personnes protégées » dont le licenciement doit être soumis au comité d'entreprise et à l'inspecteur du travail. Le CE ayant émis, le 9 septembre, un avis défavorable — comme pour les sept autres élus ou mandats syndicaux figurant sur la liste des licenciés — il aurait pu bénéficier d'un sursis. Mais cet avis fut notifié à l'heure même où les médecins constataient son décès. C'est en sortant du bureau de la direction que ses camarades en furent informés par le poste de garde.

Personne protégée... mais sûrement pas épargnée par la vie. Outre ses graves problèmes de santé, Christian Guigon avait une situation de famille difficile. Père de trois enfants et divorcé, il avait la charge de son fils aîné de dix-sept ans, pour lequel il cherchait désespérément un emploi d'apprenti cuisinier.

« La direction de l'entreprise aurait dû tenir compte des situations personnelles des gens », indique Alain Gallien, délégué syndical CGT. En 1987, une personne déclassée au rang de nettoyeur « était déjà suicidée » et un ancien licencié est devenu clochard. Malgré son militantisme, Christian était quelqu'un de vulnérable. Quand il a appelé de chez lui pour savoir si, malgré son arrêt maladie, il devait se rendre à une convocation pour les recommander, on lui a répondu : « Oui. Venez pendant vos heures de sortie... ».

Après que la nouvelle de la mort de Christian Guigon se fut répandue dans les bureaux et les ateliers, les équipes ont observé une minute de silence à chaque prise de poste. Tandis que le service de personnel des laboratoires Larochette rendait à tout commentateur face à un décès qu'il « déplore », les syndicats se refusent à « exploiter la disparition d'un camarade », dont ils souhaitent simplement poursuivre « la lutte pour l'emploi et la dignité ». Ils ont toutefois appelé l'ensemble du personnel à assésor à ses obsèques.

ROBERT BELLERET.

## ENVIRONNEMENT

### Un gigantesque incendie aux Etats-Unis

### Le parc de Yellowstone en flammes

WASHINGTON  
correspondance

Le président Reagan a décidé d'envoyer trois de ses principaux ministres en mission dans le parc national de Yellowstone (Wyoming) ravagé par un incendie de forêt qui a pris d'énormes proportions. Sur les 800 000 hectares du parc — l'équivalent d'un département français — plus de 300 000 ont été brûlés malgré l'intervention de dix mille pompiers. Les flammes menacent maintenant un des hauts lieux du tourisme américain, le

### Au Pérou

### Le feu ravage le Machu Picchu

Le Machu Picchu, site touristique le plus visité du Pérou, est en passe de perdre sa toison verte. Depuis le 7 août, le feu ravage, en effet, les pentes abruptes de cette région isolée — quelque 32 000 hectares protégés pour leur richesse naturelle en faune et flore, mais aussi pour le site archéologique où subsistent temples et murailles incas. Les vestiges incas ne sont pas encore menacés, car le principal foyer se trouve à une vingtaine de kilomètres des ruines, près de la voie ferrée qui constitue l'unique moyen d'accès au site.

Des experts canadiens et français, spécialisés dans la lutte contre l'incendie, s'efforcent d'aider les autorités locales à combattre le feu, mais les escarpements de ce que les Péruviens appellent le « nid de condor » sont pratiquement inaccessibles. Les seuls replats sont les terrasses cultivées il y a plus de cinq siècles par les Incas. Le relief, dans ces montagnes effilées, interdit tout recours aux Canadair. Seuls les hélicoptères bombardiers d'eau peuvent intervenir, mais leur capacité d'emport est insuffisante. En outre, le fleuve qui coule au fond de la « vallée verte », l'Urubamba, est difficile à atteindre dans la jungle.

Alors que le feu continue à se propager par plaques, les pompiers découvrent chaque jour des animaux brûlés ou asphyxiés, notamment des dinosaures et des perroquets. Les autorités craignent la disparition d'espèces rares comme l'ours, certains serpents et même de forêts presque naïves. — (AFP.)

fameux « Old Faithful », le grand geyser jaillissant à intervalles réguliers. Les hôtels avoisinants sont également en danger. Les autorités ont dû évacuer de force les visiteurs et une partie des employés du parc. L'incendie est favorisé par des circonstances exceptionnelles : il y a dix-huit ans qu'il n'avait pas fait aussi sec, et les rafales de vent atteignent 100 kilomètres à l'heure.

La situation oblige maintenant à un déploiement exceptionnel de moyens : intervention d'hélicoptères et appel aux volontaires pour se joindre aux soldats qui aident les pompiers. Une violente controverse oppose, en effet, les communes riveraines aux services du parc. Les rangers estiment que le feu est un phénomène naturel qui joue son rôle dans l'écosystème du parc. Leur jactance était donc de laisser courir les flammes tout en limitant le sinistre par des contre-feux. Les habitants de leur côté, pensent qu'il fallait contrôler l'incendie en raison des conditions météorologiques, et que cela nécessitait des efforts importants. Écologistes et biologistes soutiennent les rangers, car ils escomptent une extension des prairies, donc des animaux, après la destruction des forêts.

Jusqu'à présent, le désastre a coûté 51 millions de dollars (plus de 300 millions de francs) aux contribuables, et le Service des forêts prévoit que ses ressources seront bientôt épuisées. Les revenus du tourisme ne pourront compenser cette perte, car on s'attend à une diminution de 50 % du nombre des visiteurs par rapport à l'an dernier. (On en comptait 115 000 en 1987, qui ont acquitté un droit d'entrée de 10 dollars par voiture). Néanmoins, pour quelques centaines de curieux, le feu est devenu une attraction majeure. Des visiteurs venus de tous les États de l'Union, et même d'Europe, veulent voir se consumer le plus vieux et le plus visité des parcs nationaux. « Les désastres naturels attirent du monde », observe cyniquement les commentateurs. Les plus avisés d'entre eux vendent des tee-shirts ornés d'inscriptions d'un humour discutable : « Le dernier sort du parc, s'il vous plaît, éteignez l'incendie ! ». Sur d'autres, on voit un ours tenant des ossements humains entre ses pattes et disant : « Envoyez-moi d'autres pompiers, les derniers étaient délicieux ».

HENRI PIERRE.



## Laboratoires sur minitel

Tapez 3615 code SUNK, et branchez-vous sur Télélab. Ce service est un annuaire de la recherche publique, une banque de données créée par le ministère de la recherche et de la technologie. En se connectant sur ce service, on peut retrouver l'intitulé d'un laboratoire, ses activités, le nombre et le nom des chercheurs et des autres personnels qui y travaillent, ses techniques et son matériel, son adresse, son numéro de téléphone et ses publications. Une encyclopédie de la recherche française sur écran.

A l'origine de ce service télématique se trouve un inventaire national des laboratoires de recherche, consulté au ministère. A partir de ce gigantesque travail, un fichier décodé à une exploitation interne a été créé. Puis, les responsables de cette somme ont pensé qu'une telle information pouvait rendre service au public. Des questionnaires précis ont été envoyés aux organismes et aux universités pour remplir les pages minitel.

« Au départ nous pensions que les universitaires seraient les premiers intéressés », explique Martine Choukroun, productrice de la banque de données. En fait nous attirons les scientifiques qui sont dans le fichier et beaucoup de PME. Les industriels découvrent les scientifiques de leur région, recherchent ou vendent du matériel. Ils débattent même des chercheurs pour leur société. A Télélab est un succès, puisqu'il est la première banque de données du serveur Sunnet, avec 200 heures de connexion par mois.

Th. Bd.

Ministère de la recherche et de la technologie, 1, rue Descartes, 75231 Paris Cedex 05. Tél. : 45-34-35-77.

### ● Télécom

M. Jean Hart, qui était jusqu'à présent directeur du plan et du budget à la direction générale d'Ille-de-France de France-Télécom, est nommé directeur de l'Ecole nationale supérieure des télécommunications, en remplacement de M. Jean-Claude Merlin.

### ● Films médicaux

La première Biennale internationale du film médical, « Film 88 », aura lieu, du 14 au 17 septembre, à la faculté de médecine de l'université

d'Amiens. 200 films médicaux français et étrangers seront présentés.

(Faculté de médecine, université de Picardie, 12, rue F.-Pitt, 80000 Amiens. Tél. : 22-81-79-83.)

### ● Droit de la mer

Le Centre de droit et d'économie de la mer de la faculté de droit de Brest organise les 8, 7 et 8 octobre un colloque international sur « la communauté européenne et la mer ».

(CEDM, faculté de droit, BP 331, 29273 Brest Cedex. Tél. : 98-47-63-62.)



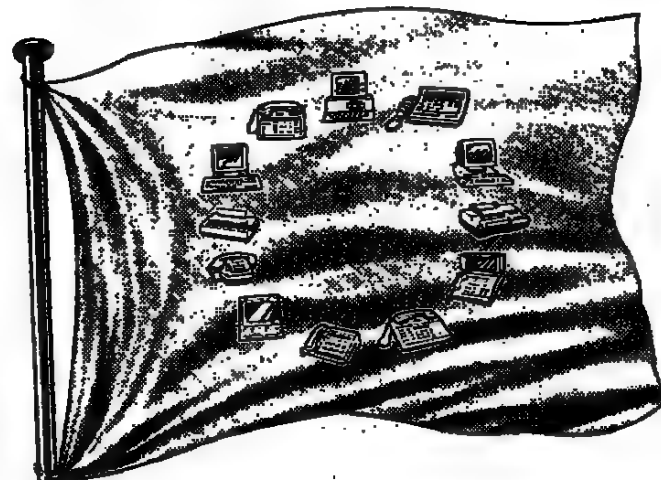
# BRANCHEZ-VOUS SUR L'AVENIR.



Jeumont Schneider en France et Télénorma, filiale de Robert BOSCH en Allemagne, se sont alliés pour créer en Europe une nouvelle entreprise qui est en mesure de vous offrir dès aujourd'hui :

- des équipements bureautiques et téléphoniques allant de 2 à 12.000 lignes.
- une garantie de pérennité de ces équipements dont les normes sont celles du RNIS (Réseau Numérique à Intégration de Services).
- une capacité d'innovation exceptionnelle avec un budget Recherche et Développement de 3,8 milliards de francs.

**J.S. TELECOMMUNICATIONS**  
L'Alliance Jeumont Schneider Bosch



J.S. TELECOMMUNICATIONS  
31/32, Quai de Dion-Bouton  
92811 Puteaux Cedex.  
Tél. (1) 42.91.61.23  
Télex 610.425 MELEC F

هكذا من الأصل



# Culture

## ARTS

Carl André, Joël Shapiro et Tony Cragg

### Constructions, reconstructions

Trois sculpteurs exposent en même temps. Ainsi se trouve tracée une histoire en résumé des vingt dernières années de leur art.

Au commencement de la sculpture fut la bûche de bois, cylindre ou parallélépipède grossier. Au commencement et à la fin de l'art de Carl André est le parallélépipède de bois, premier et dernier mot d'un travail qui s'empêche depuis près d'un quart de siècle à réduire la statue à son degré zéro.

Dans les années 60, on appelait ce réductionnisme « minimalisme » et André en était l'un des maîtres les plus acharnés, c'est-à-dire les plus ascétiques. Il n'a pas changé. La très vaste pièce que l'on voit aujourd'hui à Paris (1), sorte d'allée couverte en billes de cône soie qui ressemblent à des traverses de chemin de fer, date de 1980. Elle pourrait dater de dix ans plus tôt : le minimalisme géométrique de Carl André est immuable et donc répétitif. Son

œuvre appartient au passé ou aux musées d'art contemporain.

Sans doute cette œuvre a-t-elle intéressé Joël Shapiro, à ses débuts en tout cas. Si André incarne à merveille la génération de ceux qui crurent nécessaire de détruire leur discipline, Shapiro (2) ne représente pas moins bien la génération suivante, celle des artistes américains engagés dans la reconstruction de la statue.

Des volumes simples et droits, de métal ou de bois, tels sont les éléments de base. Il les associe, les place en équilibre et en déséquilibre, fond en bronze certains assemblages, leur en adjoint d'autres par soudure, varie tailles et angles pour obtenir de la sorte les figures d'une géométrie en constant renouvellement.

Allusions anthropomorphes et évocations d'architectures s'introduisent dans ces exercices de composition d'une étonnante légèreté, qui miment la chute, le bond, et évitent toute pesanteur comme tous esprit de système. Le jeu des parties et du grain du bronze introduit des

différences de surface et de lumière qui ajoutent à la subtilité des pièces récentes. Avec élégance, avec invention et tout en rendant hommage à quelques glorieux aîeux, Talline et David Smith par exemple, Shapiro crée des œuvres puissantes, parmi les meilleures de la sculpture actuelle.

#### Du simple au complexe

L'évolution de Tony Cragg le mène lui aussi, quoique d'une manière toute différente, du simple vers le complexe. Ayant acquis la gloire grâce à des assemblages de débris dont l'unité était fondée sur la couleur ou le matériau — des fragments jaunes tous ensemble, des fragments de meubles rangés par ordre de taille — Cragg a délaissé ces exercices en forme de collections.

Quatre œuvres récentes (3), deux de bronze, une en plâtre, une en bois, le montrent décidé à utiliser toutes les ressources du modelage, du polissage et du dessin. Chacune obéit avec un bonheur égal au principe de la surprise. Surprise

quand Cragg fait fondre une sorte de vase démesuré ou une énorme coquille d'escargot qui finit en morsure d'ébéniste.

Surprise encore quand il exécute une sorte de gros objet de bois qui peut ressembler de loin à quelque monstrueux tonneau et se ressemble à rien de connu de près. Surprise enfin quand il dispose adroitement des disques de plâtre sur un piédestal cassé et les entoure de fasciaux ébréchés. Fossiles, vestiges d'un déluge, pure fantaisie féminine sans grande nécessité ? Quoique installés fort à l'étroit, ces œuvres sont de celles qui font s'interroger et qui témoignent de la liberté d'inspiration de leur auteur. Chacun à sa manière, Cragg et Shapiro affirment la vitalité de la sculpture contemporaine.

PHILIPPE DAGEN.

(1) Galerie Yves Lambert, 5, rue du Croisier-Saint-Lazare, jusqu'au 13 octobre.

(2) Galerie Daniel Templon, 30, rue Beaubourg, jusqu'au 12 octobre.

(3) Galerie Crouel Robinet, 40, rue Quincampoix, jusqu'au 21 octobre.

### Pages à prix d'or

Septembre est habituellement l'époque des galops d'essai pour les ventes parisiennes. La dispersion de 195 livres, dont 10 manuscrits rares datant du treizième au seizième siècle, devrait bousculer quelques peus les traditions.

Aujourd'hui, les manuscrits les plus précieux sont pour la plupart à l'abri derrière les vitrines des musées ou bibliothèques nationales et se font rares sur le marché. Cet événement ne devrait pas manquer d'intéresser les quelque trois cents grands bibliophiles français et étrangers de la Librairie ancienne et moderne, réunis la même semaine en congrès à Paris.

La présence (parfois ingrate) d'un nombre important de reliures ne devrait pas empêcher la vente d'une Bible du treizième siècle sur velin, à plus de 120 000 F. Cet exemplaire rare se distingue par ses lettres historiées dans la marge, d'une rare fraîcheur, fragilité d'un Christ, aux épaules étroites, pieds et mains allongés, dessinés sur un fond or au début du livre de la Genèse, qui rappellent en tout point les vitraux des cathédrales.

L'absence de perspective n'est plus de mise au siècle suivant comme on peut l'observer dans un très beau livre d'heures à l'usage de Rome, exécuté par des artisans parisiens ayant travaillé pour Charles V. Paris jouit alors d'une réputation internationale pour ses miniatures, véritables petits tableaux avec encadrement tricolore qui occupent désormais des pages entières. Les scènes bibliques sont adaptées au goût du jour. Ainsi, dans l'adoration des mages, le plus jeune des rois, a revêtu un justaucorps à la mode des années 1390. Ce manuscrit sur parchemin avec ses douze peintures pourrait être l'œuvre d'un artiste néerlandais du premier quart du quinzième siècle. Ne surprenez donc pas à son estimation élevée : 900 000 F.

Plus rares encore sont les chroniques historiques, de chevalerie ou de littérature courtoise, comme le *Roman de la rose* de Guillaume de Lorris et de Jean de Meung. Rédigé au treizième siècle, ce texte exerça une influence profonde sur les conceptions de l'amour médiéval. Deux siècles plus tard, il était toujours une source d'inspiration comme en témoigne une version exécutée dans le nord de la France vers



Scène de « l'Adoration des mages » (Paris, 1390). Estimation : entre 800 000 et 900 000 F.

1450. Celui-ci est, avec l'exemplaire déposé à la bibliothèque de Valence, le volume du *Roman de la Rose* le plus richement illustré que nous connaissons (1 500 000 F.).

A partir des années 1450 et pendant encore plus de soixante ans, les livres imprimés et les manuscrits coexistèrent parfaitement en Allemagne, en Italie, en France et aux Pays-Bas. Tel ce bréviaire franciscain qui fut exécuté dans le sud des Flandres. Il est évalué 600 000 F. Plus modestement, un livre d'heures de Lyon du début du seizième siècle, avec ses encadrements à colonnes antiques et angelots, traités à l'or mat pourrait trouver preneur aux alentours de 180 000 F.

Mais peu à peu, les imprimés détruisent les manuscrits. Dès la fin du quinzième siècle, on recense déjà environ vingt millions d'incunables soit près de trois cent mille titres, pour la moitié d'essence religieuse.

Au dix-septième siècle, la gravure remplace définitivement la miniature. Le style baroque venu de Hollande, avec ses frontispices ou titres gravés, triomphe. C'est l'époque où le roi Louis XIII et les grands de sa cour se piquent de bibliophilie. Le cardinal de Richelieu, fondateur de l'Académie française et instigateur de l'imprimerie royale du Louvre « à la gloire de la France et à l'honneur des lettres », écrit en 1641, avec Desmarests de Saint-Sorlin, *Mirame*, une tragédie qu'il fit imprimer à ses frais. Elle est ornée d'un frontispice et de cinq très belles planches doubles gravées à l'eau-forte par Etienne Dela Bella (entre 12 000 et 15 000 F.).

Plus sobre mais historiquement précieuse, l'œuvre d'Abraham Vaez, *Arbol de vidas en el qual se contienen los dinim mas necesarios que deve observar todo Ysaac* est datée de l'an 5452 (1693). Son auteur (espagnol), dont on sait peu de chose, nous livre les règles que se devaient d'observer les juifs espagnols convertis (les maranes) qui continuaient à pratiquer leur religion en secret dans l'Espagne de l'inquisition. Cet ouvrage édité à Amsterdam, refuge de la communauté sépharade, pourrait partir à 60 000 F.

de 1985 à 1988, adjointe à la délégation des arts plastiques.

● Londres a peur des leçons de Jean-Michel Jarre. — Le spectacle musical et pyrotechnique que Jean-Michel Jarre donnera depuis les docks de Londres, le 24 septembre, vient d'être interdit par les autorités de la ville. Celles-ci craignent les risques d'incendie et les perturbations de la circulation. 100 000 billets avaient déjà été vendus à un prix allant de 12 livres et demi à 30 livres (de 130 à 330 francs). « Je promets à tous ceux qui ont acheté un billet qu'ils me verront en concert », a déclaré le musicien français.

#### EN BREF

● M<sup>me</sup> Monique Barbaroux, nouveau directeur général de la Comédie-Française. M<sup>me</sup> Monique Barbaroux a été nommée par le ministre de la culture directeur général de la Comédie-Française, poste qu'occupait Patrick Dewaure auprès de Jean La Plante. Administrateur civil, elle assurera la gestion administrative de la société aux côtés d'Antoine Vitez, nouvel administrateur général chargé de la direction artistique. Diplômée de Sciences-Po et de l'ENA, M<sup>me</sup> Monique Barbaroux a appartenu à la direction de la musique, à la direction du théâtre et des spectacles. Elle a été ensuite sous-directrice de l'aide à la création puis,

هكذا من الأصل

Clichés d'intérieur de Lynne Cohen

### Territoires occupés



« Model Living Room », par Lynne Cohen

Entre l'archéologie documentaire et l'investigation policière, d'hallucinants portraits de notre espace social.

La photographie des lieux est devenue un genre à part entière en Amérique. Suivant l'exemple de Chaucer Hays, Amy Arbus et l'actrice Diane Heston lui ont consacré tout un album. C'est le cas aussi de Lynne Cohen, quarante-trois ans, Américaine, née à Toronto (1).

Peintre et sculpteur, elle parcourt durant des mois le nord des Etats-Unis pour photographier des lieux publics : hôpitaux, salles de fêtes et d'expositions, usines, bureaux, gymnases, halls d'immeubles ou d'hôtels, laboratoires, piscines. Standardisés, fonctionnels et collectifs, ces espaces artificiels et désolés de l'environnement moderne sont inspectés en toute objectivité.

Eclairé froidement, cadré frontalement, le décor est traité, telle une nature morte, par un opérateur neutre qui s'interdit toute manipulation.

Mais, même s'il se agit de la présence des occupants, les objets, meubles et accessoires acquièrent, à force d'insistance, autant de caractère que les traits d'un visage.

Tenue en respect par un observateur distant, ces sensorielles s'écroulent sous leur aspect irréprochable une vie cachée qui les rend fascinants. Ils distillent parfois un humour involontaire, lorsqu'il s'agit d'un local qui sert de morgue ou du centre d'entraînement d'une école de police.

Réalisée dans les années 70, cette série est inédite en France. Cernée par des cadres en formes dessinées par l'auteur, la présence des dix tirages noir et blanc, grand format, est si intense que le local de la galerie qui les contient (2) paraît lui-même en faire partie.

PATRICK ROGERS.

(1) Lynne Cohen, « Occupied Territory », textes de David Byrne et David Mellor. Edité par William Ewing, éd. Aperture, N.Y.

(2) Galerie Santa Soana, 2, impasse des Bourdonnais, Paris-1<sup>re</sup>, jusqu'au 15 octobre.

Artistes contemporains en Quercy

### Un musée Zadkine et un atelier Lurçat

Le sculpteur Ossip Zadkine était très attaché au Quercy. Il y avait épousé, en 1920, le jeune peintre Valentine Prax et tous deux y revenaient souvent l'été. Lorsqu'ils eurent quelques sous, ils achetèrent, en 1934, une maison paysanne aux Arques (Lot), un bourg caché entre Gourdon et Cahors. Un tout petit logis, mais une vaste et haute grange, « le rêve d'un sculpteur », écrit-il, auquel il resta très attaché toute sa vie, même lorsqu'il s'exila aux Etats-Unis, sous l'occupation nazie.

Cette maison a été transformée en musée Zadkine. Y sont installées quelques-unes de ses œuvres majeures, sculptées ici : *Ophélie*, une Diane polychrome, mais aussi des dessins, des gravures, des tapisseries tissées à Aubusson et des œuvres de Valentine Prax.

La collection exposée provient du musée Zadkine de la rue d'Assas :

elle a été mise à la disposition des Arques par la Ville de Paris, léguée universelle du sculpteur. Le conseil général du Lot, à l'origine de cette antenne locale, entend mener grâce à ce musée toute une activité au profit d'artistes contemporains.

Le même conseil général a aménagé cet été un autre atelier-musée, consacré à Jean Lurçat, celui-ci, dans les tours Saint-Laurent, qui surplombent Saint-Céré.

L'artiste y résida jusqu'à sa mort, et M<sup>me</sup> Simone Lurçat, sa veuve, a légué l'ensemble au département. Le logis avait été organisé et décoré par Lurçat lui-même ; quelques grandes tapisseries, mais aussi des dessins, des peintures, des photographies, des documents nombreux, font revivre l'intimité d'un artiste à la complexité finalement incommode.

GEORGES CHATAIN.

#### Lunettes et bottines

La collection d'Elton John a finalement été vendue à Londres pour presque 5 millions de livres, soit près de 50 millions de francs (le Monde du 7 septembre). Un vent de folie a soufflé sur les accessoires du chanteur : une paire de lunettes portant le nom d'Elton, adjugée 99 000 F, une autre, en forme de note de musique, 38 200 F.

Un juke-box Wuritzer des années 40 est parti à 178 000 F. Quant à la célèbre paire de bottines Doc Martens, du film Tommy, elles furent rachetées par son fabricant d'origine pour 121 000 F. La plus grosse acheteur pour cette vacation fut le Hard Rock Cafe de Los Angeles. La vente des objets Art nouveau et Art déco dépassait à elle seule les estimations pour l'ensemble de la vacation, grâce aux enchères des Japonais et des Américains.

ALICE SEDAR.

\* 16 septembre, Hôtel George-V, 20 h 30.

1988-1989 ORCHESTRAL DE PARIS

ENSEMBLE

ABONNEMENT

NUMERO VERT 05.42.67.57

DEPLIANT GRATUIT

MAIRIE DE PARIS

Coucou International de Trompette

MAURICE ANDRÉ

Stèle Moyal

Jeu 15 septembre - 20h30

Grand concert d'ouverture

Maurice André

Ensemble Orchestral de Paris

Direction: Philippe Bender

16-21 septembre

Spécialité d'orchestre

23 septembre - 18h30

Extrait finale

avec l'Orchestre Philharmonique des Pays de la Loire

Direction: Marc Sautet

Closée de notes publiques

Exposition d'instruments

Renseignements: (01) 43 06 88 76



## Culture

### MUSIQUES

Au quinzième Salon de La Villette

## Synthétiseurs sans révolution

Plus performant, plus puissant, moins cher.

Voilà qui peut résumer la cuvée 1988 présentée par les fabricants d'instruments électroniques réunis au Salon de la musique à La Villette.

On est loin de la grande période technologique et commerciale d'il y a cinq ans. Il s'agit avant tout pour les concepteurs et les industriels comme Yamaha, Roland ou Casio de rentabiliser les énormes investissements faits dans le domaine de la recherche musicale. Il faut donc vendre et proposer au public des produits soigneusement ciblés, mais sans véritable surprise. Du coup, la plupart des appareils situés dans la gamme grand-public se ressemblent fortement. Les sonorités sont à peu près identiques, seuls quelques gadgets et accessoires font la différence.

Le concept du synthétiseur est la création de sonorités d'origine électronique est abandonné. En effet, les échantillonneurs ont permis aux musiciens de créer leurs sons en partant non plus de formes d'ondes mais de courts extraits de sons naturels (piano, voix, cuivres, etc.) mémorisés et directement accessibles au clavier.

D'un prix d'achat élevé, et donc réservé aux professionnels, l'échantillonneur est aujourd'hui accessible à tous. Le mini-clavier polyphonique Casio SK 5 (deux octaves et demi, fonctionnement sur piles, haut-parleur incorporé) permet d'échantillonner quatre sons de 0,7 seconde pour un prix inférieur à 1 000 francs. Pour environ 35 000 francs, Akai propose le S 1000, un échantillonneur haut de gamme fonctionnant au standard du compact-disque (fréquence de 44,1 kHz) et stéréo. Le boîtier de cet appareil abrite un micro-ordinateur 16 bits et 2 mégabits de mémoire. L'ensemble permet de gérer jusqu'à 16 canaux d'échantillonnage distincts en polyphonie. Les sons sont mémorisés sur disque après numérisation.

Le disque compact est également une source inépuisable de sons. Plusieurs éditeurs ont mis à leur catalogue des collections de CD spécialement destinées aux possesseurs d'échantillonneurs. Les plages de ces disques regroupent des centaines d'extraits musicaux, de notes d'instruments et d'effets sonores (explosions, bruits industriels, orages, vent, tempête, avertisseurs, etc.), prêts à être mémorisés sur l'échantillonneur. A signaler, tout particulièrement, les sons des synthétiseurs de la collection Prosimus importés par Musio-Land (800 F le volume), ainsi que la collection de l'éditeur canadien Mac Gill, importé par Numéra (trois volumes dont l'un, remarquable, consacré aux percussions).

### Station de travail

Echantillonneur et synthétiseur ne se conçoivent plus actuellement sans un environnement d'équipements périphériques. Grâce à l'interface et la liaison MIDI (Musical Instrument Digital Interface), tous ces équipements peuvent échanger des informations de contrôle multipliant ainsi considérablement la puissance de l'installation. Le processus d'effets, le séquenceur et la boîte à rythme numérique sont sans conteste les accessoires les plus utiles dans le cadre d'un petit studio personnel.

Le constructeur américain Lexicon a réussi à miniaturiser au format d'un livre de poche un processeur (LFX 1, environ 4 500 F) entièrement programmable, dont les effets de réverbération et de doublage (chorus) sont d'un réalisme exceptionnel. Chez Yamaha, la batterie électronique se porte désormais en bandoulière. Le modèle DD 10 fonctionne sur piles. Il possède huit mini-

surfaces de frappe (pads), déclenchant une banque de sons de percussions numérisées. Bien entendu, les rythmes joués sur les pads sont mémorisés par l'appareil. Le tout sort en stéréo sur deux haut-parleurs, et pèse moins de 1 kilo.

Les constructeurs tentent de regrouper tous les éléments disparates qui composent le studio personnel de base en un seul et unique appareil. Ils suivent en cela l'exemple des studios de production musicale professionnels équipés de « workstation » (station de travail) audio-informatique. Bien entendu, il est impossible de comparer la puissance d'une station de travail haut de gamme Fairlight ou Synclavier (1,5 million de francs) avec le clavier Korg M1 (14 000 F) ou Roland D 20 (moins de 10 000 F). Pourtant, ce nouveau type de machine « tout en un » a de quoi séduire.

La génération du son diffère selon les deux appareils. Le D 20 Roland utilise la synthèse linéaire, nettement plus facile à programmer que la classique synthèse FM. Les sonorités sont chaudes et les combinaisons entre générateurs de sons synthétiques et sons d'origine naturelle très vastes. Les sonorités du Korg M1 sont également programmables, mais en partant d'une centaine de sons numérisés (technique PCM) présélectionnés. Oscillateurs, filtres, générateurs de formes d'onde et d'enveloppe, permettent de remodeler complètement l'échantillon d'origine jusqu'à obtenir des sonorités entièrement inédites.

L'intégration du générateur d'effets représente également un progrès très sensible. En effet, la réverbération, le délai, l'harmonisation, font vraiment partie de la conception du son de base. Ainsi, la programmation des effets est réalisée en parfaite symbiose avec la « piste sonore » initiale. Ces deux stations de travail marquent une réelle étape, notamment sur le plan micro-électronique.

Le Salon de la musique 1988 marque enfin le fin de retour de la synthèse additive. Ce mode de fabrication du son artificiel est très certainement le plus puissant parmi la bonne dizaine d'autres couramment employés (synthèse FM, synthèse linéaire, etc.). Seul inconvénient, l'addition de fréquences par l'intermédiaire de plusieurs centaines d'oscillateurs exige une vitesse et une puissance de calcul qu'il est impossible d'obtenir sur des appareils courants.

Le système américain Axel relève un double défi, technologique et financier. Pour une fourchette de prix allant de 150 000 à 300 000 F selon les versions, ce système en temps réel utilise entre 128 et 1 048 oscillateurs pour « traduire » n'importe quel son, d'origine synthétique ou naturelle, et le re-synthétiser sous forme additive. Les avantages sont alors évidents. Les capacités de traitement des éléments sonores n'ont, par la richesse et la finesse des timbres, strictement rien à voir avec ce que permettaient les synthétiseurs conventionnels. Le mode d'accès à fait l'objet d'une étude poussée.

Les multiples modes de programmation de l'écran permettent par simple effleurement d'un doigt ou la pose de la main de contrôler en temps réel n'importe quel paramètre (enveloppe, filtres, etc.). Ce écran fait partie d'un terminal de contrôle dont toute référence informatique type clavier d'ordinateur est soigneusement bannie. Pas de touches multifonctions, ni de menu arborescent. Les commandes sont actionnées par de simples boutons. Un clin d'œil aux années 60 et au design des synthétiseurs analogiques. Mais quel bonheur !

DENIS FORTIER.

### LIVRES

« Savoir » en hausse, littérature en baisse

## Une bonne année 1987 pour l'édition

Même si la littérature générale donne des signes de faiblesse persistante, l'édition, dans son ensemble, a connu une bonne année 1987, avec un chiffre d'affaires en hausse de 7,8 % (soit 3,8 % en francs constants), la plus forte progression des dix dernières années) qui atteint 10,7 milliards de francs.

Ces indications du Syndicat national de l'édition, publiées par *Livres Hebdo*, confirment que le marché intérieur français (+ 8,6 %) est plus dynamique que l'exportation (+ 2,6 %), notamment en raison des problèmes rencontrés au Maghreb ou en Afrique, et de la baisse du dollar. La baisse prévue (de 7 % à 5,5 %) de la TVA ne peut que renforcer ce dynamisme, même si les éditeurs restent prudents sur ses effets possibles.

Parmi les 30 982 titres produits (contre 30 424 en 1986), les nouveautés (13 530 titres) et les nouvelles éditions (3 133 titres) progressent plus vite que les réimpressions (14 319 titres), en quasi-stagnation. Avec 151 millions d'exemplaires, ces réimpressions ont même diminué en volume de 1,8 %. Toutefois, le total des exemplaires produits progresse de 2 millions, pour atteindre 366 millions, grâce aux nouveautés (151 millions d'exemplaires) et aux réimpressions (64 millions).

Par secteurs, et en francs constants, les encyclopédies et les dictionnaires affichent les meilleurs résultats (+ 13,8 %), suivis par les livres scolaires (+ 7,3 %), qui sont en particulier tirés, pour la deuxième année consécutive, par les changements de programmes affectant, en 1987, les classes de cinquième et de seconde. Les livres pour la jeunesse (+ 1,3 %) et les livres pratiques (+ 0,6 %) maintiennent globalement leur position. Encore faut-il distinguer par exemple, à l'intérieur des sciences humaines, la situation favorable des sciences politiques et de l'économie, alors que la religion et l'écotisme font moins recette. La situation est tout aussi contrastée à l'intérieur du secteur scientifique et technique, qui accuse la plus forte baisse globale (- 3,1 %) : la gestion ou les techniques appliquées tirent leur épingle du jeu, alors que les sciences pures ou la médecine sont les plus touchées. Quant à la littérature générale, elle baisse de 0,8 %. Les raisons de cette désaffection qui touche en premier lieu le roman sont connues : diminution de la durée de vie des nouveautés, impact moins fort des best-sellers, tirages en baisse depuis 1983. Cette tendance est d'ailleurs européenne.

M. C. L.

MUSEE D'ART MODERNE DE LA VILLE DE PARIS  
11, avenue du Président-Wilson — 75016 Paris  
16 SEPTEMBRE — 2 OCTOBRE 1988 — 18 H 30

## INTÉGRALE PIERRE HENRY en 15 concerts

avec le concours de Martine Viard et Jean-Paul Farre  
LOC. : 3 FNAC, 50 F — ETUDIANTS : 30 F  
Renseignements : 45-72-41-01

## KIKOÏNE - YANKEL CHANA ORLOFF AU MUSÉE BOURDELLE

16, rue Antoine Bourdelle - M° Montparnasse  
Tous les jours sauf lundi, de 10 h à 17 h 40  
du 2 juin au 2 octobre

SALLE PLEYEL  
ALBERT SARFATI  
présente

## Saison 1988-1989 NEW YORK PHILHARMONIC ORCHESTRA

direction : ZUBIN MEHTA  
ZWILICH - SCHUBERT - STRAVINSKY  
Parraine par la CITICORP/CITIBANK  
Lundi 9 septembre 1988 à 20 h 30  
FESTIVAL MOZART

## LES VIRTUOSES DE MOSCOU ET LES CHŒURS ORFEON DONOSTIARRA

direction et soliste  
VLADIMIR SPIVAKOV  
solistes  
ARAKSIA DAWTIAN (Soprano)  
JOSE ANTONIO VEGA (Ténor)  
JOSE ANTONIO CARRIL (Baryton)  
ITXARO MENTKAKA (Alto)  
et  
KISIN  
jeune prodige soviétique  
Dimanche 6 novembre 1988 à 20 h 30  
GEWANDHAUSORCHESTER  
DE LEIPZIG

direction : KURT MASUR  
WAGNER - MAHLER (Solistes : KARL MEHLIG) - BEETHOVEN  
Dimanche 4 décembre 1988 à 20 h 30  
BOSTON SYMPHONY ORCHESTRA

direction : SEIJI OZAWA  
MAHLER  
Parraine par NEC  
Vendredi 28 et Samedi 29 avril 1989 à 20 h 30  
ORCHESTRE PHILHARMONIQUE  
DE LENINGRAD

directeur  
YURI TEMIRKANOV  
Vendredi 15 septembre 1989 à 20 h 30  
CHICAGO SYMPHONY ORCHESTRA

direction  
SIR GEORG SOLTI  
SCHUBERT - CHOSTAKOVITCH  
Lundi 18 septembre 1989 à 20 h 30  
ORCHESTRE PHILHARMONIQUE  
DE BAMBERG

direction : GEORGES PRÊTRE  
BRAHMS - REQUIEM  
Samedi 2 décembre 1989 à 20 h 30  
LES VIRTUOSES DE MOSCOU

direction  
VLADIMIR SPIVAKOV  
Dimanche 17, lundi 18 et mardi 19 décembre 1989 à 20 h 30  
L'ORCHESTRE, LES CHŒURS  
ET LES SOLISTES  
DE L'OPÉRA DU BOLCHOI

direction  
ALEXANDRE LAZAREV  
VERDI - REQUIEM  
Location Salle Pleyel  
Part téléphone : 45 63 88 73 (13 h - 18 h) 45 61 06 30 (9 h - 18 h)  
Agences et 3 FNAC

### CALENDRIER DES ADMINISTRATEURS DE CONCERTS

### FESTIVAL HAYDN QUATUORS

SALLE FAVART OPÉRA COMIQUE Mardi 20/9 13 h - 19 h Mercredi 21/9 13 h - 19 h Jeudi 22/9 13 h - 19 h Vendredi 23/9 13 h - 19 h Samedi 24/9 13 h - 19 h (p.a. Valois)	13 h XANDRUSSEY 19 h MARTINU 13 h PARSIS 13 h SMON 19 h YSAÏE 13 h ARPEGGIOME 19 h LUDWIG 13 h ANNICKI 19 h MAURFRED
---	--

J.-S. BACH  
Sonates  
Violon  
Anne-Claude VILLARS  
Clavecin  
Lawrence BOULAY

ORCHESTRE  
DE PARIS  
Dir. : Gemyon  
BYCHKOV  
Sol. : Shura  
CHERKASSKY  
STRAUSS, MAHLER

MOZART  
Airs de concert  
Symphonies - Overtures  
Soprano : ELIZABETHA  
SZMYTKA  
ORCHESTRE  
DU THÉÂTRE ROYAL  
DE LA MONNAIE  
DE BRUXELLES  
Dir. : SYLVAIN  
CAMBRELING

FORUM  
INTERNATIONAL  
DU QUATUOR  
A CORDES  
Le 18, Quatuor  
BRANDS  
Eugénie  
AMADEUS  
BEETHOVEN  
BRAHMS, BARTOK  
Le 20, Quatuor  
ENESCO  
JAMACEK, HERSANT  
BARTOK  
Le 21, Quatuor  
FRANCISCA  
BEETHOVEN  
BARTOK  
Le 22, Quatuor  
ARDETTI  
B. MITCHELL, sop.  
SCHONBERG, DESO  
WEINER, BARTOK  
Le 23, ORCHESTRE  
JEUNES QUATUORS  
Dir. : FÉLIX GALIMOV  
SCHUBERT  
WOLF, HAYDN  
Le 24, ENSEMBLE  
AMADEUS  
H. BEYERLE, alto  
B. PLUDERMACHER  
MOZART, BRAHMS  
SCHUMANN

ORCHESTRE  
DE  
PARIS

Directeur Musical Daniel Barenboim  
Directeur Général Pierre Vozlinsky

SALLE PLEYEL 20H30  
28, 29, 30 septembre  
Daniel Barenboim, direction  
Claudio Arrau, piano  
Beethoven, Wolf, Boulez

RENSEIGNEMENTS - LOCATION  
SALLE PLEYEL : 45 63 07 96

## 15. SALON INTERNATIONAL DE LA MUSIQUE



10.000 INSTRUMENTS  
PLUS DE 800 MARQUES FRANÇAISES  
ET ÉTRANGÈRES  
L'ÉDITION MUSICALE  
ET LES CONCERTS DU SALON  
AVEC LA PARTICIPATION DE LA CSF  
CHAMBRE SYNDICALE DE LA FACTURE INSTRUMENTALE  
ORGANISATION BERNARD BECKER COMMUNICATION  
161 BD LEFEBVRE - 75015 PARIS  
Tél. (1) 45.33.74.50



DU MARDI 13  
AU DIMANCHE 18  
SEPTEMBRE 1988  
GRANDE HALLE  
LA VILLETTE  
M° PORTE DE PANTIN  
DE 11 H A 19 H

مكتبة من الأصل











# SCIENCES ET MEDECINE

## Drogue sur ordonnance

De nombreux toxicomanes remplacent les stupéfiants illicites par des médicaments détournés de leur usage thérapeutique.

La publication du Guide des 300 médicaments pour se surpasser intellectuellement et physiquement vient d'attirer brutalement l'attention du public sur un phénomène inquiétant, déjà dénoncé par certains médecins : l'abus massif par les toxicomanes de médicaments détournés de leur finalité thérapeutique et utilisés comme des drogues. Une nouvelle toxicomanie, presque aussi inquiétante que l'héroïnomanie, et dont le dopage n'est qu'un des aspects mineurs, est en train de naître.

Polymorphe, dispersé, et par définition marginal, le groupe des toxicomanes échappe aux tentatives de systématisation. Comme la société et la culture dont il est issu, le monde de la drogue a pourtant ses modes et ses tendances qui changent, au fil des années.

### Cocktails détonants

Il en est ainsi de l'engouement des toxicomanes pour les médicaments. Le phénomène est général et frappe de très nombreux toxicomanes : parmi les anciens héroïnomanes, nombreux sont ceux qui se convertissent aux médicaments, tandis que les jeunes néophytes de la drogue, adolescents qui n'ont souvent que treize ou quatorze ans, adoptent d'emblée cette forme de toxicomanie.

L'héroïne est en train de passer de mode, constate le docteur Claude Oliveinstein (Hôpital Marmottan), ce n'est pas un hasard si elle est plus fréquente en banlieue qu'à Paris et dans les quartiers pauvres que dans les quartiers riches. Les médicaments utilisés par les toxicomanes sont nombreux. Les barbituriques et les tranquillisants ou les hypnotiques dérivés de la classe des benzodiazépines voisinent avec certains sirops contre la toux, paroxysmes pauvres et maigres substituts de l'héroïne, et avec les amphétamines.

Pris à des doses massives, mélangés entre eux et arrosés d'alcool, qui prolonge et multiplie leurs effets, tous ces produits forment alors des « cocktails » détonants qui plongent pour plusieurs heures le sujet drogué dans une ivresse et une hébété profonde.

Au sein de cet arsenal, la toxicomanie aux barbituriques est particulièrement grave et alarmante : le surdosage entraîne un coma brutal et le sevrage, qui peut s'accompagner de crises d'épilepsie et de délirés, est toujours extrêmement difficile.

A la différence des autres abus médicamenteux, la toxicomanie aux barbituriques se double de vagabondage : au Forum des Halles, où le comprimé « Kou-nou » se vend à la pièce, dix à cinquante francs au marché noir, les accidents sont fréquents et certains jours, plus de vingt toxicomanes dans le coma sont amenés aux urgences de l'Hôtel-Dieu.

A l'opposé des barbituriques, les amphétamines sont psychostimulantes. Inventées par les Japonais pendant la seconde guerre mondiale pour permettre de poursuivre le combat durant quarante-huit heures, ces substances ont progressivement été éliminées du marché ou inscrites au tableau B, le tableau des stupéfiants.

La délivrance des produits inscrits à ce tableau est très strictement réglementée par un système particulier : d'ordonnance, le carnet à souche. Ainsi, la morphine et ses dérivés ne peuvent être prescrits que pour une durée limitée à sept jours, les amphétamines, inscrites au tableau B, ne peuvent être prescrites que pour six jours.

Aujourd'hui, seules restent disponibles, sur prescription médicale, des molécules voisines des amphétamines, utilisées comme coupe-faim dans des régimes amaigrissants. C'est l'activité psycho-stimulante de ces produits qui est recherchée par les toxicomanes.

### Tromper l'ennui et la misère

Enfin, les dérivés de benzodiazépines qui occupent en thérapeutique une place importante, viennent compléter le tableau de ces polytoxicomanes, et suscitent, elles aussi, une dépendance profonde.

Dans les banlieues défavorisées, dans les quartiers les plus

pauvres des villes nouvelles, c'est donc le règne des « cocktails » : les bandes de jeunes errant, désœuvrés, sans travail et sans espoir, à la recherche de tout — médicaments et alcool — ce qui peut tromper la misère. Pour se procurer des médicaments, l'imagination n'est jamais en défaut.

Les ordonnances sont volées ou falsifiées, les produits convoités rajoutés à la main d'une écriture souvent tremblante. Des prescriptions vieilles de plusieurs années sont photocopiées avec des dates rectifiées. Enfin, il n'est pas toujours nécessaire d'avoir recours à ces mesures illégales : les pharmacies familiales recèlent des trésors, et certains médecins — heureusement très rares — incoincidents ou complaisants — consentent parfois à signer des prescriptions. La toxicomanie aux médicaments ne procure pas les

jeunes chômeurs, des enfants aux parents absents et à la scolarité médiocre.

Comment expliquer la vogue actuelle des médicaments chez les toxicomanes ? Pour les psychiatres, il est incontestable que la peur du SIDA joue un rôle capital.

### Tranquillisants et coupe-faim

Dans ce groupe qu'on estimait imperméable à toute éducation et même suicidaire, l'idée du risque de contamination par le virus HIV semble maintenant bien admise, d'autant que dans certaines villes, 60 à 70 % des toxicomanes sont séro-positifs. « La mort par le SIDA ne correspond pas à l'idéal du toxicomane », explique le docteur Alain

Cette toxicomanie spectaculaire et massive ne résume pas tous les aspects de la toxicomanie médicamenteuse. Il existe en effet un phénomène presque silencieux où certaines personnes sont devenues dépendantes de ces mêmes produits pris à des doses beaucoup plus faibles. Une frange de la population, souvent féminine et insérée dans la vie active, est devenue ainsi, en général à son insu, dépendante des tranquillisants ou des coupe-faim. L'impact de ce phénomène est encore mal connu même si de nombreux psychiatres s'accordent à penser que ses conséquences pourraient être redoutables.

A ce titre, l'augmentation en France de la consommation des tranquillisants et des hypnotiques est inquiétante : entre 1980 et 1986, le nombre de boîtes vendues en pharmacie est passé de

32,6 millions à 76,7 millions pour les hypnotiques et les sédatifs et de 61,4 millions à 87,9 millions pour les tranquillisants, indique un récent rapport du CREDOC (Centre de recherche pour l'étude et l'observation des conditions de vie). L'usage toxicomane de ces produits est heureusement peu fréquent, constate le même rapport qui souligne que l'essentiel de la consommation se fait en quantité modérée.

L'existence de toxicomanie médicamenteuse soulève donc de nombreuses questions. Celles de l'éducation des médecins qui doivent savoir prescrire mais aussi interrompre un traitement. Et, d'une façon générale, celle d'une société qui, de plus en plus, a tendance à résoudre ses problèmes en s'adressant à des médicaments.

BÉATRICE OSTER.



cruels tourments de l'héroïne. Moins chère et presque accessible à tous, elle est, selon Claude Oliveinstein, le fruit de l'ennui et de l'absence de perspectives, l'apanage des banlieues populaires, des

Debourg, psychiatre à Marmottan. Par ailleurs, il est certain que les condamnations très lourdes qui pèsent sur l'héroïne incitent, elles aussi, les toxicomanes à se jeter sur les drogues légales.

## PERMIS D'EMPOISONNER

STOCKHOLM de notre correspondant

Les phoques mourant par centaines le long des côtes de la mer du Nord, déjà en partie putréfiés par des algues jaunes, offrent un spectacle de désolation insoutenable. Les grands yeux humides et condamnés des gracieux phoques vont droit au cœur de chacun... et droit sur les affiches électorales du Parti social-démocrate au pouvoir, à quelques jours des législatives, qui devraient selon toute probabilité ouvrir, pour la première fois en Suède, la porte du Parlement à un système parti, les Verts. L'environnement a aujourd'hui la vedette.

### L'Etat pollueur

Mais il n'y a pas que les phoques, la mer et les lacs qui souffrent de la pollution. Les Suédois en souffrent aussi à tel point que dix-huit mille d'entre eux meurent chaque année de mort prématurée, quatorze ans en moyenne avant l'heure, de maladies induites par diverses substances toxiques, soit sur des lieux de travail dangereux (les fonctionnaires et les cadres sont épargnés) soit dans l'alimentation ou la nature. Dans un ouvrage au titre provocateur : Meurtres avec autorisation de l'Etat, un chercheur suédois, M. Björn Gillberg et un biologiste américain, M. Arthur Tarn-plin accusent directement l'Etat suédois d'être responsable de la situation qu'ils décrivent. La loi de 1969 sur la protection de l'environnement est une vérité

ble pessaire, qui a permis jusqu'à présent à l'office des dépenses d'accorder trois mille six cents « permis d'empoisonner la nature », en grande partie pour des raisons électorales. « Si nous nous en sommes sortis relativement bien, c'est parce que nous habitions un grand pays à faible population. Nous avons énormément de terres, d'air et d'eau à sacrifier. Mais la réalité a fini par nous rattraper, nous aussi », constate Björn Gillberg.

Meurtres avec l'autorisation de l'Etat s'appuie sur des statistiques officielles puisées notamment dans le registre du cancer ainsi que sur des chiffres confidentiels auxquels les auteurs ont eu accès, grâce à un procès de quatre ans contre l'inspection des produits chimiques. « La probabilité de mourir du cancer aujourd'hui en Suède est la même qu'en 1960, malgré les progrès de la médecine. C'est scandaleux. » Si la pollution fait mourir du cancer, que l'on ait été fumeur ou pas, elle tue aussi deux fois plus par des maladies cardiovasculaires.

La Suède, modèle écologique, plus présente en tout ce que d'autres, comme on l'entend souvent, Björn Gillberg n'y croit pas : « C'est nous maintenant qui sommes à la traîne. Si la Suède faisait aujourd'hui partie de la CEE, la commission des Communautés nous enverrait devant le tribunal européen du fait que nous ne répondons pas aux normes en vigueur. »

FRANÇOISE NIETO.

## Les « mitos » se mettent au vert

Les mitochondries utilisées comme outil génétique pour l'amélioration des cultures végétales.

DES fleurs plus belles et des fruits plus gros, des graines de haute valeur nutritive, des plantes qui résistent mieux aux maladies et aux intempéries : en moins d'un demi-siècle, la création de nouvelles variétés végétales a entraîné un accroissement sans précédent de la production agricole. Or, dans la panoplie indispensable au sélectionneur d'aujourd'hui, il est un instrument, fort méconnu du consommateur, la mitochondrie, qui devrait dans un proche avenir contribuer considérablement à l'amélioration des espèces cultivées.

Cette mitochondrie était à ce titre la vedette de la dernière

conférence Jacques Monod du CNRS (1), qui vient de réunir, à Roscoff (Finistère), plusieurs dizaines de biologistes du monde entier — Europe, États-Unis, Japon et URSS — autour du « génome mitochondrial des plantes supérieures ». Un titre quelque peu rébarbatif derrière lequel se cachent de fabuleux enjeux agroéconomiques, qui mobilisent déjà, rien qu'en France, plusieurs laboratoires du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) et de l'Institut national de la recherche agronomique (INRA) ; ainsi que la plupart des grands groupes privés impliqués dans l'industrie des semences.

Sans elles, aucun animal, aucune plante, ne pourrait vivre. Qualifiées à juste titre de « poumons » des cellules, les mitochondries constituent, en effet, tout à la fois l'appareil respiratoire élémentaire et la centrale énergétique des organismes vivants. Par une cascade de réactions enzymatiques effroyablement complexes, ce sont elles, minuscules structures intracellulaires, qui convertissent l'énergie libérée par l'oxydation des aliments en une forme d'énergie directement utilisable par la cellule : l'adénosine triphosphate (ATP). Grâce à elles, chacun de nous consomme ainsi, quotidiennement, plusieurs dizaines de kilogrammes d'ATP !

Peu importe leur nombre, qui peut varier d'une poignée à plusieurs milliers selon le type de cellule auquel elles appartiennent. Seule compte la surface totale développée par leur membrane

interne ; là où, précisément, se trouve l'ensemble enzymatique constituant la chaîne respiratoire.

Si les mitochondries réunissent périodiquement des spécialistes de tous les pays autour de leur petite personne, ce n'est pas seulement en vertu de leurs prouesses énergétiques. C'est aussi et surtout parce qu'elles possèdent, à l'instar des chromosomes nucléaires, leur propre patrimoine génétique.

(Lire la suite page 19.)

CATHERINE VINCENT.

(1) Organisée en 1987 à l'initiative de Jacques Demaille, directeur des sciences de la vie au CNRS, la conférence Jacques Monod ont pour objet de réunir, plusieurs fois par an, des spécialistes internationaux pour faire le point sur les recherches les plus récentes menées dans le domaine de la biologie.

## ASPECTS SOCIO-ÉCONOMIQUES DE LA TECHNIQUE SPATIALE

Dans le cadre de son département ÉCONOMIE et GESTION, le CONSERVATOIRE NATIONAL des ARTS et MÉTIERS organise un enseignement sur les ASPECTS SOCIO-ÉCONOMIQUES de la TECHNIQUE SPATIALE (sous la direction du professeur A. Lebeau), qui présente le développement spatial et analyse les liens qui existent entre ses aspects techniques et ses aspects socio-économiques.

Les cours auront lieu chaque mardi de 18 h 30 à 20 h, à partir du 18 octobre 1988.

Les inscriptions sont reçues au CNAM. Le cours est cependant ouvert aux auditeurs libres.



292, RUE SAINT-MARTIN  
75003 PARIS  
TÉLÉPHONE : 40-27-25-39

difficile re...

« mitos »

faites une a...

ec un de nos d...

modèles 8...

NEUBA...



## Le difficile retour des espèces disparues

On ne peut sans précaution réintroduire les animaux sauvages dans le milieu naturel.

QUE nous ayons pu surprendre en plein jour, à proximité d'un village du Haut-Bugey, un jeune lynx en train de dévorer un agneau (le Monde du 7 septembre) prouve que les éleveurs de la région qui se plaignent d'avoir perdu des dizaines de bêtes ces derniers mois ne sont pas des affabulateurs. Désormais, ils peuvent tout craindre de ces petits carnassiers qui, à peine sevrés, se sont accoutumés à manger du mouton au lieu de pourchasser lièvres et chevreuils. L'affaire qui fait grand bruit donne aussi un leçon de prudence aux écologistes. On ne peut plus sans d'extrêmes précautions réintroduire dans nos écosystèmes civilisés des animaux qui ont disparu depuis des décennies.

Pourtant le concept même de restauration de la nature est en train de remplacer celui de la simple conservation. Aux États-Unis comme en Europe, on s'aperçoit qu'il ne suffit plus de créer des réserves et des parcs nationaux pour maintenir en l'état quelques pans de nature sauvage. Sous la pression du tourisme, la dégradation continue. L'homme doit désormais intervenir pour restaurer les milieux naturels comme on retape un monument historique.

La réintroduction des espèces végétales et animales autrefois disparues est donc à l'ordre du jour. Elle suscite même une véritable engouement. Le premier colloque organisé en France sur ce thème se tiendra en décembre prochain (1). Les demandes de participation

sont déjà si nombreuses que les organisateurs ont été contraints de clore la liste des inscriptions. L'opinion est enthousiaste. Selon une enquête menée dans le célèbre Yellowstone, aux États-Unis, 75 % des visiteurs sont favorables à la réintroduction du loup, hypothèse qui soulève la fureur des éleveurs rivaux du plus ancien des parcs nationaux américains.

En France, les projets de réintroduction portant sur les castors, les lynx et les mouflons ne manquent pas. Le naturaliste Jean-Pierre Raffin pose même publiquement la question : « Pourquoi l'ours ne serait-il pas un jour de retour dans les Alpes ? »

### Servants d'assistance

Le conseil supérieur de protection de la nature examine systématiquement toutes les propositions avant que l'environnement ne donne son feu vert. Le patron des examinateurs, M. Jacques Lecomte, soixante-trois ans, qui appartient à l'Institut national de la recherche agronomique (INRA), est souvent obligé de « doubler » ces ardeurs. Il existe une sorte de cahier des charges non écrites de la bonne réintroduction, c'est-à-dire celle qui a quelques chances de réussir.

Première condition : choisir un animal qui n'a pas disparu depuis trop longtemps et le lâcher dans un milieu qui n'a pas subi trop de modifications. Serait-il raisonnable par exemple de faire pâturer

des bisons sur les hautes terres de Lozère alors qu'ils en sont absents depuis treize siècles ? Lorsqu'on a installé des castors dans le parc du château de Vézille, dans l'Isère, ils ont commencé par abattre les arbres d'ornement plantés autrefois à grands frais.

Deuxième exigence : prévenir très à l'avance les populations locales et faire leur éducation. L'irruption d'un nouvel animal est toujours un choc, notamment pour les chasseurs et les agriculteurs. Et il faut savoir prendre son temps pour s'assurer d'un consensus minimal. La réintroduction du lynx dans les Vosges n'a pu réussir qu'après sept années de préparation psychologique. Lorsque Bob Barboe, le directeur du Yellowstone, parle du loup il sait qu'il faudra peut-être une décennie pour que l'idée fasse son chemin.

Les conditions techniques du lâcher doivent être soigneusement étudiées. Les Américains ont mis des années à trouver un procédé de réintroduction des ours dans le grizzly dans le Montana. Ils les font adopter par des ours noirs. L'opération consiste à endormir l'ours et à le placer dans une cage à côté et à l'enduire de leurs excréments mêlés. Au réveil, chacun reconnaît son odeur dans la fourrure de l'autre. Le tour est joué.

Après un lâcher, il convient le plus souvent d'assister le nouveau venu. Si les vautours fauves ont pu se réaccoutumer dans les Cévennes, c'est qu'on leur a fourni des carcasses qu'ils ne pourraient pas trouver comme jadis dans les pâtures. Ces livres-services devront désormais rester approvisionnés en permanence.

Bien entendu, il n'y a pas de réintroduction d'une espèce disparue sans qu'elle soit assurée d'un

minimum de sécurité. La première mesure consiste à l'inscrire sur la liste des espèces protégées. L'homme est toujours le premier des prédateurs. Puis il s'agit de faire respecter la loi. Sur les douze lynx lâchés en 1983 dans les Vosges, quatre ont été abattus par des braconniers, bien que les carrossiers aient été munis de colliers émetteurs et surveillés de loin. En Lozère, il faut protéger des chiens errants les grands troupeaux qu'on vient de réintroduire. Les chiens perdus, qui se montrent agressifs lorsqu'ils sont en groupe, sont devenus la plaie des campagnes et même des banlieues. Ils constituent à présent une menace permanente pour tout animal réintroduit.

On ne peut plus laisser une population nouvelle se reproduire sans limite. Elle risque de profiter de l'absence de prédateurs et d'entraîner une réaction de rejet du milieu d'accueil. Des castors canadiens avaient été imprudemment libérés il y a quelques années sur les bords de la Loire. Ils ont puille au point d'occuper les ruisseaux et de provoquer la colère des pêcheurs. Il a fallu les reprendre et les remettre en cage. Les lynx passés de Suisse dans le Jura français ont été tolérés tant qu'ils étaient peu nombreux. Leur nombre excessif et leurs mauvaises manières dans le Haut-Bugey vont, tôt ou tard, les exclure de la région.

On voit donc que toute réintroduction doit être gérée par un organisme permanent qui la prépare, l'exécute, en contrôle les effets et en assure le suivi durant des années. Le « retour à la nature » n'est plus un rêve d'école mais une science exacte.

MARC AMBROISE-RENDU.

(1) Du 6 au 8 décembre 1988 à Saint-Jean-de-Gard (Gard).

## PHARMACOPÉE DU LAGON

DEPUIS une quinzaine de minutes, l'Als, le bateau océanographique dont le centre ORSTOM de Nouméa dispose depuis l'automne 1987, racle avec sa drague une des parties du récif-barrière qui entoure la Nouvelle-Calédonie. Les dragages, aussi bien dans le lagon que sur le versant extérieur du récif-barrière, réservent souvent des surprises en remontant des espèces sous-marines inconnues. Mais cette fois, la surprise est grande : la drague a ramassé sur le fond plusieurs centaines de balles de fusil probablement jetées par-dessus bord lorsque les Américains sont partis de Nouvelle-Calédonie juste après la seconde guerre mondiale.

La récolte de cette partie de pêche n'a pourtant pas été purement fortuite. Avant ce coup de filet d'un genre un peu particulier, les plongeurs de l'ORSTOM avaient cueilli, sur le versant extérieur du récif-barrière, plusieurs organismes marins. Parmi ceux-ci, une grosse éponge (*Steliospongia*) et une petite (*Verongia*) ont été immédiatement passées au microscope. Un peu d'éthanol a été ajouté au « jus » vert et épais. Après filtration on a obtenu un liquide jaune clair qui sera congelé, lyophilisé et soumis à des extractions chimiques dans l'espoir d'y trouver des molécules intéressantes.

Ces éponges, en effet, « sortent de l'ordinaire » et intéressent donc, outre Mme Cécile Debatus, M. Stéphane La Barre (du CNRS), le responsable local du programme SMIB (substances marines d'intérêt biologique), auquel participent l'ORSTOM, le CNRS, l'INSERM, divers laboratoires universitaires français et étrangers et aussi la société Rhône-Poulenc.

### Des propriétés très variées

Malgré le développement extraordinaire qu'a connu la chimie organique depuis le début du siècle, on estime que les substances actives de la moitié des médicaments actuels sont « naturelles », c'est-à-dire qu'elles sont extraites ou « copiées » d'organismes vivants. Parmi ceux-ci, les plantes représentent la très grande majorité. Mais de plus en plus, les spécialistes recherchent dans les invertébrés marins — encore très peu connus — de nouvelles molécules aux propriétés utiles en pharmacologie. Déjà, en 1987, le programme SNOM (substances naturelles d'origine marine) a pris un brevet pour une molécule tirée d'une éponge qui pourrait avoir des vertus antitumorales. La preuve de son intérêt : un bateau soviétique drague les environs de la Nouvelle-Calédonie pour trouver l'éponge en question.

Cartes, de nombreuses espèces marines peuvent « fabriquer » des substances utiles. Mais les poissons se déplacent alors que les invertébrés marins sont peu mobiles ou même sont fixés sur le fond. Ce qui permet, lorsque les recherches nécessitent de nouveaux stocks de spécimens d'une espèce donnée, d'aller pêcher celle-ci directement sans perdre de temps pour en retrouver une autre colonie.

Déjà, on sait que les substances extraites d'organismes marins ont des propriétés très variées. On y trouve, en effet, aussi bien des antibiotiques et des antitumoraux que des insecticides, des herbicides, des molécules antitumorales et même des produits très toxiques. Bien entendu, il ne suffit pas d'avoir repéré la molécule pour que celle-ci soit immédiatement utilisée dans un produit commercialisé. Cinq ou six ans au moins d'études approfondies

menées à Nouméa et dans de nombreux autres laboratoires français ou étrangers sont nécessaires avant de mettre éventuellement — la molécule sur le marché.

### Vingt mille espèces recensées

Les chercheurs du centre ORSTOM de Nouméa s'intéressent, bien évidemment, au lagon. Celui-ci, protégé par le récif-barrière, entoure la Nouvelle-Calédonie. Avec ses quelque 23 000 kilomètres carrés, il est l'un des plus grands du monde. La faune et la flore y sont systématiquement explorées et cartographiées dans le cadre d'un programme spécial dirigé par M. Bertrand Richet de Forges. Un millier de dragages ont été faits en trois ans et demi : on estime à vingt mille le nombre des espèces vivantes dans le lagon.

Ainsi, en 1984, dans le nord du lagon, a été découvert *Amusium beauforti*, un bivalve qui appartient, comme nos coquilles Saint-Jacques, à la famille des pectinidés. La colonie est en cours d'étude : selon de premières estimations la population totale serait de 3 000 tonnes, dont 800 tonnes pêchables par an sans risque pour la survie de l'espèce. Cette coquille Saint-Jacques néo-calédonienne est sensiblement plus petite que sa cousine européenne et son goût est différent, mais elle est tout aussi délectable et fait déjà partie des spécialités gastronomiques locales.

Autre sujet d'intérêt alimentaire : la très riche faune qui vit sur les flancs des monts sous-marins (les *seamounts* ou *guyots*). Ceux-ci sont particulièrement nombreux sur la rive de Nouméa, à l'est de la pointe nord-ouest de la Nouvelle-Calédonie. Les monts sous-marins des volcans qui ont ou non émergé tant qu'ils étaient actifs, puis ont été entraînés par l'énorme dérive des fonds océaniques.

### Importance économique potentielle

Ces *seamounts* ont un diamètre de 10 à 20 kilomètres. Ils s'élèvent de 1 000 à 2 000 mètres au-dessus du fond du Pacifique et leurs sommets se situent entre 100 et 800 mètres sous la surface de l'océan. Certes, ces anciens volcans sous-marins permettent de reconstituer l'histoire géologique et géophysique de la formation du sud-ouest du Pacifique. Mais ils ont aussi une importance économique potentielle.

Leur seule présence oblige les eaux profondes à remonter. Or les eaux profondes sont riches en éléments minéraux nutritifs qui constituent le premier et indispensable maillon de la chaîne alimentaire. Grâce à ces minéraux nutritifs qui remontent dans la tranche d'eau où pénètre la lumière solaire, le phytoplancton est abondant. Celui-ci est mangé par le zooplancton, et ainsi de suite jusqu'aux gros poissons. Les pêcheurs japonais et américains exploitent déjà les capacités de pêche de plusieurs *seamounts* du Pacifique.

En octobre et novembre prochains, l'Als doit aller étudier le potentiel économique de plusieurs anciens volcans sous-marins situés à moins de 370 kilomètres au large de la Nouvelle-Calédonie, c'est-à-dire dans la zone économique exclusive de la grande île. En outre, on sait déjà que les fonds du Pacifique sont hâchés de très nombreux *seamounts* encore inconnus mais vraisemblablement intéressants.

YVONNE REBEYROL.

## Les « mitos » se mettent au vert

(Suite de la page 18.)

Mise en évidence à la fin des années 40 par l'équipe française de Boris Ephrussi, cette découverte provoque, à l'époque, un véritable coup de tonnerre dans le ciel de la génétique. Alors que l'on pensait que le patrimoine héréditaire était tout entier contenu dans le noyau cellulaire, il fallait se rendre à l'évidence : porteurs des aussi de molécules d'ADN (l'acide désoxyribonucléique, support de l'hérédité), les mitochondries étaient capables de se multiplier indépendamment du rythme des divisions cellulaires, et de transmettre cette information génétique « cytoplasmique » (autrement dit située hors du noyau) à leur descendance. La génétique mitochondriale était née.

La suite, sous les biologistes la connaissance. En quelques décennies, nos connaissances fondamentales sur cette génétique non mendélienne ont progressé à pas de géant. Avec un atout, si l'on ose dire, de taille, puisque la quantité d'information génétique contenue

dans une mitochondrie est infiniment plus réduite, donc plus accessible, que celle contenue dans les chromosomes (voir encadré). Les séquences complètes de l'ADN mitochondrial de l'homme, de la vache et de quelques autres animaux ont ainsi pu être établies. Tandis que plusieurs milliers de mutations, localisées sur les gènes mitochondriaux de la levure, permettraient au fil des recherches de mieux comprendre leur rôle et leur fonctionnement.

Intérêt fondamental, donc. Mais également économique, dès lors que l'on quitte les mitochondries de la levure et des ruminants pour s'intéresser à celles du règne végétal.

« Pour des raisons encore mal comprises, l'ADN mitochondrial des plantes supérieures, comparé à celui des animaux (15 000 à 20 000 nucléotides) ou des champignons (75 000 nucléotides pour la levure), atteint une taille formidablement petite, précèdent les scientifiques. Plus de 200 000 nucléotides

pour le chou ou le radis, et dix fois plus pour certaines cucurbitacées, tel le melon musqué... Rien d'étonnant, dès lors, à ce que les premières études réalisées sur ce génome mitochondrial aient été réalisées dans le melon musqué, qui a été le premier à être séquencé.

Mais le jeu en valait la chandelle : après moins de dix ans de recherches et grâce à l'explosion des biotechnologies survenues durant le même temps, les mitochondries végétales, tous les travaux présentés à Roscoff le confirment, sont désormais en passe de devenir un outil indispensable aux sélectionneurs. Pour quelle raison ? Parce qu'elles sont directement impliquées dans une déficience héréditaire, que les spécialistes appellent la « stérilité mâle cytoplasmique ». Une déficience se traduisant par l'incapacité de la plante à produire du pollen fertile, qui se révèle, en fait, un avantage inestimable pour l'obtention de semences hybrides.

Les semences hybrides, on le sait, permettent de réunir, au prix de subtils croisements, les caractéristiques de deux lignées parentales au sein d'une nouvelle variété végétale. A l'heure où l'amélioration des plantes s'apparente de plus en plus à une technologie de pointe, elles sont donc particulièrement précieuses. Or, la plupart des espèces cultivées étant porteuses simultanément des organes de reproduction mâle et femelle, l'obtention de ces hybrides ne peut être efficace que si l'auto-fécondation est ou préalable rendue impossible, « rappelle ces derniers. C'est là tout l'intérêt de cette fameuse stérilité mâle cytoplasmique, qui permet de s'affranchir de la fastidieuse castration manuelle, encore couramment pratiquée à y a quelques années.

Si cette longue et coûteuse opération reste encore nécessaire pour de rares espèces comme l'oignon, l'endive ou le poireau, les cultivateurs n'ont aujourd'hui plus guère recours à elle en ce qui concerne le maïs ou la betterave à sucre, pas plus que pour le riz, le sorgho et le tournesol. Pour toutes ces espèces de grande culture, des variétés « mâle stérile » existent en effet spontanément dans la nature, et ce caractère est à présent largement employé pour l'obtention de variétés hybrides (2).

Mais la médaille a son revers. Et tous les spécialistes ont encore à l'esprit la catastrophe agronomique qui décima, en 1970, le maïs américain. « Plus de 80 % des lignées de maïs hybride cultivées aux États-Unis provenaient alors d'une unique lignée parentale « mâle stérile », la lignée « Texas », rappellent-ils. Jusqu'au jour où une épidémie, provoquée par un champignon pathogène particulièrement viru-

lent sur cette variété entraîna la destruction de la majeure partie de la récolte. Et la perte de plus d'un milliard de dollars... »

La leçon a porté. Et, s'il semble inévitable que quelques variétés à haut rendement se substituent progressivement aux multiples variétés traditionnelles existant antérieurement, les agronomes sont formels : plus question désormais de négliger à ce point la diversité génétique, indispensable à long terme à la survie de l'espèce. D'où l'intérêt, pour créer de nouvelles sources de stérilité mâle, de recourir directement aux mitochondries.

« En autorisant le croisement de deux espèces qui ne peuvent s'interféconder dans les conditions naturelles, les techniques de culture in vitro permettent en effet, aujourd'hui, de transférer à une variété végétale la stérilité mâle d'une autre espèce », précisent-ils. Les chercheurs de l'INRA sont ainsi parvenus, il y a quelques années, à fusionner des protoplastes (cellules végétales débarrassées de leur paroi cellulosique) de radis japonais « mâle stérile » et de colza, espèce pour laquelle on ne disposait jusqu'alors d'aucune stérilité mâle cultivable. Résultat : la naissance d'une nouvelle variété de colza, « mâle stérile », et porteur des mitochondries du radis. Et des recherches similaires sont actuellement menées, dans plusieurs laboratoires, sur d'autres espèces végétales.

Pour les biologistes, le nec plus ultra serait bien évidemment de transférer à volonté dans les cellules végétales, par manipulations génétiques, les gènes mitochondriaux responsables de la stérilité mâle. Mais encore faudrait-il, pour cela, connaître plus précisément lesdits gènes. Or, pour le moment, les chercheurs restent un peu désemparés devant l'immensité du génome mitochondrial végétal.

Mais patience : chez toutes les espèces étudiées, des différences physico-chimiques ont déjà été observées entre certaines protéines mitochondriales, selon qu'elles proviennent de lignées « mâle stérile » ou fertiles. En bonne logique, ces protéines sont donc apparemment impliquées dans l'acquisition du caractère de stérilité, et les gènes qui gouvernent leur synthèse ne devraient plus tarder à livrer leurs secrets. Qu'il s'agisse de recherches fondamentales ou de l'amélioration des plantes, les « mitos », comme les surnomment affectueusement les biologistes, n'ont pas fini de faire parler d'eux.

CATHERINE VINCENT.

(2) Une fois les hybrides obtenus par fécondation croisée, la fertilité des plantes « mâle stérile » est restaurée afin de permettre aux nouvelles variétés de se reproduire dans les conditions naturelles. On utilise pour cela une lignée possédant des gènes nucléaires spécifiques, dits « restaurateurs de fertilité ».

Faites une affaire avec un de nos derniers modèles 88!

Nous vous proposons :

- 104 Style Z Gris fumé métallisé
- 205 XR 1124 et 1368 cm<sup>3</sup> Blanc, Gris Winchester
- 205 XT-TO Gris graphite
- 205 GTI 115 et 130 cm<sup>3</sup>
- 205 GRD et SRD
- 305 GLS Diesel Gris Futura, Gris Winchester
- 309 XS Rouge Vallerunga
- 309 GR Beige Tibesti
- 309 GTI Gris graphite, Rouge Vallerunga
- 505 GRD Bleu glacier
- 405 GR et SR 191"



NEUBAUER

227, bd. Anatole-France 93200 ST-DENIS ☎48.21.60.21  
4, rue de Chateaudun 75009 PARIS ☎42.85.54.34

مكذبا من الأصل



# Economie

## SOMMAIRE

■ Une série de mesures pour l'emploi seront adoptées le 14 septembre en conseil des ministres. Elles visent à réhabiliter le traitement social du chômage en profitant du répit offert par le mouvement de créations d'emplois (lire ci-dessous). ■ A la veille de la réunion des ministres des finances des Douze, la Commission de la CEE marque sa surprise devant les réserves de M. Michel Rocard sur le rapprochement des taux de TVA pratiqués dans les Etats membres (lire page 21). ■ M. André Sainjon, secrétaire général de la

Fédération métallurgique CGT, qui serait proche des contestataires du PCF, devrait quitter son poste (lire ci-dessous). ■ Conséquence de la baisse des prix du pétrole, les cours de l'or et des matières premières s'affaiblissent (lire page 24).

## La lutte contre le chômage

### Le plan du gouvernement vise à accompagner la reprise de l'emploi

Le plan emploi du gouvernement Rocard qui sera adopté le mercredi 14 septembre en conseil des ministres met l'accent sur le traitement économique du chômage. Si le chômage continue d'augmenter, l'emploi a connu une embellie en 1987 et au début de 1988. Le gouvernement espère bénéficier de ce répit pour entamer des mécanismes plus sains de créations d'emplois. D'ici à la fin de 1988, il ne désespère pas de ramener aux environs de 100 000 le nombre de chômeurs supplémentaires.

A défaut d'innovations révolutionnaires, le premier ministre va s'efforcer, à travers une série de mesures, de communiquer ses certitudes, sa détermination, et cherchera à provoquer le déclic à partir duquel les faits et les mouvements s'enchaîneraient selon un cycle vertueux.

Les éléments contenus dans le traitement économique se caractérisent par leur caractère éminemment symbolique ou ont un rôle incitatif. Ainsi en va-t-il pour l'effort accompli en faveur des CODEVI, qui devrait amplifier le dynamisme des PMI, des baisses des taux pour l'impôt sur les sociétés, les droits de succession ou, encore, de l'abaissement du taux de cotisation pour les allocations familiales. Ce dernier sera ramené de 9 % à 7 % en deux ans, à raison d'un point par an mais le plafonnement sera supprimé.

Quand on sait que l'économie sera de l'ordre de 90 F par mois pour un emploi payé au SMIC, l'avantage accordé aux entreprises de main-d'œuvre, théoriquement favorisées, apparaît moins déterminant que l'affirmation d'une volonté et d'une orientation. Cependant, rares sont ceux qui s'illusionnent sur les conséquences immédiates pour l'emploi de telles dispositions. Tout au plus imagine-t-on que cela devrait permettre aux employeurs d'anticiper sur un mouvement d'embauche, les plus révéralent voulant croire à la création de 10 000 emplois supplémentaires.

#### Le crédit d'impôt dopé

De même, l'exonération d'impôt sur les sociétés qui se créent, de 100 % pendant les deux premières années et de 50 % pour les deux années suivantes, ou l'exonération de charges sociales pour celles qui embaucheraient leur premier salarié, vont dans le même sens. Il s'agit de greffer des mesures d'aide sur des phénomènes existants afin de les soutenir et de les développer en montrant que l'on s'attache à la réduction du coût du travail. Puisque l'emploi semble vouloir repartir, il faut tout faire pour accélérer.

#### Le groupe Gillette pourrait fermer son usine d'Anancy

Selon le comité d'entreprise de Gillette-France à Anancy (Haute-Savoie), la direction générale aurait fait connaître officiellement la préparation d'un plan de restructuration du groupe américain qui entraînerait la fermeture d'une dizaine d'unités sur soixante dans le monde, dont celle d'Anancy.

Dès le 12 septembre, le ministère de l'Industrie a reçu une délégation syndicale CFDT-CGC et a indiqué, dans un communiqué, qu'il s'entre-tiendrait « prochainement » avec des représentants du groupe Gillette afin de leur demander des « éclaircissements ». De son côté, le comité d'entreprise avait l'intention de lancer, lors de sa réunion du 13 septembre, une procédure de « droit d'alerte ».

Le groupe Gillette préparait ce plan pour compenser les conséquences financières des OPA dont il avait été l'objet ces deux dernières années et qui avaient déjà justifié la vente des briquets Dupont. L'ensemble des mesures serait arrêté au cours du conseil d'administration qui se réunira fin octobre à Boston. L'usine d'Anancy, seule unité de la filiale française, emploie cinq cents personnes, dont quatre cents menacées directement par l'arrêt de la production de lames de rasoirs, de pièces plastiques et de produits de toilette.

la reprise ou, mieux, pour ancrer ce qui pourrait être un changement de comportement.

Bien des aménagements ou des nouveaux retours participent de près ou de loin de cet état d'esprit que le gouvernement souhaite populariser. Mis en place par M. Jacques Chirac en décembre 1987, et encore dans sa phase de lancement, le crédit d'impôt pour la formation va être dopé. Les entreprises qui ont, en une année, augmenté leurs investissements en formation de façon substantielle ou celles qui se préparent à faire face aux évolutions technologiques pourront déduire ces sommes supplémentaires. Et on compte bien, ainsi, accélérer l'adaptation des firmes et de leur personnel employé.

La mission confiée le 3 septembre au professeur Bertrand Schwartz s'inscrit dans cette logique (le Monde du 9 septembre). Il devra trouver des moyens, y compris les méthodes de formation, pour permettre l'évolution vers de nouvelles qualifications de travailleurs, souvent sous-qualifiés et peu formés, présents dans l'entreprise ou dans un bassin d'emploi en restructuration.

M. Rocard pourrait également lui confier une mission sur les possibilités offertes par les emplois de maintenance.

Le développement local, quant à lui, a déjà fait l'objet d'une première mesure, la création d'un Fonds régional d'aide aux initiatives locales pour l'emploi (FRILE), rendu publique le 6 septembre. Lancé conjointement par M. Jacques Chirac, ministre délégué chargé des reconversions, et par M. Jean-Pierre Soisson, ministre du travail, qui y participe à hauteur de 100 millions de francs, le FRILE sera doté de 250 millions de francs et interviendra parallèlement aux régions qui accepteront de s'engager financièrement lors de la signature de contrats de plan.

Moins modeste qu'il y paraît, donc, le FRILE a pour vocation de donner corps aux idées de développement local, de partenariat et de décentralisation des politiques d'emploi, souvent évoquées et auxquelles M. Rocard attache une importance particulière (le Monde du 10 mai), mais qui n'ont jamais réussi à prendre une dimension tangible, au-delà de multiples expériences isolées.

Le FRILE interviendra d'abord sur tout ce qui concerne le soutien à la création d'entreprise en aidant à la constitution de structures d'appui pour aboutir au maillage de réseaux d'assistance. Il s'agit de détecter les projets locaux, de les soutenir puis d'en assurer le suivi. « Sachant que 250 000 entreprises naissent par an, dont 70 000 dues à d'anciens chômeurs, et que 50 % d'entre elles disparaissent au bout de cinq ans, parfois pour des raisons idiotes, l'aide au conseil permettrait d'abaisser le taux de chute et améliorerait le rendement en emplois », résume-t-on au ministère du travail.

Ensuite, le FRILE pourrait se consacrer à l'émergence d'activités, « pas forcément du secteur marchand », suscitées par les collectivités locales, les associations et les promoteurs « hybrides », à la lisière de l'économie. Ce serait une façon de reprendre, autrement, le projet des « petits boulots ».

Enfin, et d'abord dans les zones rurales, le FRILE pourrait contribuer à des investissements conçus en partenariat pour des « équipements structurants, pourvu qu'ils soient intercommunaux ». On aiderait au démarrage d'activités, par exemple touristiques, pour aménager l'espace rural à un moment où l'agriculture ne parvient plus à sauver les campagnes.

#### Ravalement du traitement social

Quant au traitement social proprement dit, toujours prédominant mais appelé à stagner, il va bénéficier d'opérations de ravalement. Celles-ci seront d'autant plus importantes que l'évolution de l'emploi sera positive, mais il est d'ores et déjà exclu qu'elles remanent en cause des programmes établis.

M. André Laiguel, secrétaire d'Etat à la formation professionnelle, qui souhaitait entreprendre une vaste campagne de « moralisation », n'a pas été suivi. Le contenu

des TUC sera bien amélioré en formation, et l'Etat soutiendra budgétairement cette orientation. Mais les stages n'auront pas de caractère obligatoire, et l'objectif de quatre cents heures de formation restera théorique. Il en ira de même pour le SIVP (stage d'initiation à la vie professionnelle), si contesté, qu'il appartient aux personnels sociaux, signataires de l'accord de 1983, de corriger.

Même le crédit-formation, voulu par le président de la République dans la Lettre à tous les Français, et hautement élaboré par M. André Laiguel (le Monde du 29 juillet), ne figurera pas dans la liste des mesures nouvelles. Il a été jugé prématuré de fixer un objectif de cent mille bénéficiaires, même choisis parmi les moins de vingt-cinq ans.

Le projet de crédit-formation a été, en fait, estimé trop important pour être moyé dans un plan pour l'emploi.

Toutefois, des embryons du crédit-formation pourront être ponctuellement associés par la voie contractuelle aux dispositifs existants. A chaque fois, on ajoutera de la formation aux programmes dans le but d'enrichir ces mesures sans nuire à leurs objectifs quantitatifs.

En insistant sur la formation, on met en place des systèmes modulaires, si possible individualisés, afin de construire des parcours d'insertion, notamment pour les jeunes et les publics en difficulté.

Une procédure semblable sera mise en œuvre pour les programmes en faveur des chômeurs de longue durée, adultes ou jeunes, qui constituent le noyau central du traitement social. Il y aura davantage de souplesse. On jouera sur les durées de stages. Les mesures de suivi deviendront systématiques, et cela dès septembre. En 1989 — et c'est une nouveauté — une mesure spécifique et ciblée sera prise pour compléter l'allocation de formation reclassement de l'UNEDIC en faveur des chômeurs récents, dont les particularités sont celles de chômeurs de longue durée en puissance. Pour eux, des actions préventives seront lancées.

Au total, l'ensemble de ces stages, hors TUC, FRIL (programme d'insertion locale) et formation en alternance, représenteront cent cent mille places pour une dépense globale qui correspondra à l'addition du budget de 1988, de 1,9 milliard mis en réserve pour le second semestre par M. Chirac, et de 1,5 milliard du décret d'avance arrêté par M. Rocard. Mais le plan emploi n'est pas pour autant complet. D'autres orientations restent en attente et seront définies ultérieurement. Les impulsions et les signes esquissés, les grandes réformes sont pour demain.

ALAIN LEBLAISE.

## Remous politiques à la fédération de la métallurgie

### M. Sainjon abandonne ses fonctions à la CGT

(Suite de la première page.)

Depuis juin, M. Sainjon n'avait plus qu'une alternative : rester jusqu'au prochain congrès fédéral en 1990 en jouant les hommes de paille ou démissionner avec éclat. Il avait opté pour la seconde solution, envisageant de partir, « dans l'honneur », avant Noël. Mais les événements se sont précipités. Les « majoritaires » de la direction fédérale ont confirmé récemment leur intention de licencier dix-huit permanents de la fédération. Ils ont en majorité entre trente et quarante ans et sont, pour la quasi-totalité d'entre eux, proches de M. Sainjon. Ce dernier ne pouvait accepter un tel défi, ce qui explique sans doute qu'il ait présenté sa démission au bureau fédéral le 8 septembre.

Cette démission pourrait être suivie par le départ d'un certain nombre de militants restés fidèles à M. Sainjon. Le vendredi 12 septembre, un comité exécutif fédéral (de 31 membres), où M. Sainjon dispose théoriquement d'une majorité étroite mais réelle, est convoqué. A l'ordre du jour : « La situation dans la fédération » et « Les luttes Renault ».

Toute la question est de savoir si les amis de M. Sainjon vont choisir de se battre à l'intérieur de la CGT ou prendre, comme tant

d'autres avant eux, la porte de sortie. Quoi qu'il en soit, la démission de M. Sainjon, âgé de quarante-cinq ans, aura de fortes répercussions au sein d'une centrale qui est entrée dans la phase active de préparation de la succession de M. Krasucki, prévue normalement pour le prochain congrès confédéral de mai 1989.

#### Proche des « rénovateurs »

Pourtant, lorsque M. Sainjon était devenu, à trente-trois ans, en novembre 1976, secrétaire général de la fédération de la métallurgie, le plus brillant avenir était promis à ce jeune homme qui, avec son éternel costume trois-pièces et son allure bon-chico-bon-garçon, avait davantage l'allure d'un cadre supérieur que d'un ouvrier. Il avait été un court moment... A la tête de cette importante fédération — 300 000 adhérents revendiqués en 1979 — il avait mené de nombreuses « luttes », notamment dans la sidérurgie et l'automobile, en s'inscrivant, sans problèmes apparents, dans la ligne confédérale. A son poste, il avait ressenti surtout l'effondrement de l'emploi dans la métallurgie, dont sa fédération fit en grande partie les

frais : 250 000 adhérents revendiqués en 1981, 150 000 en 1985, mais en réalité entre 60 000 et 80 000 membres.

Souvent critiqué vis-à-vis du gouvernement socialiste après 1981, M. Sainjon fut rapidement jugé trop « mou », surtout après qu'il eut pris ses distances avec la « stratégie SKF » qui avait conduit, dans cette entreprise d'Ivry, à des actions violentes et minoritaires en juin 1985. M. Sainjon devait ensuite se démarquer des opérations médiatiques menées chez Renault à l'été 1985, préférant que des manifestations soient conduites « avec l'ensemble de nos militants sans exception ». Devenu plutôt proche des « rénovateurs », il avait pourtant participé à la campagne présidentielle, contre M. Mitterrand et pour M. Lajoinie. Il refusait de plus en plus que sa fédération se trouve chapeautée par la confédération, estimant qu'il fallait au contraire « réactiver » les différentes branches de la métallurgie.

Avec sans doute M. Demaison à sa tête, la métallurgie CGT, va appliquer totalement la ligne confédérale. Mais le départ de M. Sainjon est le signe d'un malaise interne plus général.

MICHEL NOBLECOURT.

## Un avenir incertain au comité central

M. André Sainjon restera-t-il membre du comité central du parti communiste français ? Si, selon la version officielle, les dirigeants ne siègent pas à des qualités professionnelles, mais au titre de leurs qualités personnelles, au « parlement du parti », il est évident, malgré tout, qu'une haute fonction syndicale, à la CGT par exemple, peut faciliter l'accès et le maintien dans cette instance. N'étant plus secrétaire général de la fédération cégétiste des travailleurs de la métallurgie, il sera peut-être invité, discrètement, à ne plus venir place du Colonel-Fabien, ou certains de ses « camarades » ont remarqué qu'il ne fait plus preuve, depuis plusieurs mois, d'une présence assidue aux réunions du comité central. A moins qu'il n'en prenne l'initiative de son propre chef.

D'autant que se « double » dans cette instance de direction, M. Jean-Louis Fournier, responsable de la CGT à Renault-Billancourt, est beaucoup plus dans la ligne du parti que son « patron », M. Fournier, qui avait remplacé M. Daniel Lacroix, ancien responsable des communistes de l'usine de l'Isle Seguin, à l'occasion de son éviction du comité central au vingt-cinquième congrès de février 1985, a parfaitement appliqué à Billancourt la politique « musclée » décidée au bureau politique du PCF. Une ligne que d'aucuns, à la CGT et au parti, qualifient de « gauchiste ».

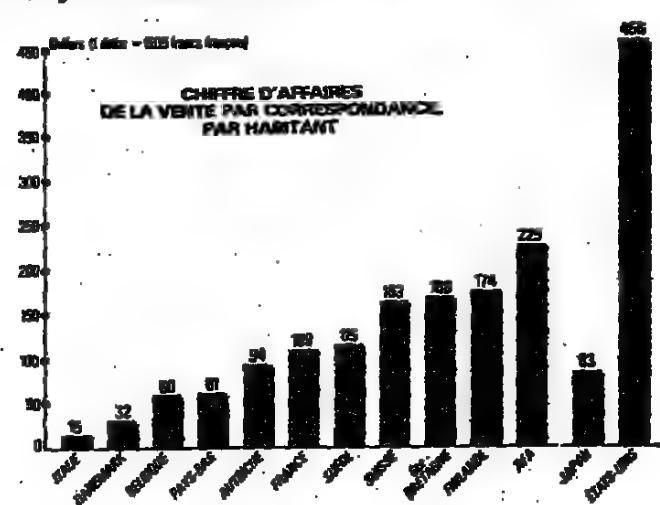
Pratiquement à l'interdit de séjour dans cette usine de la Région par les amis de M. Fournier, objet d'attaques des « durs » de la CGT au sein même du comité

central, M. Sainjon avait été convoqué par M. Georges Marchais, le secrétaire général du PCF, un mois avant le dernier congrès. Ses amis avaient alors pensé que son heure avait sonné et qu'il devrait quitter le comité central. En réalité, M. Marchais lui fit un exposé sur « l'importance » du secrétaire de la métallurgie, en faisant allusion à des problèmes internes au parti. Il s'agissait des fédérations récalcitrantes de Meurthe-et-Moselle, normalement depuis lors, et du Doubs, tenue par des opposants « réconstructeurs ». Dans les deux départements, les métallos cégétistes n'étaient pas jugés favorables par la direction du parti. La « normalisation » va être désormais plus aisée.

O. B.

## Les Etats-Unis, champions de la vente par correspondance

La France est, en Europe, au sixième rang pour le chiffre d'affaires moyen par habitant de la vente par correspondance (VPC), avec une dépense inférieure à celle constatée en Allemagne fédérale, en Grande-Bretagne et en Suisse, mais bien supérieure à celle des Belges et des Italiens. Le tout très loin derrière les Etats-Unis. Si l'on considère le chiffre d'affaires global, les Américains restent champions toutes catégories, avec plus de 111 milliards de dollars, très loin devant l'Allemagne fédérale (près de 14 milliards de dollars) et le Japon (10 milliards). En Europe, avec 6 milliards de dollars (36,5 milliards de francs), la France vient au troisième rang, après l'Allemagne et la Grande-Bretagne (6,7 milliards de dollars), ce groupe de tête de trois pays surpassant largement le quatrième de la liste, la Suisse, qui dépasse tout juste le milliard de dollars.



Sources : Marketing logistics Inc. ; Syndicat des entreprises de vente par correspondance et à distance.

En France, la VPC représente 2,6 % de la totalité de l'activité commerciale de détail, contre 0,5 % en Italie, 1,2 % en Belgique, 3,5 % en Grande-Bretagne, 4,6 % en Allemagne et environ 10 % aux Etats-Unis.

Dans l'activité de la VPC en France, le textile (habillement et maison) représente près de la moitié du chiffre d'affaires (48,7 %), l'ameublement et la décoration 11 %, l'édition (livres, disques, revues) 8,5 %, le secteur photo-clair-son, comme l'hygiène-beauté 3,9 %, l'alimentation et les boissons seulement 2,5 %.

Il existe en France six entreprises de VPC dont le chiffre d'affaires réalisé uniquement par correspondance (certains d'entre elles ont d'autres activités, magasins ou boutiques) dépasse le milliard de francs : La Redoute (7,9 milliards), les 3 Suisses (5,6 milliards), la CAMIF, Coopérative des adhérents de la mutuelle des instituteurs de France (3,5 milliards), la Branche Porte, contrôlée par les 3 Suisses (2,2 milliards), Quelle France, filiale d'une société allemande (1,5 milliard) et Yves Rocher (1 milliard).

## REPÈRES

### Conjoncture

L'inflation est « sous contrôle » selon les banques centrales

Les gouverneurs de banques centrales des principaux pays industriels du « groupe des dix » (en fait onze pays avec la Suisse) ont estimé, le lundi 12 septembre à Bâle, que « l'inflation est fermement sous contrôle ». C'est ce qu'a affirmé le président de la Bundesbank Karl Otto Pöhl, qui présidait la réunion. « Nous sommes tombés d'accord », a-t-il dit, pour estimer que les « attentes inflationnistes se sont apaisées en raison de la décision des banques centrales de relever leurs taux d'intérêt ». Interrogé sur le niveau du dollar, le responsable de l'Institut d'émission ouest-allemand a indiqué qu'il ne posait pas de problème pour les Allemands comme pour les Américains. D'autres participants à la réunion ont précisé que les interventions concertées pour contrôler l'évolution de la devise américaine avaient représenté environ 10 à 12 milliards de dollars au cours des deux derniers mois, la Bundesbank et la Réserve fédérale américaine ayant été les plus actives.

### Mouvements de capitaux

Ralentissement des sorties d'Allemagne fédérale

Le rythme de sortie des capitaux d'Allemagne fédérale s'est sensiblement ralenti en juillet. La balance des capitaux à long terme a vu son déficit revenir à 6,95 milliards de deutschemarks contre 11,58 milliards en juin. Sur les sept premiers mois de l'année, ce solde négatif représente malgré tout 57,6 milliards de deutschemarks contre un excédent de 12,58 milliards durant la période correspondante de 1987. La balance globale ouest-allemande, qui tient également compte des mouvements de capitaux à court terme, fait apparaître, durant ces sept mois, un déficit de 67,94 milliards de deutschemarks, un record absolu à comparer aux 24,37 milliards de la période janvier-juillet 1987.











## BOURSE DU 13 SEPTEMBRE

[illegible]

Comptant (selection)

SICAV (selection)

12/9

VALEURS	% du nom.	% du coupon	VALEURS	Cours	Dernier cours	VALEURS	Cours	Dernier cours	VALEURS	Emission	Prête incl.	Rachet net	VALEURS	Emission	Prête incl.	Rachet net	VALEURS	Emission	Prête incl.	Rachet net
<b>Obligations</b>										<b>Étrangères</b>										
Exp. 0,80 % 77																				
9,80 % 79/80																				
13,20 % 80/80																				
13,20 % 80/80																				
13,20 % 80/80																				
13,20 % 80/80																				
13,20 % 80/80																				
13,20 % 80/80																				
13,20 % 80/80																				
13,20 % 80/80																				
13,20 % 80/80																				
13,20 % 80/80																				
13,20 % 80/80																				
13,20 % 80/80																				
13,20 % 80/80																				
13,20 % 80/80																				
13,20 % 80/80																				
13,20 % 80/80																				
13,20 % 80/80																				
13,20 % 80/80																				
13,20 % 80/80																				
13,20 % 80/80																				
13,20 % 80/80																				
13,20 % 80/80																				
13,20 % 80/80																				
13,20 % 80/80																				
13,20 % 80/80																				
13,20 % 80/80																				
13,20 % 80/80																				
13,20 % 80/80																				
13,20 % 80/80																				
13,20 % 80/80																				
13,20 % 80/80																				
13,20 % 80/80																				
13,20 % 80/80																				
13,20 % 80/80																				
13,20 % 80/80																				
13,20 % 80/80																				
13,20 % 80/80																				
13,20 % 80/80																				
13,20 % 80/80																				

## PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :  
55-91-82, poste 4330

c : coupon détaché — o : offert — \* : droit détaché — d : demandé — ♦ : prix précédent — ★ : marché continu

هكذا من الأصل



ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES	TÉLÉMATIQUE
3 Mozambique : la rencontre entre M. Botha et M. Chissano. 4 La visite de M. Arafat au Parlement de Strasbourg. 6 Grande-Bretagne : des diplomates cubains expulsés. 8 Birmanie : démarche unie de l'opposition.	10 La préparation des élections cantonales. — M. Christian Porzio di Borgo à la tête du Grand-Orient de France. 11 M. Bérengovoy veut concilier rigueur économique et avancées sociales. — Le voyage de M. Mitterrand en Inde et au Japon.	12 Licencié par son entreprise, un diabétique se laisse mourir en se privant d'insuline. — Phobos-1 vagabonde et ne répond plus. 17 L'internement abusif et illégal de M. Leduc.	14 Une exposition Carl André, Joël Shapiro et Tony Cragg. 15 Les synthétiseurs au quinzime Salon de la Villette. — 1987, une bonne année pour l'édition. 17 Communication.	20 La lutte contre le chômage. — Les États-Unis, champions de la vente par correspondance. 21 M. Michel Rocard et les contrats Etat-région. 22-23 Marchés financiers.	Abonnements ..... 2 Campus ..... 12 Carnet ..... 17 Météorologie ..... 18 Mots croisés ..... 16 Radio-Télévision ..... 18	● Petits ou gros porteurs, le nouveau service Bourse est arrivé ..... BOURSE ● Le marché de l'art sur internet ..... ARTLINE 36-15 tapez LEMONDE ● Vendez, échangez, achetez vos livres pour le meilleur prix ..... LIVRE 36-15 tapez LM

## Devant les parlementaires socialistes

### M. Michel Rocard met en garde les centristes et invite les communistes à choisir leur camp

Vienne (Isère)  
de notre envoyé spécial

Le premier ministre, M. Michel Rocard, est arrivé à Vienne mardi matin 13 septembre pour la dernière des deux journées parlementaires socialistes. Il était accompagné de plusieurs ministres, parmi lesquels MM. Rausch (commerce extérieur) et Arpaillange (justice). Applaudi à son arrivée, il est intervenu en fin de matinée pour expliquer : « C'est fort de l'expérience acquise et du temps assuré que le gouvernement conduit son action, sans précipitation mais sans délai. » Le premier ministre a abordé la question du malaise qui se prolonge, ici ou là, dans les rangs socialistes : « J'ai le sentiment curieux, et il est dit, que tous n'en sont pas plus heureux. Sans doute cela s'explique-t-il parce que le début de l'année était placé sous le signe de l'espoir, des échéances immédiates, des batailles à gagner, tandis que la période actuelle a laissé place à l'incertitude du temps qui s'écoule et par voie de conséquence à une certaine appréhension. Je ne méconnaissais pas qu'elle puisse être justifiée par certains aspects et que des motifs d'insatisfaction perdurent. »

Et à ceux qui sont désorientés, le premier ministre a rappelé ceci : « Notre boussole ? Ce sont les valeurs de liberté, de justice, de solidarité, qui font de nous des socialistes, et que d'autres peuvent partager avec nous. Quant à l'équipage, il est expérimenté (...) mais il est aussi ouvert à ceux qui, comme le chanteur Jacques Brel, n'étaient pas du même bord mais qui cherchaient le même port. J'ai le sentiment, il est vrai, que beaucoup aimeraient bien nous voir dévier de notre route et se déclarer tout prêts à soutenir les socialistes, à condition que nous cessions de l'être. Le Parti communiste se dit prêt à participer avec nous à la mise en œuvre d'une politique de gauche. Il n'y a à cela qu'une seule petite difficulté : il prétend s'arroger le monopole de la déviance du label et considère que la gauche, la vraie politique de gauche, c'est celle qu'il élabore lui-même. Du côté centriste, à l'inverse, on se dit prêt à rejoindre avec nous, si du moins nous nous attachons sur chaque sujet à ne faire de peine à personne. Ce qui nous soumettrait en toutes choses à la contrainte de solutions minimales, de choix indolores et de demi-mesures pourvu déboucher au mieux sur des demi-mesures de solutions. Aussi espé-je plus que jamais nécessaire et je vous le dis en tant que premier ministre, c'est-à-dire en tant que chef de la majorité parlementaire, d'être nous-mêmes et de ne pas nous situer par rapport à tel ou tel autre. »

Après du budget, M. Rocard a expliqué qu'il y avait des « propositions intelligentes et raisonnables », les socialistes en tiendraient compte, mais que s'il s'agissait « de dénoncer par esprit de système ou de surenchères dans la dénégation », le gouvernement ne renoncrait pas à ses priorités, ni à ses prérogatives, parmi lesquelles l'usage de l'article 49.3 de la Constitution.

Le premier ministre a demandé à être jugé sur le bilan de la prochaine session, et « non sur les péripéties dont elle pourra être émaillée ». L'objectif est clair : voter, après de vrais débats, des lois conformes à l'intérêt général, des lois dans

nous pulsions à l'usage être fier, bref, des lois qui illustrent le projet que le président de la République nous a confié : celui de la France unie. »

Évoquant enfin les élections cantonales et municipales, le premier ministre a précisé qu'il « faudrait bien que chacun prenne ses responsabilités : les centristes pour dire s'ils préfèrent des socialistes qui n'entendent pas exclure les communistes d'une majorité de progrès, des lors que ceux-ci ne s'en excluent pas eux-mêmes, ou des candidats de droite soutenus activement par le Front qui n'est national que par anti-phrase, et qu'il faut se décider à appeler le Front anti-national. Les communistes, eux, devront dire s'ils préfèrent sacrifier au mythe d'un virage à droite du PS ou permettre, ponctuellement, le succès des partis conservateurs. »

P. S.

## Le prix du baril regagne 50 cents à la Bourse de New-York

### Confusion sur les marchés du pétrole et des métaux précieux

Un véritable vent de folie s'est emparé du marché pétrolier, lundi 12 septembre, entraînant dans son sillage le marché de l'or et des métaux précieux. A New-York, le brut de référence, après avoir perdu 30 cents, tombant pour la première fois depuis août 1986 au-dessous de 14 dollars par baril, s'est vivement redressé en fin de séance, regagnant plus de 50 cents à 14,49 dollars par baril. Le nouvel accès de faiblesse du pétrole, suivant trois semaines de baisse continue, a provoqué une vive chute des cours de l'or, tombé à Londres de 419,75 dollars à 416,62 dollars l'once, soit à son plus bas niveau depuis 17 mois, avant de se redresser en fin de journée à 419,75 dollars l'once. L'argent et le platine ont également suivi le mouvement qui, selon les analystes, est directement lié à la chute des cours du brut, laquelle diminue les craintes d'une reprise de l'inflation et réduit

donc l'intérêt des valeurs-refuges comme les métaux précieux.

Sur le marché pétrolier, toutefois, la plus grande confusion régnait mardi matin 13 septembre, nul ne se risquant à prévoir l'évolution des prix. Contrairement aux informations qui avaient provoqué en fin de séance un rebond des cours, aucune déclaration officielle ne venait confirmer la tenue d'une prochaine réunion du comité des prix de l'OPEP, sorte de conseil de surveillance du cartel, habilité à convoquer en cas de crise grave une conférence extraordinaire. Au contraire, le ministre indonésien avait assuré dans la nuit du 12 au 13 septembre qu'aucune réunion n'était supposée se tenir prochainement à Bali, comme on l'avait laissé entendre. « A ma connaissance, aucune réunion n'a été officiellement prévue jusqu'ici », confirmait, mardi, un haut responsable des pays du golfe Persique.

Or la reprise brutale du marché, la veille, ne tenait qu'à l'espoir de voir enfin l'OPEP réagir pour enrayer la chute des cours, constante depuis trois semaines. Un espoir renforcé par la publication, dans le quotidien algérien *El Moudjahid*, d'un article faisant état d'une réunion du comité des prix « avant la fin du mois de septembre », et surtout par une déclaration officielle du roi Fahd d'Arabie saoudite, lundi 12 septembre, exhortant les producteurs de brut, membres ou non de l'OPEP, à « contrôler la situation » pour éviter « l'effondrement » du marché. Le roi, au cours de la réunion hebdomadaire du conseil, avait rappelé, avoir déjà à maintes reprises, mis en garde les pays producteurs, les incitant à coopérer pour « sauvegarder le plafond de production de l'OPEP et respecter les quotas qu'elle leur a alloués ».

Cette déclaration, interprétée par le marché comme un signe favorable, pouvait cependant être vue à l'inverse comme une nouvelle mise en garde, notamment destinée à l'Irak. Ce pays continue de refuser un quota impliquant une baisse de sa production et bloque toute entente au sein du cartel. Compte tenu de toutes ces informations contradictoires, était donc impossible de prévoir l'évolution du marché, fondamentalement tiré à la baisse par la surproduction du cartel depuis juillet. (Le Monde du 9 septembre.)

V. M.

## Le conflit d'Air Inter

### M. Delebarre confirme que l'Airbus A-320 ne sera pas piloté à trois

C'est sans agressivité, mais avec fermeté, que M. Michel Delebarre, ministre des transports, a mis fin, le 12 septembre, aux espoirs des pilotes et mécaniciens d'Air Inter, qui font grève chaque semaine pour obtenir que des Airbus A-320 de la compagnie intérieure soient conduits par trois hommes. La direction d'Air Inter se refuse à une telle expérimentation sur un avion qui a été conçu et vendu par ses constructeurs pour être piloté par un équipage de deux personnes seulement.

Dès son arrivée au ministère, M. Delebarre avait confié à M. Jean Peyrelevade, aujourd'hui président de l'Union des assurances de Paris, une mission d'information sur ce conflit. M. Peyrelevade lui a rendu compte oralement de l'impossibilité où il s'est trouvé de rapprocher les points de vue de la direction et de l'intersyndicale.

« Dans ces conditions, il faut en revenir à des solutions de bon sens », a déclaré M. Delebarre, l'Airbus A-320 a été conçu pour être piloté à deux. Vingt-deux compo-

gnies l'exploitent ou l'exploiteront selon cette composition d'équipage. La moitié des avions civils volant dans le monde sont conduits par deux personnes. Toutes les statistiques prouvent que cela n'a aucune incidence sur la sécurité du transport aérien. Je ne vois pas pourquoi Air Inter serait la seule compagnie à ne pas utiliser pleinement un appareil qui marque un progrès et non une régression. »

M. Delebarre n'aurait pas été fidèle à ses origines et à sa sensibilité s'il n'avait rappelé son souci du sort des officiers mécaniciens navigant rendus inutiles par l'arrivée d'avions modernes. Il faut que les négociations sur leur avenir s'engagent sur la base des propositions de la direction où figure notamment la reconversion en pilotes de 70 des 200 mécaniciens concernés et des garanties sur leur reclassement et le maintien de leurs rémunérations. En tout état de cause, la première négociation en surnombre n'apparaîtra pas avant 1994. M. Delebarre a souligné que ce dispositif soit encore amélioré.

Il a enfin rappelé sa « préoccupation d'assurer le service public du transport aérien français ». Il a donc demandé au président d'Air Inter de lui proposer toutes les mesures pour assurer les vols programmés. Cela veut dire, en clair, que la direction proposera et obtiendra d'attribuer d'autres avions armés par d'autres équipages que ceux d'Air Inter si l'intersyndicale maintient pendant plus d'une semaine la grève perdue qu'elle organise chaque matin. Celle-ci est suivie par environ 30 % du personnel navigant qui espèrent que le ministre des transports obligerait M. Pierre Eelsen, leur président, à expérimenter le pilotage à trois sur l'un des Airbus A-320 commandés par Air France.

ALAIN FAUJAS.

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT  
**Le Monde**  
ARTS ET SPECTACLES

(Publicité)  
Communauté « ENMAUS »  
de Longjumeau  
Fondateur Abbé PIERRE  
SAMEDI 17 SEPTEMBRE 1988  
Vente exceptionnelle non-stop  
de 9 h à 18 h.  
BUFFET CAMPAGNARD  
15 bis, rue de Chilly - 91140 Longjumeau  
Tél. : 01-69-15-60/69-34-51-52.  
Moyens d'accès de Paris :  
Par l'autoroute : sortie à Chilly-Mazarin.  
Par le train : Arrêt Chilly-Mazarin, descendre à Chilly-Mazarin, 2<sup>e</sup> rue rouge à droite.

## Mach. écrire — 30%. Canon chez Duriez

• AP 600, Mach. à écrire compacte de bureau 5870 3990 ftc.  
• AP 800, Mach. à écrire de bureau modulaire : 8165 5690 ftc avec contrat de maintenance gratuite sur site sous 48 h. pendant 6 mois.

Options : 32 K de mémoire +  
1. Ecran 2 lignes 1990 ftc  
2. Ecran 8 lignes 3990 ftc  
3. Ecran 25 lignes 5990 ftc  
Catalog. contre 3 T. à 2,20 F. Gratuit sur place.

3. R. La Boétie (8°)  
et toujours 112-132 Bd  
St-Germain, 6° (Odéon)

A . C . D . E . F . G . H

## MACINTOSH II, C'EST LA PLUS FORTE TÊTE DU CLAN MACINTOSH.

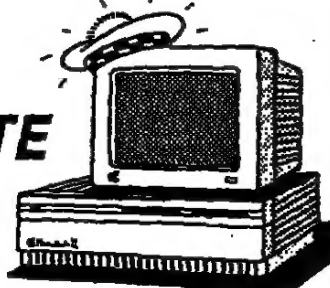
36 900 F HT !!

Un Macintosh II  
disque dur 80 M.o. interne  
clavier étendu, carte vidéo, moniteur monochrome

INTERNATIONAL  
COMPUTER

La micro sans frontières

26, rue du Renard Paris 4° 42.72.26.26  
64, av. du Prado Marseille 6° 91.37.25.03



## Sur le vif

### Champion

Dites donc, les filles, vous avez déjà été violées, vous ? Non ? Tiens, comment ça se fait ? Moi, c'est pas pour la ramener, mais... Oui ! Deux fois. Pas terrible. Juste un peu, quoi. Interruptus, si vous voyez ce que je veux dire. La dernière, c'était il y a deux ans au cours d'un voyage en Extrême-Orient. Je rentrais à mon hôtel. Il faisait nuit noire. Faut dire, c'est peut-être un peu aussi pour ça. Le mec me suit, me rattrappe, me bouscule, me renverse, me tire sur le jean, renonce, me plante là et repart... Avec mon blouson. Quelle humiliation !

Jamais j'aurais osé vous avouer un truc aussi traumatisant, aussi blessant si la nana du train Paris-Pontoise ne s'était pas vantée avec son histoire de voyageurs-voyeurs qui n'ont pas boudé sur la sonnette d'alarme quand un grand blond à la moustache noire lui a sauté dessus. C'était même pas vrai. C'était tout inventé. Simplement, elle était en retard et elle avait peur de se faire engueuler par son mari.

C'est comme ce recordman du viol, un petit mec — il mesure 1,65 m — qui joue les gros bras depuis deux jours au commissariat de Marignies. Ils sont quatre inspecteurs à se relayer pour prendre sa déposition tellement il en a à raconter. Il se serait fait cent-vingt bonnes femmes en treize ans rien que dans les Bouches-du-Rhône. Bon père, bon mari, bon ça. Le soir, il sortait en baskets et en survet. Où tu vas ? Faire mon jogging, je reviens de suite. Il courait vite, quelquefois et il rentrait au pas de gymnastique. Il adore. Il dit que c'est super. Quelques pompes après manger, rien de tel pour garder la forme. Vous y croyez, vous ? Moi, j'ai l'impression qu'il en rajoute un peu.

Allez, vous fâchez pas. Je sais, je devrais pas, je sais. N'empêche, vous êtes toutes là à m'écrire, à pleurnicher : on vit une époque pas possible. Où les mecs, les vrais ? On ne trouve plus rien de bon. Mais si ! Simplement, faut pas les chercher au creux du lit, faut les attendre au coin des bois.

CLAUDE SARRAUTE.

## EN BREF

● Fin de la grève des artistes-interprètes sur le 5 et M 6, ces deux chaînes adhérant à leur convention collective. — Réunis, lundi 12 septembre, en assemblée générale au Théâtre de l'Œuvre, les artistes-interprètes ont voté à l'unanimité la fin de la grève affective frappant le 5 et M 6 depuis la signature, le 31 mai dernier, par l'ensemble des autres diffuseurs, d'une nouvelle convention collective. La 5 et M 6 arguaient notamment, jusqu'ici, du caractère « économiquement inacceptable » d'un point particulier de cette convention pour en rejeter la ratification : le mode de rémunération

des artistes-interprètes pour chaque rediffusion d'œuvres françaises.

Après négociations, les deux chaînes et les représentants des quatre syndicats d'acteurs (SFA-CGT, SYDAS-CGT, SNLA-FO et les auteurs du SIA) sont convenus d'ajourner une annexe à la convention, prévoyant des dispositions particulières pour les multiffusions rapides sur une même chaîne (deux en vingt-quatre heures ou trois de trente-sept heures), ainsi que des abattements spécifiques à la 5 et à M 6, prenant en compte leur rythme particulier de montée en charge.

**SVM**  
SCIENCE & VIE MICRO

**175**

**ORDINATEURS  
AU BANC D'ESSAI**

**37**

**CONSTRUCTEURS  
PASSÉS AU CRIBLE**

DE LA SIMPLE RETOUCHE  
AU PLUS BEAU VÊTEMENT  
avec la garantie  
d'un grand maître tailleur  
COSTUMES MESURE  
à partir de 2 150 F  
PANTALONS 800 F VESTONS 1 400 F  
3 000 tissus  
Luxueuses draperies  
anglaises  
Fabrication traditionnelle  
TAILLEURS, JUPES, MANTEAUX  
PARDESSUS sur MESURE  
UNIFORMES ET VÊTEMENTS MILITAIRES  
**LEGRAND Tailleur**  
27, rue du 4-Septembre, Paris - Opéra  
Téléphone : 42-42-70-81.  
Du lundi au vendredi de 10 h à 18 h  
(ouvert à partir du 24 septembre)

ÉGALEMENT AU SOMMAIRE  
DU NUMÉRO DE SEPTEMBRE :

- Full Write, un traitement de texte exceptionnel
- Sauvegarde : comment éviter la catastrophe

N° 1 DE LA PRESSE  
INFORMATIQUE